

Troisième trimestre de 2023



Banque Royale du Canada – Résultats du troisième trimestre de 2023

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*.

Bénéfice net 3,9 milliards de dollars <i>Hausse de 8 % d'un exercice à l'autre</i>	Bénéfice dilué par action ⁽¹⁾ 2,73 \$ <i>Hausse de 9 % d'un exercice à l'autre</i>	Total de la DPPC ⁽¹⁾ 616 millions de dollars <i>Ratio de la DPPC liée aux prêts ⁽¹⁾ en baisse de 1 p.b. ⁽¹⁾ d'un trimestre à l'autre</i>	RCP ^{(1), (2)} 14,6 % <i>Stabilité d'un exercice à l'autre</i>	Ratio CET1 ⁽¹⁾ 14,1 % <i>Supérieur au seuil réglementaire</i>
Bénéfice net ajusté ⁽³⁾ 4,0 milliards de dollars <i>Hausse de 11 % d'un exercice à l'autre</i>	Bénéfice dilué par action ajusté ⁽³⁾ 2,84 \$ <i>Hausse de 11 % d'un exercice à l'autre</i>	Total de la CVPC ⁽¹⁾ 5,0 milliards de dollars <i>Ratio de la CVPC liée aux prêts ⁽¹⁾ en hausse de 2 p.b. ⁽¹⁾ d'un trimestre à l'autre</i>	RCP ajusté ⁽³⁾ 15,1 % <i>Hausse de 30 p.b. d'un exercice à l'autre</i>	Ratio de liquidité à court terme ⁽¹⁾ 134 % <i>Légère baisse par rapport à 135 % au trimestre précédent</i>

TORONTO, le 24 août 2023 – La Banque Royale du Canada⁽⁴⁾ (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 3,9 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2023, soit une hausse de 295 millions, ou 8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,73 \$, ayant progressé de 9 % par rapport à cette même période. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ de 4,0 milliards de dollars et le bénéfice net ajusté par action⁽³⁾ de 2,84 \$ affichent tous deux une hausse de 11 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les résultats du trimestre à l'étude reflètent l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'établissant à 29 p.b. La réduction de l'impôt, attribuable à un changement favorable dans la composition du bénéfice, a eu un effet positif sur les résultats.

Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁵⁾ s'est élevé à 5,2 milliards de dollars, en hausse de 353 millions, ou 7 %, par rapport à il y a un an, du fait essentiellement de l'augmentation des revenus du secteur Marchés des Capitaux, ce qui s'explique par une augmentation des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement, y compris l'incidence des réductions des souscriptions de prêts à la période précédente, et du secteur Marchés mondiaux. La progression du revenu net d'intérêt découlait de la hausse des taux d'intérêt et la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens ont également contribué à cette hausse. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des coûts liés au personnel attribuable principalement à l'augmentation des salaires ainsi qu'à la hausse de la rémunération variable et de la rémunération fondée sur des actions, et par l'accroissement des honoraires. Les investissements en cours dans la technologie ainsi que l'accroissement des coûts discrétionnaires afin de soutenir la forte croissance attribuable aux clients ont également contribué à la hausse des coûts.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a progressé de 6 %, reflétant une amélioration des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Assurances. Les résultats du secteur Marchés des Capitaux sont demeurés relativement stables. Ces facteurs ont été atténués par un recul des résultats du secteur Gestion de patrimoine. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ a monté de 7 % par rapport à la même période. Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁵⁾ a progressé de 5 % alors que la hausse des revenus a plus que neutralisé la croissance des dépenses.

Le nombre d'employés équivalent temps plein a diminué de 1 % par rapport au trimestre précédent, et nous prévoyons réduire le nombre d'employés équivalent temps plein d'environ 1-2 % au prochain trimestre.

Notre position de capital demeure forte, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 14,1 %, soutenant ainsi la forte croissance des volumes et le versement de dividendes sur les actions ordinaires de 1,9 milliard de dollars. Nous affichons également un excellent ratio de liquidité à court terme moyen de 134 %.

« Les résultats du troisième trimestre témoignent de la capacité de RBC à générer une forte croissance des revenus et des volumes de façon constante grâce à une gestion prudente des risques, et ce, malgré un contexte opérationnel complexe. Nous continuons d'axer nos efforts sur la réalisation de notre stratégie de réduction des coûts tout en tirant parti de notre solide bilan et de notre modèle d'affaires diversifié afin de soutenir notre croissance et de créer de la valeur à long terme pour nos clients, nos collectivités et nos actionnaires. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de la Banque Royale du Canada

	Données présentées :	Montants ajustés ⁽³⁾ :
T3 2023 par rapport au T3 2022	• Bénéfice net de 3 872 millions de dollars	↑ 8 %
	• Bénéfice dilué par action de 2,73 \$	↑ 9 %
	• RCP de 14,6 %	→ 0 p.b.
	• Ratio CET1 de 14,1 %	↑ 100 p.b.
T3 2023 par rapport au T2 2023	• Bénéfice net de 3 872 millions de dollars	↑ 6 %
	• Bénéfice dilué par action de 2,73 \$	↑ 6 %
	• RCP de 14,6 %	↑ 20 p.b.
	• Ratio CET1 de 14,1 %	↑ 40 p.b.
Cumul annuel 2023 par rapport au cumul annuel 2022	• Bénéfice net de 10 735 millions de dollars	↓ 10 %
	• Bénéfice dilué par action de 7,60 \$	↓ 9 %
	• RCP de 13,9 %	↓ 280 p.b.
	• Bénéfice net de 12 118 millions de dollars	→ 0 %
• Bénéfice dilué par action de 8,59 \$	↑ 2 %	
• RCP de 15,7 %	↓ 120 p.b.	

(1) Se reporter au glossaire du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2023 pour une définition de cette mesure.

(2) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2023.

(3) Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2023.

(4) Les expressions « nous », « notre », « la banque » ou « RBC » désignent la Banque Royale du Canada et ses filiales, le cas échéant.

(5) Le bénéfice avant dotation et impôt correspond au bénéfice (3 872 millions de dollars au 31 juillet 2023; 3 577 millions au 31 juillet 2022) avant impôt (761 millions au 31 juillet 2023; 979 millions au 31 juillet 2022) et avant dotation à la provision pour pertes de crédit (616 millions au 31 juillet 2023; 340 millions au 31 juillet 2022). Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Le bénéfice avant dotation et impôt n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières. Nous nous servons du bénéfice avant dotation et impôt pour évaluer notre capacité à faire croître notre bénéfice de façon continue, compte non tenu des pertes de crédit, lesquelles sont touchées par le caractère conjoncturel du cycle du crédit. Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

Table des matières

1	Faits saillants du troisième trimestre	16	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	47	Gestion des fonds propres
2	Rapport de gestion	19	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	52	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	21	Gestion de patrimoine	52	Résumé des méthodes comptables et estimations
3	Vue d'ensemble et perspectives	23	Assurances	53	Contrôles et procédures
3	À propos de la Banque Royale du Canada	24	Marchés des Capitaux	53	Transactions entre parties liées
5	Faits saillants financiers et autres	26	Services de soutien généraux	54	Glossaire
6	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	27	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	57	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
8	Événements importants	28	Situation financière	58	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
8	Rendement financier	28	Bilans résumés	66	Notes annexes (non audité)
8	Vue d'ensemble	29	Arrangements hors bilan	93	Renseignements à l'intention des actionnaires
15	Résultats des secteurs d'exploitation	30	Gestion du risque		
15	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	30	Risque de crédit		
		33	Risque de marché		
		38	Risque de liquidité et de financement		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 juillet 2023 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2023. Le présent rapport de gestion, daté du 23 août 2023, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 juillet 2023 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2022. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2022, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2023, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, britannique, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, à l'incidence de la hausse des taux d'intérêt, à la mise en œuvre d'IFRS 17 *Contrats d'assurance*, à la clôture attendue de la transaction avec Banque HSBC Canada, à la clôture attendue de la transaction avec l'antenne britannique de RBC Investor Services Trust et de RBC Investor Services Trust à Jersey et au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit, notre risque de marché et notre risque de liquidité et de financement, ainsi que les déclarations de notre président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots et expressions « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « viser », « s'engager à », « avoir comme but ou objectif », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, que nos objectifs en matière de rendement financier et de questions environnementales et sociales ou autres, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas, et que nos résultats réels diffèrent de façon significative de ces prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions.

Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance et de non-conformité à la réglementation (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés à la concurrence, aux modèles et au cadre juridique et réglementaire, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2022 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2023. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, le marché de l'immobilier et l'endettement des ménages au Canada, les technologies de l'information et les cyberrisques, l'incertitude géopolitique, les risques environnementaux et sociaux (y compris les changements climatiques), les bouleversements numériques et l'innovation, les risques liés à la confidentialité, aux données et aux tierces parties, les changements de la réglementation, les risques liés à la culture et à la conduite, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence et l'émergence d'urgences sanitaires ou de crises de santé publique généralisées, telles que des épidémies et des pandémies, dont celle de COVID-19 et son incidence sur l'économie mondiale, la conjoncture des marchés financiers, ainsi que nos activités commerciales et nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers. D'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives sont présentés dans la rubrique portant sur le risque de notre rapport annuel 2022.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2023 sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2022, mises à jour à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2023. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2022 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2023.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 97 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos plus de 17 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com.

À compter du premier trimestre de 2023, nous avons simplifié notre structure de présentation de l'information en éliminant le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie et en intégrant ses activités et données aux secteurs existants. Ainsi, les Services aux investisseurs ont été intégrés dans le secteur Gestion de patrimoine, et les Services de trésorerie et les Services bancaires transactionnels ont été intégrés dans le secteur Marchés des Capitaux. Sur le plan de l'information financière, aucun changement n'a été apporté à nos secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Assurances. Les résultats comparatifs présentés dans le présent rapport de gestion ont été révisés afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle.

Nos secteurs d'exploitation et secteurs à présenter sont décrits ci-dessous.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Ce secteur offre un vaste éventail de produits et services financiers à une clientèle au Canada, dans les Antilles et aux États-Unis. Notre engagement à bâtir et à maintenir des liens étroits et significatifs avec nos clients est mis en relief par l'étendue de notre gamme de produits, nos vastes compétences et les fonctionnalités de nos solutions numériques.
Gestion de patrimoine	Ce secteur offre des services aux clients aisés, fortunés ou ultrafortunés à partir de nos bureaux dans les principaux centres financiers, principalement au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Europe et en Asie, y compris une gamme complète de solutions de placement, de services fiduciaires et bancaires, de services de crédit et d'autres solutions axées sur des services-conseils. Nous offrons également aux institutions et aux particuliers des produits de gestion d'actifs par l'entremise de nos réseaux de distribution et de tiers distributeurs. Nous offrons également des services d'administration d'actifs et de paiement à des institutions financières et à des propriétaires d'actifs dans le monde entier.
Assurances	Ce secteur offre, à une clientèle composée de particuliers et d'entreprises, un large éventail de conseils et de solutions en matière d'assurance vie, maladie, habitation, automobile et voyage, de patrimoine, de rentes et de réassurance.
Marchés des Capitaux	Ce secteur offre son expertise en matière de services-conseils, d'origination, de vente et de négociation, de crédit et de financement ainsi que des services bancaires transactionnels, aux sociétés, aux clients institutionnels, aux gestionnaires d'actifs, aux sociétés d'investissement privé et aux gouvernements du monde entier. Nous servons les clients de 63 bureaux situés dans 18 pays en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie, en Asie et dans d'autres régions.
Services de soutien généraux	Ce secteur est composé du groupe Technologie et Exploitation, qui fournit l'infrastructure technologique et opérationnelle nécessaire à la prestation efficace de produits et de services à nos clients, du groupe Fonctions, qui regroupe les fonctions de finances, de ressources humaines, de gestion du risque, d'audit interne et d'autres fonctions générales, de même que de notre fonction Trésorerie générale.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2023	30 avril 2023	31 juillet 2022	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Total des revenus	14 489 \$	13 520 \$	12 132 \$	43 103 \$	36 418 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	616	600	340	1 748	103
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 379	1 006	850	3 930	1 667
Frais autres que d'intérêt	7 861	7 494	6 386	23 030	19 400
Bénéfice avant impôt	4 633	4 420	4 556	14 395	15 248
Bénéfice net	3 872 \$	3 649 \$	3 577 \$	10 735 \$	11 925 \$
Bénéfice net ajusté (1)	4 017 \$	3 758 \$	3 623 \$	12 118 \$	12 064 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	2 134 \$	1 915 \$	2 023 \$	6 175 \$	6 231 \$
Gestion de patrimoine (2)	674	742	821	2 264	2 451
Assurances	227	139	186	514	589
Marchés des Capitaux (2)	938	939	599	3 100	2 578
Services de soutien généraux	(101)	(86)	(52)	(1 318)	76
Bénéfice net	3 872 \$	3 649 \$	3 577 \$	10 735 \$	11 925 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	2,74 \$	2,58 \$	2,52 \$	7,61 \$	8,33 \$
– dilué	2,73	2,58	2,51	7,60	8,31
Bénéfice ajusté par action – de base (1)	2,84	2,66	2,55	8,60	8,43
– dilué (1)	2,84	2,65	2,55	8,59	8,41
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	14,6 %	14,4 %	14,6 %	13,9 %	16,7 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (1)	15,1 %	14,9 %	14,8 %	15,7 %	16,9 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	103 850 \$	101 850 \$	95 750 \$	101 800 \$	93 850 \$
Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net (4)	1,50 %	1,53 %	1,52 %	1,50 %	1,46 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,29 %	0,30 %	0,17 %	0,28 %	0,02 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,06 %	0,09 %	0,09 %	0,08 %	(0,07)%
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,23 %	0,21 %	0,08 %	0,20 %	0,09 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,38 %	0,34 %	0,25 %	0,38 %	0,25 %
Ratio de liquidité à court terme (4), (5)	134 %	135 %	123 %	134 %	123 %
Ratio de liquidité à long terme (4), (5)	112 %	113 %	113 %	112 %	113 %
Ratios de fonds propres, ratio de levier et ratios de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) (4), (6)					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	14,1 %	13,7 %	13,1 %	14,1 %	13,1 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	15,4 %	14,9 %	14,3 %	15,4 %	14,3 %
Ratio du total des fonds propres	17,3 %	16,8 %	15,9 %	17,3 %	15,9 %
Ratio de levier	4,2 %	4,2 %	4,6 %	4,2 %	4,6 %
Ratio TLAC	30,9 %	31,0 %	27,6 %	30,9 %	27,6 %
Ratio de levier TLAC	8,5 %	8,7 %	8,8 %	8,5 %	8,8 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (7)					
Total de l'actif	1 957 734 \$	1 940 302 \$	1 842 092 \$	1 957 734 \$	1 842 092 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	372 625	319 828	298 795	372 625	298 795
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	835 714	831 187	796 314	835 714	796 314
Actifs liés aux dérivés	115 914	124 149	122 058	115 914	122 058
Dépôts	1 215 671	1 210 053	1 178 604	1 215 671	1 178 604
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	105 004	103 937	96 570	105 004	96 570
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (4)	585 899	593 533	589 050	585 899	589 050
Biens sous gestion (4), (8)	1 095 400	1 083 600	937 700	1 095 400	937 700
Biens administrés (4), (8)	4 415 700	5 911 100	5 748 900	4 415 700	5 748 900
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 393 515	1 388 388	1 396 381	1 388 217	1 409 292
– moyenne diluée	1 394 939	1 390 149	1 398 667	1 389 857	1 411 934
– à la fin de la période	1 394 997	1 389 730	1 390 629	1 394 997	1 390 629
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,35 \$	1,32 \$	1,28 \$	3,99 \$	3,68 \$
Rendement de l'action (4)	4,2 %	4,0 %	3,9 %	4,1 %	3,7 %
Ratio de distribution (4)	49 %	51 %	51 %	53 %	44 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (9)	130,73 \$	134,51 \$	124,86 \$	130,73 \$	124,86 \$
Capitalisation boursière (TSX) (9)	182 368	186 933	173 634	182 368	173 634
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	93 753	94 398	88 541	93 753	88 541
Nombre de succursales	1 257	1 258	1 283	1 257	1 283
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 353	4 357	4 364	4 353	4 364
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (10)	0,750	0,737	0,783	0,744	0,786
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,758	0,738	0,781	0,758	0,781

- (1) Il s'agit d'une mesure hors PCGR calculée de manière à exclure l'incidence du Dividende pour la relance du Canada (DRC) et d'autres ajustements fiscaux connexes, la transaction visant HSBC Canada et les coûts d'intégration (déduction faite des impôts), ainsi que l'incidence après impôts de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la base de présentation de cette mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.
- (3) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (4) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.
- (5) Le ratio de liquidité à court terme et le ratio de liquidité à long terme sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
- (6) Les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, le ratio de levier l'est conformément à celle sur les exigences de levier de ce même organisme, et le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont établis conformément à la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF. Les résultats des périodes closes le 31 juillet 2023 et le 30 avril 2023 reflètent l'adoption des lignes directrices révisées sur les normes de fonds propres et le ratio de levier qui sont entrées en vigueur au cours du deuxième trimestre de 2023 dans le cadre de la mise en œuvre des réformes de Bâle III par le BSIF. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.
- (7) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- (8) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 13 milliards de dollars et de 7 milliards (15 milliards et 8 milliards au 30 avril 2023; 14 milliards et 5 milliards au 31 juillet 2022).
- (9) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
- (10) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 23 août 2023

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

Le contexte macroéconomique à court terme a été plus vigoureux que prévu, les taux de chômage étant demeurés faibles dans la plupart des pays développés, et ce, malgré les hausses de taux d'intérêt de la dernière année civile. L'inflation a ralenti, les prix de l'énergie sont redescendus sous les niveaux de l'année civile précédente et les pressions exercées sur la chaîne d'approvisionnement mondiale se sont considérablement atténuées. Toutefois, il est peu probable que le recul de l'inflation atteigne les taux cibles des banques centrales sans un certain ralentissement des dépenses de consommation et une hausse du chômage. Les banques centrales ont réagi en relevant encore les taux d'intérêt. Plus récemment, des signes précurseurs d'un ralentissement de la croissance économique se sont manifestés. Les taux de défaut de paiement des consommateurs, publiés par la Banque du Canada, ont légèrement augmenté et le taux de chômage a commencé à grimper au Canada. Nous prévoyons toujours de légères récessions aux États-Unis et au Canada à compter du deuxième semestre de l'année civile 2023.

Canada

Le PIB du Canada devrait avoir progressé de 0,5 %¹ au deuxième trimestre civil de 2023, après avoir progressé de 3,1 %¹ au premier trimestre civil de 2023. La croissance du PIB à court terme a été soutenue par les fortes dépenses de consommation, malgré la hausse des taux d'intérêt. Toutefois, le PIB devrait diminuer légèrement au cours du deuxième semestre de l'année civile 2023, car les hausses de taux d'intérêt, et dans leur sillage, l'augmentation des paiements au titre des emprunts, réduisent le revenu disponible des ménages pour les dépenses de consommation. La croissance des prix à la consommation a considérablement ralenti, les prix de l'énergie ayant été inférieurs aux niveaux de l'année civile précédente et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale s'étant atténuées. Toutefois, d'autres mesures de l'inflation, notamment les mesures privilégiées de l'inflation fondamentale de la Banque du Canada, soit les mesures basées sur la moyenne tronquée (IPC-tronq) et sur la médiane pondérée (IPC-méd), demeurent supérieures à la fourchette cible de la banque centrale. Le taux de chômage s'est accru de 0,5 % au cours du trimestre clos en juillet 2023 et devrait encore augmenter au cours du deuxième semestre de l'année civile 2023. La Banque du Canada a réagi à l'inflation persistante en relevant les taux d'intérêt de 25 points de base à chacune des décisions stratégiques de juin et de juillet 2023, ce qui a porté le taux de financement à un jour à 5,0 %. Nous ne prévoyons pas d'autres hausses au cours de l'année civile 2023, sous réserve d'un ralentissement des dépenses de consommation, d'autres hausses modérées du taux de chômage et d'un apaisement des tendances générales de l'inflation.

États-Unis

Le PIB des États-Unis a progressé de 2,4 %¹ au deuxième trimestre civil de 2023, après une hausse de 2 %¹ au premier trimestre civil de 2023. Les marchés de l'emploi sont demeurés vigoureux, le taux de chômage s'approchant des niveaux d'avant la pandémie au cours du premier semestre de l'année civile 2023. Toutefois, le taux de chômage devrait augmenter par rapport aux faibles niveaux actuels au cours du deuxième semestre de l'année civile 2023 et au cours de l'année civile 2024. La hausse des taux d'intérêt réduit le pouvoir d'achat des ménages et un resserrement de la situation financière devrait ralentir les dépenses et les investissements des entreprises. Par conséquent, nous prévoyons un repli du PIB au cours du deuxième semestre de l'année civile 2023. La croissance des prix à la consommation ralentit toujours aux États-Unis, reflétant la baisse des prix de l'énergie et le rétrécissement des pressions inflationnistes. Compte non tenu des produits alimentaires et énergétiques, la croissance de l'IPC de base de 4,7 % en juillet 2023 demeure élevée, mais en baisse par rapport au sommet de 6,6 % atteint en septembre 2022. La Réserve fédérale a augmenté la cible de taux des fonds fédéraux de 25 points de base en juillet pour la porter à une fourchette de 5,25 % à 5,5 %. Nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale suspende les hausses de taux d'intérêt pour le reste de l'année civile 2023.

Europe

Le PIB de la zone euro a augmenté de 0,3 % au deuxième trimestre civil de 2023, après être demeuré stable au premier trimestre civil de 2023. L'inflation dans la zone euro a ralenti après avoir atteint un sommet à la fin de 2022, les prix de l'énergie affichant une tendance baissière. Toutefois, l'inflation de base demeure élevée et, malgré certains signes de ralentissement économique, elle pousse la Banque centrale européenne à relever ses taux d'intérêt. La Banque centrale européenne a augmenté le taux de dépôt de 25 p.b. en juillet 2023 pour le porter à 3,75 %, et nous ne prévoyons pas d'autres hausses de sa part d'ici la fin de l'année civile 2023. Le PIB du Royaume-Uni a augmenté de 0,2 % au deuxième trimestre civil de 2023, après avoir progressé de 0,1 % au premier trimestre civil de 2023. Au Royaume-Uni, l'inflation demeure plus élevée que prévu en raison de la forte demande de main-d'œuvre et de la croissance élevée des salaires, et la Banque d'Angleterre a donc dû encore augmenter les taux d'intérêt. Nous prévoyons que la Banque d'Angleterre relève les taux d'intérêt à 5,5 % d'ici la fin de l'année civile 2023. Les hausses de taux d'intérêt devraient ralentir les dépenses de consommation et la demande pour la main-d'œuvre au cours du second semestre de l'année civile 2023 dans la zone euro et au Royaume-Uni, entraînant une recrudescence des taux de chômage dans ces régions.

¹ Taux annualisé

Marchés financiers

Les rendements des obligations ont augmenté au cours du premier semestre de l'année civile 2023, la conjoncture économique plus robuste que prévu et la pression persistante sur les prix ayant poussé les banques centrales à relever encore les taux d'intérêt. L'écart entre les rendements des obligations à long et à court terme, un indicateur de récession couramment utilisé, demeure inversé aux États-Unis et au Canada, car les marchés s'attendent toujours à une détérioration des perspectives économiques. Les marchés boursiers ont rebondi depuis le début de l'année civile 2023. Les pressions inflationnistes mondiales ont montré des signes persistants d'assouplissement, les taux d'inflation globaux se rapprochant des taux cibles dans certaines régions comme les États-Unis et le Canada, en grande partie en raison de la baisse des prix de l'énergie. Toutefois, les pressions sous-jacentes sur les prix ne devraient pas s'atténuer complètement tant qu'il n'y aura pas de ralentissement plus marqué de la demande intérieure et de l'économie.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2022 et dans les mises à jour figurant ci-dessous.

Incertitude à l'échelle mondiale

Les pressions inflationnistes et les tensions géopolitiques suscitent une grande incertitude et menacent encore les perspectives économiques mondiales. En juillet 2023, le Fonds monétaire international prévoyait une croissance de l'économie mondiale de 3,0 % pour l'année civile 2023, soit 0,2 % de plus que ce qu'il avait prévu en avril. La résolution récente de l'impasse sur le plafond de la dette américaine et les mesures fermes prises par les autorités mondiales pour contenir l'instabilité du secteur bancaire ont réduit les risques immédiats de remous sur les marchés financiers. Toutefois, il subsiste une incertitude quant à la gravité et à l'incidence du resserrement de la politique monétaire des banques centrales, qui tentent de réduire les niveaux d'inflation élevée persistants, aux tensions géopolitiques actuelles, y compris le conflit qui perdure entre la Russie et l'Ukraine, aux événements météorologiques extrêmes; ainsi qu'à la possible réémergence de l'instabilité du secteur financier alors que les banques sont confrontées à une réforme réglementaire aux États-Unis. Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans diverses régions et notre offre de produits variée contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendrent les incertitudes à l'échelle mondiale.

Activité réglementaire liée aux changements climatiques

Le 7 mars 2023, le BSIF a publié sa version définitive de la ligne directrice B-15, *Gestion des risques climatiques*, qui énonce les attentes à l'égard de la gestion des risques climatiques par les institutions financières fédérales (IFF). Elle vise à aider les IFF à accroître leur résilience face à ces risques et à mieux les gérer. La ligne directrice entrera en vigueur à l'exercice 2024 et le BSIF entend la réviser pour tenir compte de l'évolution des pratiques et des normes. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette ligne directrice et avons lancé un projet afin de nous conformer aux exigences à la date d'entrée en vigueur. Nous continuerons de suivre les mises à jour et tout nouveau développement.

Budget 2023 du gouvernement du Canada

Le 28 mars 2023, le gouvernement du Canada a présenté son budget 2023 (budget 2023), qui prévoit un certain nombre de propositions de mesures, y compris une nouvelle règle visant à refuser la déduction pour dividendes sur les actions de sociétés résidant au Canada reçus par les institutions financières après le 31 décembre 2023 lorsque ces actions visent des biens évalués à la valeur de marché aux fins fiscales, ainsi qu'un nouvel impôt de 2 % sur la valeur nette des rachats d'actions par les sociétés ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2024. Le budget 2023 renforce également l'engagement du gouvernement du Canada à l'égard du plan à deux piliers pour la réforme fiscale internationale de l'Organisation de coopération et de développement économiques, y compris l'imposition d'un impôt minimum de 15 % sur les bénéfices des entreprises multinationales, et le projet de loi connexe visant les règles sur l'impôt minimum mondial a été publié le 4 août 2023; le public peut soumettre ses commentaires d'ici le 29 septembre 2023. Le calendrier d'adoption de ces changements demeure incertain, et la législation pourrait faire l'objet de modifications avant son adoption. L'incidence finale des mesures proposées dépendra de la législation définitive.

Le budget 2023 a également adopté la taxe de vente harmonisée (TVH) pour les services de compensation relatifs aux cartes de paiement, une mesure qui s'appliquerait de façon prospective dans tous les cas et de façon rétroactive dans certaines circonstances. Un projet de loi a obtenu la sanction royale et la loi a été promulguée le 22 juin 2023.

Gestion du risque lié aux tiers

Le 24 avril 2023, le BSIF a publié la version finale de sa ligne directrice B-10, *Gestion du risque lié aux tiers*, dans laquelle il énonce ses attentes envers les IFF en matière de gestion des risques associés aux ententes avec des tiers.

Cette ligne directrice entrera en vigueur le 1^{er} mai 2024. Nous avons examiné les exigences et ne nous attendons pas à avoir de la difficulté à nous y conformer d'ici à la date d'entrée en vigueur.

Réforme des taux d'intérêt de référence

Dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence, la publication du taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) dans toutes les monnaies, y compris le dollar américain, a cessé le 30 juin 2023. Au 31 juillet 2023, et conformément à notre plan de transition, notre exposition aux instruments financiers indexés aux taux LIBOR libellés en dollar américain ne revêt plus d'importance dans le cadre de nos états financiers résumés.

De plus, le 27 juillet 2023, le Groupe de travail sur le taux de référence complémentaire pour le marché canadien a publié un avis aux marchés confirmant qu'à compter du 1^{er} novembre 2023, aucun nouveau prêt basé sur le taux CDOR ou sur le taux des acceptations bancaires ne sera permis. Cette annonce n'a pas d'incidence sur la possibilité d'effectuer des prélèvements sur des facilités de crédit basées sur le taux CDOR ou sur le taux des acceptations bancaires conclues avant le 1^{er} novembre 2023. Notre plan de transition a été modifié pour tenir compte de cette annonce.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces changements et d'autres faits nouveaux qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques portant sur les risques de notre rapport annuel 2022. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques portant sur la gestion du risque et des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2023.

Événements importants

Banque HSBC Canada

Le 29 novembre 2022, nous avons conclu une entente visant l'acquisition de la totalité des actions ordinaires de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada) pour un prix d'achat entièrement au comptant de 13,5 milliards de dollars. De plus, nous achèterons toutes les actions privilégiées et les titres d'emprunt subordonnés existants de la HSBC Canada qui sont détenus directement ou indirectement par HSBC Holdings plc à leur valeur nominale. La HSBC Canada est une banque canadienne de premier plan au service de particuliers et d'entreprises qui est axée sur les clients connectés du monde entier.

La clôture de la transaction est prévue pour le premier trimestre de l'année civile 2024, sous réserve des conditions de clôture usuelles, y compris l'obtention des approbations des autorités de réglementation. Pour en savoir plus, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.

RBC Investor Services

Le 3 juillet 2023, nous avons finalisé la vente annoncée précédemment des activités européennes d'administration d'actifs de RBC Investor Services® et de son centre d'excellence associé situé en Malaisie (la vente partielle des activités de RBC Investor Services) à CACEIS, le groupe bancaire d'administration d'actifs de Crédit Agricole S.A. et de Banco Santander, S.A. Par suite de l'opération, nous avons constaté un profit à la cession, avant impôt, de 69 millions de dollars dans les revenus autres que d'intérêt du secteur Gestion de patrimoine (77 millions après impôt).

La conclusion de la vente des activités de l'antenne britannique de RBC Investor Services Trust et de RBC Investor Services à Jersey demeure assujettie aux conditions de clôture d'usage, y compris les approbations réglementaires. Pour en savoir plus, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022

Le bénéfice net s'est dégagé à 3 872 millions de dollars, en hausse de 295 millions, ou 8 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,73 \$, ayant monté de 0,22 \$, ou 9 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est demeuré stable à 14,6 %. Notre ratio CET1 s'est établi à 14,1 %, en hausse de 100 p.b. sur un an.

Le bénéfice net ajusté s'est dégagé à 4 017 millions de dollars, en hausse de 394 millions, ou 11 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice ajusté dilué par action s'est établi à 2,84 \$, ayant monté de 0,29 \$, ou 11 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 15,1 %, en hausse par rapport à 14,8 % un an plus tôt.

Notre bénéfice reflète la progression des résultats des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Assurances, qui a été contrebalancée en partie par le recul des résultats du secteur Gestion de patrimoine.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023

Le bénéfice net s'est chiffré à 3 872 millions de dollars, en hausse de 223 millions, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,73 \$, en hausse de 0,15 \$, ou 6 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 14,6 %, en hausse par rapport à 14,4 % au trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 14,1 % a augmenté de 40 p.b. en regard du trimestre précédent.

Le bénéfice net ajusté de 4 017 millions de dollars s'est accru de 259 millions, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice ajusté dilué par action a atteint 2,84 \$, en hausse de 0,19 \$ ou 7 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 15,1 %, en hausse par rapport à 14,9 % au trimestre précédent.

Notre bénéfice reflète l'accroissement des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Assurances, ainsi que des résultats relativement stables dans le secteur Marchés des Capitaux, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des résultats du secteur Gestion de patrimoine.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est établi à 10 735 millions de dollars, affichant un recul de 1 190 millions, ou 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est dégagé à 7,60 \$, ayant reculé de 0,71 \$, ou 9 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 13,9 %, en baisse par rapport à celui de 16,7 % un an plus tôt.

Le bénéfice net ajusté de 12 118 millions de dollars a augmenté de 54 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice ajusté dilué par action s'est établi à 8,59 \$, ayant grimpé de 0,18 \$, ou 2 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 15,7 %, en baisse par rapport à celui de 16,9 %, de la période correspondante de l'exercice précédent.

Notre bénéfice s'est replié par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes dans la période à l'étude, qui est présentée dans le secteur Services de soutien généraux. Nos résultats reflètent également la baisse des résultats des secteurs Gestion de patrimoine, Assurances et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Ces facteurs ont été atténués par l'amélioration des résultats du secteur Marchés des Capitaux. Les résultats de la période à l'étude reflètent l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attribuable à l'accroissement des dotations liées aux prêts douteux et aux dotations liées aux prêts productifs constituées, qui contrastent avec les contrepassations de dotations liées aux prêts productifs de la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour plus de détails sur nos résultats des secteurs d'exploitation et le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Résultats ajustés

Les résultats ajustés excluent les éléments spécifiés, à savoir le DRC et les autres ajustements fiscaux connexes et la transaction visant HSBC Canada et les coûts d'intégration (déduction faite des impôts), ainsi que l'incidence après impôts de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Les résultats ajustés sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2023 par rapport au T3 2022	T3 2023 par rapport au T2 2023	T3 2023 par rapport au T3 2022
<i>(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>			
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	277 \$	(84)\$	812 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	10	(6)	25
Frais autres que d'intérêt	187	(52)	515
Impôt sur le résultat	(3)	–	6
Bénéfice net	83	(26)	266
Incidence sur le bénéfice par action			
De base	0,06 \$	(0,02)\$	0,19 \$
Dilué	0,06	(0,02)	0,19

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2023	le 30 avril 2023	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022
<i>(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)</i>					
Dollar américain	0,750	0,737	0,783	0,744	0,786
Livre sterling	0,592	0,599	0,636	0,601	0,608
Euro	0,690	0,681	0,747	0,690	0,721

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2023	le 30 avril 2023	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022
Revenu d'intérêt et de dividende	22 834 \$	20 318 \$	10 737 \$	62 489 \$	25 873 \$
Charge d'intérêt	16 548	14 219	4 847	43 902	9 438
Revenu net d'intérêt	6 286 \$	6 099 \$	5 890 \$	18 587 \$	16 435 \$
Marge nette d'intérêt	1,50 %	1,53 %	1,52 %	1,50 %	1,46 %
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 848 \$	1 347 \$	1 233 \$	5 086 \$	2 866 \$
Revenus tirés des activités de négociation	485	430	(128)	1 984	475
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 099	2 083	1 857	6 238	5 710
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 034	1 000	1 028	3 049	3 279
Commissions de courtage en valeurs mobilières	362	377	344	1 100	1 132
Frais bancaires	529	511	499	1 551	1 464
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	472	458	369	1 442	1 577
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	289	322	250	1 044	772
Revenus sur cartes	334	279	314	938	893
Commissions de crédit	342	357	301	1 078	1 175
Profits nets sur les titres de placement	27	111	28	191	66
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	(37)	12	33	4	86
Autres	419	134	114	811	488
Revenus autres que d'intérêt	8 203	7 421	6 242	24 516	19 983
Total des revenus	14 489 \$	13 520 \$	12 132 \$	43 103 \$	36 418 \$
Information supplémentaire sur les activités de négociation					
Revenu net d'intérêt (1)	510 \$	469 \$	465 \$	1 165 \$	1 621 \$
Revenus autres que d'intérêt	485	430	(128)	1 984	475
Total des revenus tirés des activités de négociation	995 \$	899 \$	337 \$	3 149 \$	2 096 \$

(1) Tient compte du revenu net d'intérêt découlant des positions liées aux activités de négociation, y compris les actifs et passifs qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022

Le total des revenus a progressé de 2 357 millions de dollars, ou 19 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement de la hausse des primes d'assurance, des revenus de placement et des honoraires (revenus d'assurance) et des revenus tirés des activités de négociation, y compris de l'incidence des réductions des souscriptions de prêts au cours de l'exercice précédent. La progression du revenu net d'intérêt, des autres revenus, des commissions de gestion de placements et de services de garde ainsi que des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils a également contribué à l'augmentation. L'incidence du change a compté pour 277 millions de dollars de l'augmentation des revenus.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 396 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de l'élargissement des écarts et de la croissance moyenne des volumes pour ce qui est des dépôts et des prêts dans le secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des dérivés non détenus à des fins de transaction, qui ont été compensés dans les autres revenus du secteur Marchés des Capitaux.

La marge nette d'intérêt s'est repliée de 2 p.b. par rapport à il y a un an, ce qui s'explique essentiellement par l'accroissement des coûts de financement du secteur Marchés des Capitaux, les revenus connexes ayant été comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt, et par un changement défavorable dans la composition des dépôts du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence favorable de la hausse des taux d'intérêt dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les revenus d'assurance se sont accrus de 615 millions de dollars, ou 50 %, ce qui tient essentiellement à la hausse des ventes de rentes collectives et à l'expansion des activités pour la plupart des produits, partiellement annulées par la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, qui sont toutes en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation ont augmenté de 613 millions de dollars, alors que l'exercice précédent reflétait l'incidence des réductions des souscriptions de prêts, contrebalancée en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation aux États-Unis et en Europe.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont progressé de 242 millions de dollars, ou 13 %, ce qui reflète essentiellement l'inclusion de RBC Brewin Dolphin.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrus de 103 millions de dollars, ou 28 %, et ce, à cause principalement de l'intensification des activités d'origination de titres de créance dans toutes les régions.

Les autres revenus ont grimpé de 305 millions de dollars en raison principalement des profits sur nos portefeuilles d'activités autres que de négociation, qui ont été compensés dans le revenu net d'intérêt, et des variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été en grande partie compensées dans les frais autres que d'intérêt, et du profit tiré de la vente partielle des activités de RBC Investor Services. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des couvertures économiques.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023

Le total des revenus a augmenté de 969 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation des revenus d'assurance, des autres revenus, et du revenu net d'intérêt.

Le revenu net d'intérêt a grimpé de 187 millions de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de l'incidence des trois jours de plus dans le trimestre à l'étude dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, et de l'élargissement des écarts et de la croissance moyenne des volumes dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les revenus d'assurance ont progressé de 501 millions de dollars, ou 37 %, ce qui tient surtout à la hausse des ventes de rentes collectives, partiellement compensée par la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance. Ces éléments sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les autres revenus ont grimpé de 285 millions de dollars ce qui tient en grande partie aux variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, facteur qui a été pour l'essentiel compensé dans les frais autres que d'intérêt, les profits sur nos portefeuilles d'activités autres que de négociation et le profit tiré de la vente partielle des activités de RBC Investor Services. Ces facteurs ont été partiellement compensés par l'incidence des couvertures économiques.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022 (résultats de la période de neuf mois)

Le total des revenus a augmenté de 6 685 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des revenus d'assurance, du revenu net d'intérêt et des revenus tirés des activités de négociation, y compris de l'incidence des réductions des souscriptions de prêts au cours de l'exercice précédent. L'accroissement des commissions de gestion de placements et de services de garde, des autres revenus ainsi que des revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, a également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été atténués par la diminution des revenus tirés des fonds communs de placement. L'incidence du change compte pour 812 millions de dollars de l'augmentation des revenus.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 2 152 millions de dollars, ou 13 %, en raison surtout de l'élargissement des écarts des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine et de la croissance moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des revenus tirés des dérivés non détenus à des fins de transaction, qui sont compensés dans les autres revenus, et par la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, toutes deux dans le secteur Marchés des Capitaux.

Les revenus d'assurance ont grimpé de 2 220 millions de dollars, ou 77 %, ce qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation ont augmenté de 1 509 millions de dollars, en raison surtout de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions. L'exercice précédent reflétait également l'incidence des réductions des souscriptions de prêts. Ce facteur a été contrebalancé en partie par le recul des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation aux États-Unis et en Europe.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde se sont accrues de 528 millions de dollars, ou 9 %, ce qui reflète essentiellement l'inclusion de RBC Brewin Dolphin.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont reculé de 230 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la diminution de la croissance moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients attribuable aux conditions de marché défavorables du secteur Gestion de patrimoine, et de la baisse des soldes de fonds communs de placement qui a réduit les frais de placement du secteur Services bancaires canadiens.

Les revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, ont progressé de 272 millions de dollars, ou 35 %, du fait principalement de profits de change associés à certains financements libellés en monnaies étrangères, qui ont été compensés par l'incidence des couvertures économiques dans les autres revenus.

Les autres revenus ont augmenté de 323 millions de dollars, ou 66 %, ce qui s'explique en grande partie par les profits enregistrés dans nos portefeuilles d'activités autres que de négociation, qui ont été compensés dans le revenu net d'intérêt, et par les variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, facteur qui a été pour l'essentiel compensé dans les frais autres que d'intérêt. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des couvertures économiques.

Dotation à la provision pour pertes de crédit ⁽¹⁾

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2023	le 30 avril 2023	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	2 \$	124 \$	145 \$	266 \$	(337) \$
Gestion de patrimoine ⁽²⁾	64	2	13	90	(31)
Marchés des Capitaux ⁽²⁾	54	47	20	110	(39)
Services de soutien généraux et autres ⁽³⁾	–	–	(1)	–	–
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	120	173	177	466	(407)
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	303 \$	302 \$	185 \$	867 \$	523 \$
Gestion de patrimoine ⁽²⁾	38	26	1	106	2
Marchés des Capitaux ⁽²⁾	158	113	(17)	324	(2)
Services de soutien généraux et autres ⁽³⁾	–	–	1	–	1
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	499	441	170	1 297	524
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts	619	614	347	1 763	117
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments ⁽⁴⁾	(3)	(14)	(7)	(15)	(14)
Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit	616 \$	600 \$	340 \$	1 748 \$	103 \$
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :					
Prêts de détail	(1) \$	97 \$	133 \$	230 \$	(113) \$
Prêts de gros	121	76	44	236	(294)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	120	173	177	466	(407)
Prêts de détail	270	249	163	758	447
Prêts de gros	229	192	7	539	77
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	499	441	170	1 297	524
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts	619 \$	614 \$	347 \$	1 763 \$	117 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,29 %	0,30 %	0,17 %	0,28 %	0,02 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,23 %	0,21 %	0,08 %	0,20 %	0,09 %

(1) L'information sur les prêts englobe celle sur les prêts, les acceptations et les engagements.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(3) Comprend la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée dans les secteurs Services de soutien généraux et Assurances.

(4) La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments inclut les montants liés aux titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières et achetées.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accru de 276 millions de dollars, ou 81 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 12 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a reculé de 57 millions de dollars, ou 32 %, ce qui s'explique surtout par la diminution des dotations dans nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens, en raison principalement des changements favorables à nos perspectives macroéconomiques, y compris l'incidence d'une révision favorable de nos prévisions quant au prix des maisons au Canada. Cela a été neutralisé en partie par la hausse des dotations des secteurs Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) et Marchés des Capitaux, qui reflète les changements défavorables dans nos perspectives concernant la qualité du crédit et nos perspectives macroéconomiques.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 329 millions de dollars, en raison surtout des dotations constituées au cours du trimestre à l'étude dans le secteur Marchés des Capitaux, dans quelques secteurs d'activité, y compris ceux de l'immobilier et autres, du transport et des produits industriels, alors que des recouvrements avaient eu lieu un an plus tôt. L'augmentation des dotations dans nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens a aussi contribué à la hausse.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 16 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'accroissement des dotations des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, en grande partie compensé par la diminution des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a diminué de 1 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a fléchi de 53 millions de dollars, ou 31 %, ce qui découle en grande partie de la diminution des dotations dans nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens, en raison essentiellement de changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques et celles concernant la qualité du crédit, y compris l'incidence d'une révision favorable de nos prévisions quant au prix des maisons au Canada. Cela a été partiellement compensé par l'augmentation des dotations du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), qui découle essentiellement des changements défavorables dans nos perspectives macroéconomiques et celles concernant la qualité du crédit.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 58 millions de dollars, ou 13 %, en raison en grande partie de l'accroissement des dotations du secteur Marchés des Capitaux, dans quelques secteurs d'activité.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022 (résultats de la période de neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a progressé de 1 645 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par l'accroissement des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Les dotations constituées pendant la période à l'étude, qui contrastent avec les contrepassations de la période correspondante de l'exercice précédent dans les secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine ont également contribué à cette hausse. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 26 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 466 millions de dollars, contre (407) millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète principalement les dotations constituées pendant la période à l'étude en raison de changements défavorables dans nos perspectives concernant la qualité du crédit et nos perspectives macroéconomiques, qui contrastent avec les contrepassations de la période correspondante de l'exercice précédent, lesquelles étaient attribuables à la diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19, dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a grimpé de 773 millions de dollars, en raison principalement de l'augmentation des dotations dans nos portefeuilles des prêts des secteurs Services bancaires canadiens. L'accroissement des dotations du secteur Marchés des Capitaux, dans quelques secteurs d'activité, y compris ceux de l'immobilier et autres, de la consommation discrétionnaire et du transport, a également contribué à cette hausse.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 529 millions de dollars, ou 62 %, sur un an, ce qui tient principalement à la hausse des ventes de rentes collectives et à l'expansion des activités, partiellement neutralisées par la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, facteurs qui sont tous compensés en grande partie dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices reflétaient également la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont progressé de 373 millions de dollars, ou 37 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement la hausse des ventes de rentes collectives, partiellement contrebalancée par la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, qui sont toutes deux compensées en grande partie dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices reflétaient également la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022 (résultats de la période de neuf mois)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 2 263 millions de dollars sur un an, ce qui rend principalement compte de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. La hausse des ventes de rentes collectives, l'accroissement des revenus de placement et l'expansion des activités ont également contribué à la progression. Ces facteurs ont été atténués par la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2023	le 30 avril 2023	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022
Salaires	2 190 \$	2 096 \$	1 820 \$	6 323 \$	5 316 \$
Rémunération variable	1 815	1 812	1 473	5 652	5 168
Avantages du personnel et conservation du personnel	546	560	497	1 650	1 529
Rémunération fondée sur des actions	243	132	68	645	132
Ressources humaines	4 794	4 600	3 858	14 270	12 145
Matériel	611	589	514	1 769	1 528
Frais d'occupation	411	408	381	1 230	1 153
Communications	324	317	277	923	763
Honoraires	592	521	373	1 517	1 039
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	369	380	342	1 118	1 015
Autres	760	679	641	2 203	1 757
Frais autres que d'intérêt	7 861 \$	7 494 \$	6 386 \$	23 030 \$	19 400 \$
Ratio d'efficacité (1)	54,3 %	55,4 %	52,6 %	53,4 %	53,3 %
Ratio d'efficacité ajusté (2), (3)	58,5 %	58,8 %	56,1 %	57,7 %	55,3 %

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Il s'agit d'un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2023, nous avons révisé la composition de ce ratio hors PCGR. Les montants ajustés correspondants ont été révisés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022

Les frais autres que d'intérêt sont en hausse de 1 475 millions de dollars, ou 23 %, sur un an, du fait surtout de l'augmentation des coûts liés au personnel, de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus, de l'inclusion de RBC Brewin Dolphin et des coûts connexes, de l'incidence du change ainsi que de l'augmentation des honoraires. La variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée pour l'essentiel dans les autres revenus, les coûts de transaction et d'intégration liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada et les investissements en cours dans la technologie ont également favorisé la hausse précitée.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 54,3 %, ayant progressé de 170 p.b. en regard de 52,6 % un an plus tôt. Notre ratio d'efficacité ajusté a progressé de 240 p.b. pour s'établir à 58,5 %, contre 56,1 % un an auparavant.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 367 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée pour l'essentiel dans les autres revenus ainsi que par l'augmentation des honoraires. Les coûts de transaction et d'intégration liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada et l'augmentation des coûts liés au personnel ont également favorisé la hausse précitée. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence du change.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 54,3 %, ayant diminué de 110 p.b. par rapport à celui de 55,4 % du trimestre précédent. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 58,5 %, en baisse de 30 p.b. en regard de celui de 58,8 % du trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022 (résultats de la période de neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt ont grimpé de 3 630 millions de dollars, ou 19 %, par rapport à ce qu'ils étaient à la même période de l'exercice précédent, du fait surtout de l'augmentation des coûts liés au personnel, de l'inclusion de RBC Brewin Dolphin et des coûts connexes, ainsi que de l'incidence du change. La variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui est compensée pour l'essentiel dans les autres revenus, l'augmentation des honoraires, les investissements en cours dans la technologie, la hausse de la rémunération variable et les coûts de transaction et d'intégration liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada ont également contribué à la hausse précitée.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 53,4 %, ayant augmenté de 10 p.b. par rapport à celui de 53,3 % un an plus tôt. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 57,7 %, ayant progressé de 240 p.b. par rapport à celui de 55,3 % un an auparavant.

Le ratio d'efficacité ajusté est un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2023	le 30 avril 2023	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022
Impôt sur le résultat	761 \$	771 \$	979 \$	3 660 \$	3 323 \$
Bénéfice avant impôt	4 633	4 420	4 556	14 395	15 248
Taux d'imposition effectif	16,4 %	17,4 %	21,5 %	25,4 %	21,8 %
Taux d'imposition effectif ajusté (1), (2)	16,7 %	17,6 %	21,5 %	18,2 %	21,8 %

(1) Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2023, nous avons révisé la composition de cette mesure hors PCGR. Les montants ajustés correspondants ont été révisés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022

La charge d'impôt a diminué de 218 millions de dollars, ou 22 %, et le taux d'imposition effectif de 16,4 % a reculé de 5,1 % par rapport à il y a un an, en raison principalement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice, laquelle a été contrebalancée en partie par l'incidence de la hausse de 1,5 % du taux d'imposition des sociétés au Canada entrée en vigueur dans l'exercice à l'étude.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023

La charge d'impôt a baissé de 10 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'incidence nette des ajustements fiscaux ainsi que de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice, partiellement contrebalancées par l'augmentation du bénéfice avant impôt.

Le taux d'imposition effectif s'est établi à 16,4 %, en baisse de 1,0 %, du fait principalement de l'incidence nette des ajustements fiscaux.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022 (résultats de la période de neuf mois)

La charge d'impôt a progressé de 337 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes ainsi que par la hausse de 1,5 % du taux d'imposition des sociétés au Canada au cours de la période à l'étude. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des changements dans la composition du bénéfice et la diminution du bénéfice avant impôt.

Le taux d'imposition effectif de 25,4 % est en hausse de 3,6 %, ce qui s'explique essentiellement par l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes susmentionnés et par la hausse de 1,5 % du taux d'imposition des sociétés au Canada. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des changements dans la composition du bénéfice. Le taux d'imposition effectif ajusté de 18,2 % est en baisse de 3,6 %, en raison essentiellement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice, laquelle a été contrebalancée en partie par la hausse de 1,5 % du taux d'imposition des sociétés au Canada au cours de la période à l'étude.

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité. À compter du premier trimestre de 2023, nous avons simplifié notre structure de présentation de l'information en éliminant le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie et en intégrant ses activités et données aux secteurs existants. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada. Outre les changements requis pour refléter la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle, nos principales méthodes et hypothèses demeurent inchangées par rapport au 31 octobre 2022.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2022.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Certaines mesures financières, incluant le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, n'ont pas de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires consolidé est égal au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Le calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs repose sur le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le capital attribué moyen pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne du capital attribué tient compte du capital nécessaire pour contrer les divers risques, comme il est décrit à la rubrique Gestion des fonds propres, et des montants investis dans le goodwill et les immobilisations incorporelles.

L'attribution du capital suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Toute modification de ces hypothèses, jugements et méthodes peut avoir une incidence significative sur l'information relative au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur d'activité que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements semblables sur des mesures d'attribution et de rendement connexes peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Les tableaux ci-après présentent un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2023						le 30 avril 2023	le 31 juillet 2022
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 115 \$	661 \$	226 \$	923 \$	(113)\$	3 812 \$	3 581 \$	3 517 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	29 900	24 200	2 200	27 500	20 050	103 850	101 850	95 750
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	28,1 %	10,8 %	40,7 %	13,3 %	n.s.	14,6 %	14,4 %	14,6 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2023						le 31 juillet 2022	
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	6 122 \$	2 224 \$	511 \$	3 055 \$	(1 351)\$	10 561 \$	11 738 \$	
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	29 100	24 450	2 100	27 800	18 350	101 800	93 850	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	28,1 %	12,1 %	32,3 %	14,7 %	n.s.	13,9 %	16,7 %	

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR (dont les ratios hors PCGR) sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 30 avril 2023. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Résultats ajustés

Nous sommes d'avis que la communication de résultats ajustés et de certaines mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments spécifiés décrits ci-après et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition améliore la comparabilité avec les périodes précédentes et permet au lecteur de mieux évaluer les tendances liées aux activités sous-jacentes. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023 et le trimestre clos le 30 avril 2023, nos résultats ont été touchés par les éléments spécifiés suivants :

- le DRC et les autres ajustements fiscaux connexes : cela reflète l'incidence du DRC et l'augmentation du taux d'imposition des sociétés canadiennes de 1,5 % applicable à l'exercice 2022, déduction faite des ajustements au titre de l'impôt différé annoncés dans le budget 2022 du gouvernement du Canada et adoptés au premier trimestre de 2023;
- les coûts de transaction et d'intégration liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada.

Ratio d'efficacité ajusté

Le ratio d'efficacité ajusté est un ratio hors PCGR qui est calculé en divisant les frais autres que d'intérêt ajustés, exclusion faite de la transaction visant HSBC Canada et des coûts d'intégration connexes et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition, par le total des revenus déduction faite des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, qui sont tous deux des mesures hors PCGR. Nous sommes d'avis que le ratio d'efficacité ajusté est une mesure utile puisque les variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance peuvent causer une volatilité dans les revenus, qui est largement compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ce qui peut masquer les tendances au titre du rendement sous-jacent des activités et réduire la comparabilité des résultats avec ceux des périodes antérieures.

Résultats consolidés, montants présentés et ajustés

Le tableau qui suit présente un rapprochement des résultats ajustés et des résultats présentés et illustre le calcul des mesures ajustées présentées. Les résultats et mesures ajustés présentés ci-après sont des mesures ou ratios hors PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres d'actions et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2023	30 avril 2023	31 juillet 2022 (1)	31 juillet 2023	31 juillet 2022 (1)
Total des revenus	14 489 \$	13 520 \$	12 132 \$	43 103 \$	36 418 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	616	600	340	1 748	103
Frais autres que d'intérêt	7 861	7 494	6 386	23 030	19 400
Bénéfice avant impôt	4 633	4 420	4 556	14 395	15 248
Impôt sur le résultat	761	771	979	3 660	3 323
Bénéfice net	3 872 \$	3 649 \$	3 577 \$	10 735 \$	11 925 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 812 \$	3 581 \$	3 517 \$	10 561 \$	11 738 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 393 515	1 388 388	1 396 381	1 388 217	1 409 292
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,74 \$	2,58 \$	2,52 \$	7,61 \$	8,33 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 394 939	1 390 149	1 398 667	1 389 857	1 411 934
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,73 \$	2,58 \$	2,51 \$	7,60 \$	8,31 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	14,6 %	14,4 %	14,6 %	13,9 %	16,7 %
Taux d'imposition effectif	16,4 %	17,4 %	21,5 %	25,4 %	21,8 %
Total des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net (avant impôt)	191 \$	138 \$	62 \$	426 \$	188 \$
Élément spécifié : Transaction visant HSBC Canada et coûts d'intégration connexes (3)	110	56	–	177	–
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (4)	81	82	62	249	188
Total de l'impôt sur le résultat au titre des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net	46 \$	29 \$	16 \$	(957) \$	49 \$
Élément spécifié : DRC et autres ajustements fiscaux connexes (3), (5)	–	–	–	(1 050)	–
Élément spécifié : Transaction visant HSBC Canada et coûts d'intégration connexes (3)	26	13	–	42	–
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (4)	20	16	16	51	49
Résultats ajustés (6)					
Bénéfice avant impôt – ajusté	4 824	4 558	4 618	14 821	15 436
Impôt sur le résultat – ajusté	807	800	995	2 703	3 372
Bénéfice net – ajusté	4 017 \$	3 758 \$	3 623 \$	12 118 \$	12 064 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires – ajusté	3 957 \$	3 690 \$	3 563 \$	11 944 \$	11 877 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 393 515	1 388 388	1 396 381	1 388 217	1 409 292
Bénéfice de base par action (en dollars) – ajusté	2,84 \$	2,66 \$	2,55 \$	8,60 \$	8,43 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 394 939	1 390 149	1 398 667	1 389 857	1 411 934
Bénéfice dilué par action (en dollars) – ajusté	2,84 \$	2,65 \$	2,55 \$	8,59 \$	8,41 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – ajusté	15,1 %	14,9 %	14,8 %	15,7 %	16,9 %
Taux d'imposition effectif ajusté	16,7 %	17,6 %	21,5 %	18,2 %	21,8 %
Ratio d'efficacité ajusté (7)					
Total des revenus	14 489 \$	13 520 \$	12 132 \$	43 103 \$	36 418 \$
Moins : Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 379	1 006	850	3 930	1 667
Total des revenus – ajusté	13 110 \$	12 514 \$	11 282 \$	39 173 \$	34 751 \$
Frais autres que d'intérêt	7 861 \$	7 494 \$	6 386 \$	23 030 \$	19 400 \$
Moins élément spécifié : Transaction visant HSBC Canada et coûts d'intégration (avant impôt) (3)	110	56	–	177	–
Moins : Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (avant impôt) (4)	81	82	62	249	188
Frais autres que d'intérêt – ajusté	7 670 \$	7 356 \$	6 324 \$	22 604 \$	19 212 \$
Ratio d'efficacité	54,3 %	55,4 %	52,6 %	53,4 %	53,3 %
Ratio d'efficacité – ajusté	58,5 %	58,8 %	56,1 %	57,7 %	55,3 %

(1) Il n'y avait aucun élément spécifié pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 et la période de neuf mois close le 31 juillet 2022.

(2) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

(3) Ces montants ont été comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux.

(4) Représente l'incidence de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (excluant l'amortissement des logiciels), et de toute dépréciation du goodwill.

(5) L'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes ne tiennent pas compte d'un montant de 0,2 milliard de dollars comptabilisé dans les autres éléments du résultat global.

(6) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2023, nous avons inclus la transaction visant HSBC Canada et les coûts d'intégration connexes et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition à titre d'éléments donnant lieu à des ajustements dans le calcul des mesures et ratios hors PCGR. Par conséquent, les résultats ajustés correspondants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la base de présentation de cette mesure hors PCGR.

(7) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2023, nous avons révisé la composition de ce ratio hors PCGR, qui est calculé en divisant les frais autres que d'intérêt ajustés exclusion faite de la transaction visant HSBC Canada et des coûts d'intégration et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition par le total des revenus déduction faite des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Par conséquent, les résultats ajustés correspondants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la base de présentation de ce ratio hors PCGR.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2023	30 avril 2023	31 juillet 2022	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Revenu net d'intérêt	4 062 \$	3 817 \$	3 655 \$	11 886 \$	10 118 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 501	1 481	1 527	4 516	4 606
Total des revenus	5 563	5 298	5 182	16 402	14 724
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	5	122	141	268	(339)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	300	300	183	860	516
Dotation à la provision pour pertes de crédit	305	422	324	1 128	177
Frais autres que d'intérêt	2 319	2 257	2 130	6 805	6 167
Bénéfice avant impôt	2 939	2 619	2 728	8 469	8 380
Bénéfice net	2 134 \$	1 915 \$	2 023 \$	6 175 \$	6 231 \$
Revenus par secteur d'activité					
Services bancaires canadiens	5 292 \$	5 040 \$	4 974 \$	15 616 \$	14 103 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	271	258	208	786	621
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	28,1 %	26,5 %	29,2 %	28,1 %	31,0 %
Marge nette d'intérêt	2,74 %	2,70 %	2,61 %	2,73 %	2,50 %
Ratio d'efficacité (1)	41,7 %	42,6 %	41,1 %	41,5 %	41,9 %
Levier d'exploitation (1)	(1,5)%	(0,2)%	4,8 %	1,1 %	2,5 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	588 400 \$	579 800 \$	555 400 \$	581 400 \$	542 100 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	596 000	586 700	560 300	588 200	546 300
Moyenne des dépôts	601 100	588 000	555 300	589 600	546 000
Biens administrés (2)	353 400	351 100	346 500	353 400	346 500
Moyenne des biens administrés	349 100	347 900	343 500	346 800	361 400
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,20 %	0,21 %	0,13 %	0,20 %	0,13 %
Autres renseignements – Services bancaires canadiens					
Bénéfice net	2 043 \$	1 825 \$	1 971 \$	5 924 \$	6 025 \$
Marge nette d'intérêt	2,68 %	2,65 %	2,60 %	2,69 %	2,49 %
Ratio d'efficacité	40,5 %	41,4 %	39,7 %	40,3 %	40,6 %
Levier d'exploitation	(2,0)%	(0,6)%	4,5 %	0,8 %	2,1 %

(1) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.

(2) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 13 milliards de dollars et de 7 milliards au 31 juillet 2023 (15 milliards et 8 milliards au 30 avril 2023; 14 milliards et 5 milliards au 31 juillet 2022).

Rendement financier

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022

Le bénéfice net a progressé de 111 millions de dollars, ou 5 %, sur un an, en raison essentiellement de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 7 % du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence rétrospective de la TVH sur les services de compensation relatifs aux cartes de paiement, annoncée dans le budget 2023 du gouvernement du Canada et promulguée au cours du trimestre à l'étude, ainsi que par la montée des coûts liés au personnel et les investissements en cours dans la technologie.

Le total des revenus a augmenté de 381 millions de dollars, ou 7 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont augmenté de 318 millions de dollars, ou 6 %, du fait surtout d'une augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et une croissance moyenne des volumes de 8 % pour les dépôts et de 6 % pour les prêts. L'intensification des activités des clients a aussi favorisé la progression des frais bancaires et des revenus de change. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence rétrospective de la TVH sur les services de compensation relatifs aux cartes de paiement, décrite plus haut.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis sont en hausse de 63 millions de dollars, ou 30 %, en raison essentiellement d'une augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 13 p.b. en raison surtout des répercussions des hausses des taux d'intérêt, compensées en partie par des changements défavorables dans la composition des dépôts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 19 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la baisse des dotations liées aux prêts productifs dans nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens, du fait essentiellement des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques, y compris l'incidence d'une révision favorable de nos prévisions quant au prix des maisons au Canada. Ces facteurs sont partiellement contrebalancés par l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens, ce qui a entraîné une hausse de 7 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 189 millions de dollars, ou 9 %, ce qui est imputable essentiellement à la hausse des coûts liés au personnel, aux investissements en cours dans la technologie et à l'augmentation des frais de commercialisation.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023

Le bénéfice net a progressé de 219 millions de dollars, ou 11 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui tient principalement à l'augmentation du revenu net d'intérêt attribuable à l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude, à l'élargissement des écarts ainsi qu'à la croissance moyenne des volumes de 2 % dans le secteur Services bancaires canadiens. La baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, principalement dans nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens en raison des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques et celles concernant la qualité du crédit, y compris l'incidence d'une révision favorable de nos prévisions quant au prix des maisons au Canada, et l'augmentation des revenus sur cartes ont également contribué à la hausse précitée. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par l'incidence rétrospective de la TVH sur les services de compensation relatifs aux cartes de paiement, décrite plus haut, ainsi que par les investissements en cours dans la technologie.

La marge nette d'intérêt a grimpé de 4 p.b., du fait essentiellement des répercussions des hausses des taux d'intérêt.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a diminué de 56 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison essentiellement de l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes de crédit, de la montée des coûts liés au personnel et des investissements en cours dans la technologie. Une hausse du taux d'imposition effectif attribuable à l'augmentation de 1,5 % du taux d'imposition des sociétés au Canada a également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été largement contrebalancés par la hausse du revenu net d'intérêt.

Le total des revenus a progressé de 1 678 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et de la croissance moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens de 8 % pour ce qui est des dépôts et des prêts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 951 millions de dollars, en raison principalement des dotations liées aux prêts productifs constituées au cours de la période à l'étude, surtout dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, du fait de changements défavorables dans nos perspectives concernant la qualité du crédit et nos perspectives macroéconomiques, ce qui contraste avec les contrepassations de la période correspondante de l'exercice précédent, qui reflétaient la diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19. La période à l'étude reflète également l'accroissement des dotations liées aux prêts douteux, principalement dans les portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens, ce qui a entraîné une hausse de 7 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 638 millions de dollars, ou 10 %, ce qui est imputable en grande partie à la montée des coûts liés au personnel et aux investissements en cours dans la technologie.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2023	30 avril 2023	31 juillet 2022 (1)	31 juillet 2023	31 juillet 2022 (1)
Revenu net d'intérêt	1 007 \$	1 096 \$	1 051 \$	3 328 \$	2 782 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 411	3 328	2 971	10 099	9 259
Total des revenus	4 418	4 424	4 022	13 427	12 041
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	64	2	13	90	(31)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	38	26	1	106	2
Dotation à la provision pour pertes de crédit	102	28	14	196	(29)
Frais autres que d'intérêt	3 498	3 447	2 929	10 379	8 844
Bénéfice avant impôt	818	949	1 079	2 852	3 226
Bénéfice net	674 \$	742 \$	821 \$	2 264 \$	2 451 \$
Revenus par secteur d'activité					
Gestion de patrimoine – Canada	1 111 \$	1 094 \$	1 070 \$	3 316 \$	3 213 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	1 969	2 005	1 878	6 102	5 380
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 477	1 477	1 470	4 539	4 228
Gestion mondiale d'actifs	635	634	609	1 952	2 023
Gestion de patrimoine – International	324	323	98	935	257
Services aux investisseurs (2)	379	368	367	1 122	1 168
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	10,8 %	12,1 %	15,7 %	12,1 %	16,3 %
Marge nette d'intérêt	2,29 %	2,44 %	2,59 %	2,46 %	2,30 %
Marge avant impôt (3)	18,5 %	21,5 %	26,8 %	21,2 %	26,8 %
Nombre de conseillers (4)	6 239	6 246	5 622	6 239	5 622
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	174 200 \$	184 000 \$	161 300 \$	181 200 \$	161 800 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	119 300	121 600	111 600	121 100	106 500
Moyenne des dépôts (2)	154 300	158 600	194 600	166 300	198 800
Biens administrés (2), (5)	4 043 600	5 540 900	5 385 000	4 043 600	5 385 000
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (5)	756 300	737 500	683 400	756 300	683 400
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (5)	573 500	544 300	533 600	573 500	533 600
Services aux investisseurs (5)	2 544 500	4 067 800	4 089 900	2 544 500	4 089 900
Biens sous gestion (5)	1 086 800	1 074 900	929 600	1 086 800	929 600
Moyenne des biens administrés (2)	4 987 300	5 499 000	5 540 800	5 301 000	5 797 100
Moyenne des biens sous gestion	1 074 600	1 060 300	922 000	1 054 000	974 400
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,13 %	0,09 %	0,00 %	0,12 %	0,00 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2023 par rapport au T3 2022	T3 2023 par rapport au T2 2023	T3 2023 par rapport au T3 2022
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	131 \$	(34) \$	380 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	3	(3)	8
Frais autres que d'intérêt	111	(30)	315
Bénéfice net	15	(1)	46
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(4)%	2 %	(5)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(7)%	(1)%	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(8)%	1 %	(4)%

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(2) Le 3 juillet 2023, nous avons conclu la vente partielle des activités de RBC Investor Services. La conclusion de la vente des activités de l'antenne britannique de RBC Investor Services Trust et de RBC Investor Services à Jersey demeure assujettie aux conditions de clôture d'usage, y compris les approbations réglementaires. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.

(3) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(4) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.

(5) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022

Le bénéfice net a diminué de 147 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à il y a un an, ce qui reflète essentiellement les investissements soutenus dans l'infrastructure opérationnelle de City National et la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, facteurs atténués par le profit tiré de la vente partielle des activités de RBC Investor Services.

Le total des revenus a progressé de 396 millions de dollars, ou 10 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada se sont raffermis de 41 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 91 millions de dollars, ou 5 %. En dollars américains, ils ont affiché une hausse de 7 millions de dollars, les avantages tirés des activités de couverture du trimestre à l'étude et l'augmentation des revenus tirés des dépôts dans des comptes de passage ayant plus que neutralisé l'incidence du rétrécissement des écarts attribuable à l'accroissement des coûts de financement.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont augmenté de 26 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout de l'incidence du change.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International se sont accrus de 226 millions de dollars du fait principalement de l'inclusion de RBC Brewin Dolphin, et d'une hausse du revenu net d'intérêt attribuable à l'élargissement des écarts.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs ont augmenté de 12 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement du profit tiré de la vente partielle des activités de RBC Investor Services, atténué par la baisse des revenus causée par la vente.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 88 millions de dollars, et ce, principalement pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), ce qui tient à l'accroissement des dotations liées aux prêts productifs, attribuable essentiellement aux changements défavorables dans nos perspectives concernant la qualité du crédit et nos perspectives macroéconomiques. La hausse des dotations liées aux prêts douteux, principalement dans le secteur d'activité de l'immobilier et autres, a également contribué à une hausse de 13 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 569 millions de dollars, ou 19 %, en raison principalement de l'inclusion de RBC Brewin Dolphin et des coûts connexes. Les investissements soutenus dans l'infrastructure opérationnelle de City National, y compris la hausse des honoraires et des coûts liés au personnel, ainsi que l'incidence du change, ont également contribué à l'augmentation précitée. Le trimestre à l'étude reflète également une baisse des dépenses en raison de la vente partielle des activités de RBC Investor Services.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023

Le bénéfice net a fléchi de 68 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, du fait essentiellement des changements défavorables dans nos perspectives macroéconomiques et celles concernant la qualité du crédit. La diminution du revenu net d'intérêt, reflétant essentiellement l'incidence du rétrécissement des écarts et du recul du volume des dépôts, et une hausse des frais autres que d'intérêt ont également contribué à la baisse précitée. Ces facteurs ont été atténués par le profit tiré de la vente partielle des activités de RBC Investor Services et la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, facteurs qui reflètent l'appréciation des marchés.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a reculé de 187 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et ce, en raison surtout de la diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, ainsi que de la hausse des coûts liés au personnel et des honoraires. Ces facteurs ont été annulés en partie par une hausse du revenu net d'intérêt et l'augmentation des revenus tirés des dépôts dans des comptes de passage.

Le total des revenus s'est accru de 1 386 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de l'inclusion de RBC Brewin Dolphin ainsi que d'une augmentation du revenu net d'intérêt attribuable à l'élargissement des écarts reflétant l'accroissement des taux d'intérêt, qui a également favorisé la hausse des revenus tirés des dépôts dans des comptes de passage. L'incidence du change a également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients attribuable à des conditions de marché défavorables.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établie à 196 millions de dollars, contre (29) millions un an plus tôt, principalement dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), ce qui s'explique principalement par les dotations liées aux prêts productifs constituées au cours de la période à l'étude, principalement en raison de changements défavorables dans nos perspectives concernant la qualité du crédit et nos perspectives macroéconomiques, qui contrastent avec les contrepassations de la période correspondante de l'exercice précédent qui reflétaient la diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19. La période à l'étude reflète également la hausse des dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, y compris ceux de l'immobilier et autres et des autres services, ce qui s'est traduit par une augmentation de 12 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 1 535 millions de dollars, ou 17 %, sous l'effet surtout de l'inclusion de RBC Brewin Dolphin et des coûts connexes et de l'incidence du change. La hausse des coûts liés au personnel et des honoraires, y compris les investissements soutenus dans l'infrastructure opérationnelle de City National, ainsi que l'incidence de la contrepassation d'une réserve légale constituée pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) dans la période correspondante de l'exercice précédent ont également accentué cet accroissement.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2023	30 avril 2023	31 juillet 2022	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	1 773 \$	1 195 \$	936 \$	4 010 \$	3 745 \$
Revenus de placement, profits (pertes) sur les actifs liés aux obligations des détenteurs des polices (1)	18	103	245	919	(1 029)
Honoraires	57	49	52	157	150
Total des revenus	1 848	1 347	1 233	5 086	2 866
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	1 295	923	773	3 683	1 426
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	84	83	77	247	241
Frais autres que d'intérêt	165	159	139	480	431
Bénéfice avant impôt	304	182	244	676	768
Bénéfice net	227 \$	139 \$	186 \$	514 \$	589 \$
Revenus par secteur d'activité					
Assurances – Canada	1 184 \$	695 \$	597 \$	3 176 \$	783 \$
Assurances – International	664	652	636	1 910	2 083
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	40,7 %	26,9 %	32,3 %	32,3 %	33,1 %
Primes et dépôts (2)	1 974 \$	1 419 \$	1 155 \$	4 632 \$	4 427 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	(99)	12	115	576	(1 448)

(1) Comprend les profits et pertes latents sur les placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance attribuables aux fluctuations des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022

Le bénéfice net s'est accru de 41 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements, partiellement neutralisée par l'augmentation des coûts de financement.

Le total des revenus a progressé de 615 millions de dollars, ou 50 %.

Les revenus du secteur Assurances – Canada ont augmenté de 587 millions de dollars, ou 98 %, en raison surtout de la hausse des ventes de rentes collectives et de l'expansion des activités dans le cas de la plupart des produits, ce qui a été contrebalancé en partie par la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, éléments qui sont tous compensés pour l'essentiel dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les revenus du secteur Assurances – International ont grimpé de 28 millions de dollars, ou 4 %, du fait surtout de l'intensification des activités de réassurance du risque de longévité, élément compensé pour l'essentiel dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 529 millions de dollars, ou 62 %, sous l'effet essentiellement de la hausse des ventes de rentes collectives et de l'expansion des activités, éléments partiellement contrebalancés par la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, éléments qui sont tous compensés en grande partie dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont également reflété la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 26 millions de dollars, ou 19 %, et ce, principalement en raison de la hausse des coûts liés au personnel et des investissements en cours dans la technologie.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023

Le bénéfice net s'est accru de 88 millions de dollars, ou 63 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est replié de 75 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de l'augmentation des coûts de financement, partiellement neutralisée par la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements.

Le total des revenus a augmenté de 2 220 millions de dollars, ou 77 %, reflétant principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 2 263 millions de dollars, sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. La hausse des ventes de rentes collectives, l'accroissement des revenus de placement et l'expansion des activités ont également contribué à la progression. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 49 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de la hausse des coûts liés au personnel et des investissements en cours dans la technologie.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2023	30 avril 2023	31 juillet 2022 (1)	31 juillet 2023	31 juillet 2022 (1)
Revenu net d'intérêt (2)	891 \$	920 \$	1 233 \$	2 579 \$	3 760 \$
Revenus autres que d'intérêt (2)	1 772	1 712	631	5 837	3 599
Total des revenus (2)	2 663	2 632	1 864	8 416	7 359
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	51	37	19	100	(52)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	158	113	(17)	324	6
Dotation à la provision pour pertes de crédit	209	150	2	424	(46)
Frais autres que d'intérêt	1 620	1 510	1 186	4 831	4 136
Bénéfice avant impôt	834	972	676	3 161	3 269
Bénéfice net	938 \$	939 \$	599 \$	3 100 \$	2 578 \$
Revenus par secteur d'activité					
Grande entreprise et services de banque d'investissement	1 260 \$	1 331 \$	725 \$	3 890 \$	3 381 \$
Marchés mondiaux	1 484	1 393	1 258	4 762	4 302
Autres	(81)	(92)	(119)	(236)	(324)
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13,3 %	13,7 %	8,4 %	14,7 %	12,7 %
Moyenne du total de l'actif	1 082 600 \$	994 800 \$	1 033 900 \$	1 088 400 \$	1 025 100 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	157 400	143 000	134 700	151 900	139 900
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	136 700	139 000	127 600	138 100	120 700
Moyenne des dépôts	285 500	296 800	281 700	296 400	280 800
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,46 %	0,33 %	(0,05)%	0,31 %	0,00 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2023 par rapport au T3 2022	T3 2023 par rapport au T2 2023	T3 2023 par rapport au T3 2022
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	111 \$	(33)\$	318 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	8	(3)	17
Frais autres que d'intérêt	61	(15)	151
Bénéfice net	48	(16)	147
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(4)%	2 %	(5)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(7)%	(1)%	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(8)%	1 %	(4)%

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(2) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2023 s'est élevée à 113 millions de dollars (213 millions au 30 avril 2023; 143 millions au 31 juillet 2022) et pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023, elle a été de 442 millions (430 millions au 31 juillet 2022). Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2022.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022

Le bénéfice net a progressé de 339 millions de dollars, ou 57 %, sur un an, et ce, principalement en raison de l'augmentation des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement, de la réduction de l'impôt découlant de changements dans la composition du bénéfice et de la hausse des revenus du secteur Marchés mondiaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement de la rémunération découlant de résultats supérieurs et l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus a progressé de 799 millions de dollars, ou 43 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont augmenté de 535 millions de dollars, ou 74 %, car ceux de l'exercice précédent tenaient compte de l'incidence des réductions des souscriptions de prêts. L'incidence du change, l'intensification des activités d'origination de titres de créance dans toutes les régions et l'amélioration des marges de nos services bancaires transactionnels ont également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été atténués par le recul des revenus tirés de prêts dans la plupart des régions.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont augmenté de 226 millions de dollars, ou 18 %, en raison principalement de la progression des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions, laquelle a été contrebalancée en partie par les activités de négociation de titres de participation, dans toutes les régions.

Les autres revenus se sont améliorés de 38 millions de dollars, ou 32 %, ce qui rend principalement compte de la baisse des coûts de financement résiduels.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a progressé de 207 millions de dollars, ce qui rend surtout compte des dotations liées aux prêts douteux constituées dans le trimestre à l'étude dans quelques secteurs d'activité, y compris ceux de l'immobilier et autres, du transport et des produits industriels, alors que des recouvrements avaient eu lieu un an plus tôt, ce qui s'est traduit par une augmentation de 51 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 434 millions de dollars, ou 37 %, et ce, principalement en raison de la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs, de l'incidence du change et des investissements en cours dans la technologie.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023

Le bénéfice net est demeuré relativement stable par rapport au trimestre précédent, car la baisse de l'impôt attribuable à des changements dans la composition du bénéfice et la progression des revenus, qui reflète principalement l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe, a été neutralisée par la hausse des charges et de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, et ce, dans quelques secteurs d'activité.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a progressé de 522 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et ce, surtout en raison de la baisse d'impôt attribuable à des changements dans la composition du bénéfice ainsi qu'à la progression des revenus des secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit et la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs.

Le total des revenus a augmenté de 1 057 millions de dollars, ou 14 %, ce qui a résulté surtout de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions. L'exercice précédent avait inclus l'incidence des réductions des souscriptions de prêts. L'incidence du change a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par la diminution des activités de négociation de titres de participation dans toutes les régions.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établie à 424 millions de dollars, contre (46) millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, notamment ceux de l'immobilier et autres, de la consommation discrétionnaire et du transport, entraînant une hausse de 31 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. L'augmentation s'explique également par le contraste entre les dotations liées aux prêts productifs constituées au cours de la période à l'étude, qui sont attribuables à des changements défavorables dans nos perspectives concernant la qualité du crédit et nos perspectives macroéconomiques, et les contrepassations de la période précédente attribuables à la diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 695 millions de dollars, ou 17 %, et ce, principalement en raison de la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs, de l'incidence du change et des investissements en cours dans la technologie.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2023	le 30 avril 2023	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	326 \$	266 \$	(49)\$	794 \$	(225)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1), (2)	(329)	(447)	(120)	(1 022)	(347)
Total des revenus (1), (2)	(3)	(181)	(169)	(228)	(572)
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	–	–	–	1
Frais autres que d'intérêt (2)	259	121	2	535	(178)
Bénéfice (perte) avant impôt (1)	(262)	(302)	(171)	(763)	(395)
Charge (économie) d'impôt (1)	(161)	(216)	(119)	555	(471)
Bénéfice net (perte nette)	(101)\$	(86)\$	(52)\$	(1 318)\$	76 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Pour le trimestre clos le 31 juillet 2023, les revenus ont inclus des profits de 129 millions de dollars (profits de 11 millions et pertes de 22 millions, respectivement, au 30 avril 2023 et au 31 juillet 2022) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de 118 millions (19 millions et (15) millions, respectivement, au 30 avril 2023 et au 31 juillet 2022), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés aux régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023, les revenus ont inclus des profits de 261 millions de dollars (pertes de 265 millions au 31 juillet 2022) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de 237 millions ((208) millions au 31 juillet 2022), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés aux régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2023 s'est établi à 113 millions de dollars, comparativement à 213 millions au trimestre précédent et à 143 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023 s'est établi à 442 millions de dollars, comparativement à 430 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Troisième trimestre de 2023

La perte nette a été de 101 millions de dollars, en raison principalement des coûts de transaction et d'intégration de 84 millions liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada (pour plus de détails sur cet élément spécifié, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR).

Deuxième trimestre de 2023

La perte nette a été de 86 millions de dollars, en raison principalement des coûts non affectés résiduels, ainsi que des coûts de transaction et d'intégration de 43 millions liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada (pour plus de détails sur cet élément spécifié, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR).

Troisième trimestre de 2022

La perte nette a été de 52 millions de dollars, en raison principalement des coûts non affectés résiduels et des ajustements fiscaux défavorables.

Troisième trimestre de 2023 (résultats de la période de neuf mois)

La perte nette s'est chiffrée à 1 318 millions de dollars, en raison surtout de l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes de 1 050 millions ainsi que des coûts de transaction et d'intégration de 135 millions liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada (pour plus de détails sur ces éléments spécifiés, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR).

Troisième trimestre de 2022 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est chiffré à 76 millions de dollars, en raison principalement du montant net d'ajustements fiscaux favorables.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

Résultats trimestriels ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2023				2022			2021
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	5 563 \$	5 298 \$	5 541 \$	5 419 \$	5 182 \$	4 739 \$	4 803 \$	4 605 \$
Gestion de patrimoine ⁽²⁾	4 418	4 424	4 585	4 308	4 022	4 001	4 018	3 862
Assurances	1 848	1 347	1 891	644	1 233	234	1 399	1 501
Marchés des Capitaux ^{(2), (3)}	2 663	2 632	3 121	2 484	1 864	2 503	2 992	2 428
Services de soutien généraux ⁽³⁾	(3)	(181)	(44)	(288)	(169)	(257)	(146)	(20)
Total des revenus	14 489	13 520	15 094	12 567	12 132	11 220	13 066	12 376
Dotation à la provision pour pertes de crédit	616	600	532	381	340	(342)	105	(227)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 379	1 006	1 545	116	850	(180)	997	1 032
Frais autres que d'intérêt	7 861	7 494	7 675	7 209	6 386	6 434	6 580	6 583
Bénéfice avant impôt	4 633	4 420	5 342	4 861	4 556	5 308	5 384	4 988
Impôt sur le résultat	761	771	2 128	979	979	1 055	1 289	1 096
Bénéfice net	3 872 \$	3 649 \$	3 214 \$	3 882 \$	3 577 \$	4 253 \$	4 095 \$	3 892 \$
Bénéfice par action – de base	2,74 \$	2,58 \$	2,29 \$	2,75 \$	2,52 \$	2,97 \$	2,84 \$	2,68 \$
– dilué	2,73	2,58	2,29	2,74	2,51	2,96	2,84	2,68
Taux d'imposition effectif	16,4 %	17,4 %	39,8 %	20,1 %	21,5 %	19,9 %	23,9 %	22,0 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,750 \$	0,737 \$	0,745 \$	0,739 \$	0,783 \$	0,789 \$	0,787 \$	0,796 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2022.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

Analyse des tendances

Le bénéfice de la période a été touché par les facteurs décrits ci-dessous.

La forte croissance des volumes des prêts et des dépôts pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Dans la majeure partie de la période, la marge nette d'intérêt a été favorisée par la hausse des taux d'intérêt, alors que la faiblesse des taux d'intérêt prévalait au début de cette même période. Vers la fin de celle-ci, la marge nette d'intérêt a subi le contrecoup d'une variation dans la composition des produits.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont généralement été favorisés par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle est tributaire des conditions de marché, et la croissance des volumes des prêts pendant la période. Les revenus ont également été favorisés par la hausse des taux d'intérêt au cours des derniers trimestres, alors que la faiblesse des taux d'intérêt prévalait au début de la période. Les revenus de RBC Brewin Dolphin sont inclus depuis la clôture de l'acquisition, le 27 septembre 2022. Le 3 juillet 2023, nous avons conclu la vente des activités européennes d'administration d'actifs de RBC Investor Services et de son centre d'excellence associé situé en Malaisie.

Les revenus du secteur Assurances ont fluctué durant la période, et ce, en raison surtout de l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et du calendrier des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les ventes de rentes collectives peuvent varier grandement d'un trimestre à l'autre et sont généralement plus élevées au premier semestre de l'exercice.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché, qui influent sur les activités des clients. À compter du deuxième trimestre de 2022, les honoraires des services de banque d'investissement à l'échelle mondiale ont fléchi. Les ventes et les résultats des activités de négociation ont été touchés, notamment au troisième trimestre de 2022, par des conditions de marché difficiles, ce qui a réduit les revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, y compris l'incidence des réductions des souscriptions de prêts. Les ventes et les activités de négociation se sont améliorées en 2023, ce qui reflète l'intensification des activités des clients.

La dotation à la provision pour pertes de crédit est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par l'évolution de la qualité du crédit, des conditions macroéconomiques et des expositions. Tout au long du dernier trimestre de l'exercice 2021 et de la première moitié de l'exercice 2022, nos perspectives macroéconomiques et celles concernant la qualité du crédit se sont améliorées, les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 s'étant atténuées dans la plupart des régions, ce qui a mené à des contrepassations de dotations liées aux actifs productifs. Depuis le deuxième trimestre de 2022, nous observons un accroissement des dotations liées aux actifs productifs, ce qui rend généralement compte des changements défavorables dans nos perspectives macroéconomiques et celles concernant la qualité du crédit. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés est demeurée faible au début de la période, mais a commencé à afficher une tendance à la hausse dans la deuxième moitié de la période.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont connu au cours de la période des fluctuations qui reflètent l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, lesquelles sont touchées par l'évolution des conditions de marché, ainsi que les ventes de rentes collectives, facteurs qui sont tous deux en grande partie compensés dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont également fluctué du fait de l'incidence de la sinistralité liée aux placements et des coûts des sinistres dans la période. Les ajustements actuariels, qui surviennent habituellement au quatrième trimestre de l'exercice, influent également sur les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les frais autres que d'intérêt ont été touchés par les fluctuations de la rémunération variable au cours de la période, fluctuations qui ont été en phase avec celles des revenus et du bénéfice. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles sont largement compensées dans les revenus, ont également contribué aux fluctuations durant la période et sont touchées par les conditions de marché. Même si nous continuons de porter une attention à nos activités de gestion de l'efficacité, les charges de la période reflètent également nos investissements dans nos ressources humaines et la technologie. Les chiffres du quatrième trimestre de 2021 tiennent compte d'une réserve légale pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), réserve qui a été contrepassée en partie au premier trimestre de 2022. Les frais autres que d'intérêt de RBC Brewin Dolphin sont inclus depuis la clôture de l'acquisition, le 27 septembre 2022.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Pour les deuxième et quatrième trimestres de 2022, ce taux rendait compte, respectivement, de l'incidence du montant net d'ajustements fiscaux favorables et d'une augmentation du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés. Le premier trimestre de 2023 reflète l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2023	31 octobre 2022
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	80 358 \$	72 397 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	87 650	108 011
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (1)	372 625	318 223
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	347 151	317 845
Prêts		
Prêts de détail	561 212	549 751
Prêts de gros	278 997	273 967
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(4 495)	(3 753)
Autres – Dérivés	115 914	154 439
– Autres (2)	118 322	126 339
Total de l'actif	1 957 734 \$	1 917 219 \$
Passif		
Dépôts	1 215 671 \$	1 208 814 \$
Autres – Dérivés	117 244	153 491
– Autres (2)	501 188	436 714
Débitures subordonnées	11 202	10 025
Total du passif	1 845 305	1 809 044
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	112 334	108 064
Participations ne donnant pas le contrôle	95	111
Total des capitaux propres	112 429	108 175
Total du passif et des capitaux propres	1 957 734 \$	1 917 219 \$

(1) Inclut les titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction.

(2) Les postes Autres – Autres dans les actifs et passifs comprennent respectivement l'actif net des fonds distincts ou le passif net des fonds distincts.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Le total de l'actif a augmenté de 41 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au 31 octobre 2022. L'incidence du change a réduit le total de l'actif de 46 milliards de dollars.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont augmenté de 8 milliards de dollars, ou 11 %, sous l'effet principalement de l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte de nos activités de gestion de la trésorerie à court terme.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont reculé de 20 milliards de dollars, ou 19 %, ce qui reflète principalement l'incidence de la vente partielle des activités de RBC Investor Services. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, se sont accrus de 54 milliards de dollars, ou 17 %, en raison surtout de la hausse des titres de créance d'entités gouvernementales, ce qui rend compte principalement des activités commerciales. L'augmentation des titres de participation détenus à des fins de transaction et des titres de créance de sociétés a également contribué à l'accroissement.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont augmenté de 29 milliards de dollars, ou 9 %, en raison principalement de l'accroissement de la demande des clients.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) se sont accrus de 16 milliards de dollars, ou 2 %, en raison surtout de la croissance du volume des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts de gros.

Les actifs dérivés ont diminué de 39 milliards de dollars, ou 25 %, en raison principalement de l'incidence du change.

Les autres actifs ont diminué de 8 milliards de dollars, ou 6 %, ce qui reflète surtout la diminution des garanties en espèces.

Le total du passif a augmenté de 36 milliards de dollars, ou 2 %. L'incidence du change a réduit le total du passif de 46 milliards de dollars.

Les dépôts ont progressé de 7 milliards de dollars, en raison d'une augmentation des dépôts à terme attribuable à la hausse des taux d'intérêt et des émissions de billets à long terme pour les besoins de financement. Ces facteurs ont été atténués par une baisse des dépôts à vue, par l'incidence de la vente partielle des activités de RBC Investor Services et par l'incidence du change.

Les passifs dérivés ont reculé de 36 milliards de dollars, ou 24 %, en raison principalement de l'incidence du change.

Les autres passifs se sont accrus de 64 milliards de dollars, ou 15 %, en raison essentiellement de la hausse des engagements liés aux conventions de revente, ce qui rend compte de l'accroissement de la demande des clients.

Le total des capitaux propres a augmenté de 4 milliards de dollars, ou 4 %, ce qui est attribuable principalement au bénéfice, déduction faite des dividendes.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'achat ou de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, et de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2023.

Ce qui suit constitue une mise à jour de nos principales transactions hors bilan, lesquelles sont décrites aux pages 61 à 63 de notre rapport annuel 2022.

Participations dans des entités structurées non consolidées

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent essentiellement à titriser des actifs financiers de nos clients. Notre risque de perte maximal aux termes de telles transactions provient surtout des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit partiel que nous accordons à ces conduits. Au 31 juillet 2023, le total de l'actif des conduits multicédants était de 52 milliards de dollars (47 milliards au 31 octobre 2022) et notre risque de perte maximal se chiffrait à 53 milliards (48 milliards au 31 octobre 2022). La hausse reflète l'intensification des activités de titrisation depuis le 31 octobre 2022, dans la plupart des catégories d'actifs. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'incidence du change.

Au 31 juillet 2023, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par les conduits s'élevait à 36 milliards de dollars (33 milliards au 31 octobre 2022). La totalité de ce PCAA (la totalité au 31 octobre 2022) a obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation concernées.

Gestion du risque

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2022.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés) (1)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2023					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 394 \$	44 %	10 558 \$	56 %	18 952 \$	1 620 \$
Québec	11 988	28	31 502	72	43 490	3 111
Ontario	30 708	16	165 545	84	196 253	16 556
Alberta	19 039	46	22 471	54	41 510	4 516
Saskatchewan et Manitoba	8 621	42	11 811	58	20 432	1 793
Colombie-Britannique et territoires	12 036	16	61 603	84	73 639	7 081
Total – Canada (5)	90 786	23	303 490	77	394 276	34 677
États-Unis	–	–	32 124	100	32 124	1 976
Autres pays	–	–	3 023	100	3 023	1 564
Total – Autres pays	–	–	35 147	100	35 147	3 540
Total	90 786 \$	21 %	338 637 \$	79 %	429 423 \$	38 217 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2023					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 329 \$	45 %	10 329 \$	55 %	18 658 \$	1 619 \$
Québec	12 008	28	30 957	72	42 965	3 192
Ontario	30 868	16	161 255	84	192 123	16 716
Alberta	19 325	46	22 251	54	41 576	4 655
Saskatchewan et Manitoba	8 651	42	11 790	58	20 441	1 833
Colombie-Britannique et territoires	12 106	17	60 313	83	72 419	7 159
Total – Canada (5)	91 287	24	296 895	76	388 182	35 174
États-Unis	–	–	32 663	100	32 663	2 089
Autres pays	–	–	3 065	100	3 065	1 703
Total – Autres pays	–	–	35 728	100	35 728	3 792
Total	91 287 \$	22 %	332 623 \$	78 %	423 910 \$	38 966 \$

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).
- (2) Comprend des marges de crédit sur valeur nette assurées et non assurées totalisant 38 197 millions de dollars et 20 millions, respectivement (38 945 millions et 21 millions, respectivement, au 30 avril 2023), et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Les montants indiqués pour les États-Unis et les autres pays comprennent les prêts à terme garantis par des immeubles résidentiels.
- (3) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 394 milliards de dollars (388 milliards au 30 avril 2023) comprend des prêts hypothécaires commerciaux de 12 milliards (12 milliards au 30 avril 2023) dans le secteur Services bancaires canadiens, dont une tranche de 9 milliards (9 milliards au 30 avril 2023) est assurée, des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (18 milliards au 30 avril 2023) dans le secteur Marchés des Capitaux, dont une tranche de 17 milliards (17 milliards au 30 avril 2023) est détenue à des fins de titrisation. Tous les prêts hypothécaires résidentiels détenus à des fins de titrisation sont assurés (tous assurés au 30 avril 2023).

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement (1)

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	31 juillet 2023			30 avril 2023		
	Canada (2)	États-Unis et autres pays	Total	Canada (2)	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	57 %	26 %	55 %	57 %	25 %	54 %
De 25 à 30 ans	19	74	23	17	75	22
De 30 à 35 ans	1	–	1	1	–	1
Plus 35 ans	23	–	21	25	–	23
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).
- (2) Selon notre politique, les nouveaux prêts hypothécaires sont accordés avec des périodes d'amortissement de 30 ans ou moins. Les périodes d'amortissement de plus de 30 ans indiquent l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur nos portefeuilles de prêts hypothécaires à taux variables. Pour ces prêts, la période d'amortissement est ramenée au calendrier d'amortissement initial lors du renouvellement. Nous n'offrons pas de produits hypothécaires dont la structure entraînerait un amortissement négatif, car les paiements sur les prêts hypothécaires à taux variables augmentent automatiquement pour assurer la couverture des intérêts courus.

Ratio prêt-valeur moyen (1)

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique, ainsi que les ratios prêt-valeur respectifs pour le total de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens en cours.

	Pour les trimestres clos				Pour la période de neuf mois close	
	le 31 juillet 2023		le 30 avril 2023		le 31 juillet 2023	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période, par secteur géographique (4)						
Provinces de l'Atlantique	71 %	71 %	71 %	72 %	71 %	71 %
Québec	71	71	70	70	70	70
Ontario	70	64	71	64	71	64
Alberta	72	71	73	71	72	71
Saskatchewan et Manitoba	73	73	73	73	73	73
Colombie-Britannique et territoires	68	62	67	63	68	63
États-Unis	73	n.s.	75	n.s.	74	n.s.
Autres pays	70	n.s.	69	n.s.	70	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période (5), (6)	70 %	66 %	71 %	66 %	71 %	66 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (7)	56 %	49 %	57 %	50 %	56 %	49 %

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).
- (2) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC.
- (3) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.
- (4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (5) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.
- (6) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.
- (7) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.
- n.s. non significatif

Risque net lié au financement de gros des autres pays par région, par type d'actif et par type de client (1), (2)

Le tableau qui suit présente une ventilation de notre exposition au risque de crédit par région, par type d'actif et par type de client.

(en millions de dollars canadiens)	Aux								30 avril 2023
	31 juillet 2023								
	Type d'actif				Type de client				
	Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	
Europe (excluant le Royaume-Uni)	13 993 \$	27 795 \$	1 828 \$	1 757 \$	16 526 \$	16 077 \$	12 770 \$	45 373 \$	66 497 \$
Royaume-Uni	7 132	23 682	683	2 697	10 320	17 747	6 127	34 194	41 860
Antilles	7 852	10 591	381	278	7 312	3 983	7 807	19 102	19 768
Asie-Pacifique	6 737	32 731	1 031	697	13 682	22 502	5 012	41 196	43 061
Autres (4)	362	1 790	314	39	445	1 606	454	2 505	2 706
Risque net des autres pays (5), (6)	36 076 \$	96 589 \$	4 237 \$	5 468 \$	48 285 \$	61 915 \$	32 170 \$	142 370 \$	173 892 \$

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 344 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (370 milliards au 30 avril 2023) et 13 milliards à l'égard des dérivés (13 milliards au 30 avril 2023).
- (3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 14 milliards de dollars (14 milliards au 30 avril 2023), des dépôts de 43 milliards (72 milliards au 30 avril 2023) et des titres de placement de 40 milliards (37 milliards au 30 avril 2023).
- (4) Comprend les expositions au risque au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine.
- (5) Exclut un risque de 4 972 millions de dollars (6 186 millions au 30 avril 2023) lié aux organismes supranationaux.
- (6) Reflète une tranche de 2 529 millions de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont généralement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (2 147 millions au 30 avril 2023).

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 juillet 2023	30 avril 2023	31 octobre 2022
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 701 \$	1 653 \$	1 362 \$
Gestion de patrimoine	396	404	278
Marchés des Capitaux	1 187	836	559
Total du montant brut des prêts douteux	3 284 \$	2 893 \$	2 199 \$
Prêts douteux, solde au début de la période	2 893 \$	2 599 \$	2 059 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (1)	1 255	767	592
Remboursements nets (1)	(219)	(109)	(130)
Montants sortis du bilan	(446)	(361)	(362)
Autres (2)	(199)	(3)	40
Prêts douteux, solde à la fin de la période	3 284 \$	2 893 \$	2 199 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,38 %	0,34 %	0,26 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,28 %	0,28 %	0,23 %
Services bancaires canadiens	0,23 %	0,23 %	0,18 %
Services bancaires dans les Antilles	3,62 %	3,80 %	3,93 %
Gestion de patrimoine (3)	0,34 %	0,33 %	0,23 %
Marchés des Capitaux (3)	0,88 %	0,61 %	0,42 %

- (1) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.
- (2) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus et des écarts de change et autres variations.
- (3) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 391 millions de dollars, ou 14 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux a progressé de 4 p.b., principalement en raison de la hausse des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accru de 48 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la hausse des prêts douteux de nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens. Cet accroissement a été contrebalancé en partie par la baisse des prêts douteux dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 351 millions de dollars, ou 42 %, surtout à cause de l'augmentation des prêts douteux dans le secteur d'activité de l'immobilier et autres.

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	31 juillet 2023	30 avril 2023	31 octobre 2022
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	3 552 \$	3 543 \$	3 200 \$
Gestion de patrimoine (1)	473	421	384
Marchés des Capitaux (1)	934	813	597
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts	4 959	4 777	4 181
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers (2)	31	31	33
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit	4 990 \$	4 808 \$	4 214 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	2 518 \$	2 521 \$	2 285 \$
Prêts de gros	1 441	1 341	1 227
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	3 959 \$	3 862 \$	3 512 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	1 000	915	669

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(2) La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement la correction de valeur pour les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est accru de 182 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète une hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a monté de 97 millions de dollars, ou 3 %, et ce, en raison essentiellement de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit dans les secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, ce qui a découlé des variations défavorables de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 85 millions de dollars, ou 9 %, principalement en raison de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Marchés des Capitaux.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence de la conjoncture et des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits et pertes financiers potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2022. À l'aide de ce cadre de gestion, nous cherchons continuellement à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration.

Les contrôles du risque de marché prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR), la valeur à risque en période de tensions (VAR en période de tensions), les simulations de crise et les exigences supplémentaires liées au risque. Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB). Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2022. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2022.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR en période de tensions

Les tableaux ci-après présentent les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2023				30 avril 2023		31 juillet 2022	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	16 \$	15 \$	21 \$	11 \$	18 \$	18 \$	38 \$	36 \$
Change	5	4	6	2	3	3	4	3
Marchandises	5	5	5	4	4	5	5	5
Taux d'intérêt (1)	32	36	52	29	40	45	42	31
Risque de crédit spécifique (2)	6	5	6	4	5	5	7	7
Effet de diversification (3)	(37)	(29)	n.s.	n.s.	(29)	(29)	(34)	(32)
VAR liée à la gestion du risque de marché (4)	27 \$	36 \$	49 \$	27 \$	41 \$	47 \$	62 \$	50 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché (4)	35 \$	63 \$	103 \$	31 \$	68 \$	108 \$	150 \$	102 \$

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2023				31 juillet 2022	
	Pour la période de neuf mois close à cette date				Pour la période de neuf mois close à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne
Titres de participation	16 \$	23 \$	47 \$	11 \$	38 \$	34 \$
Change	5	3	6	2	4	4
Marchandises	5	5	8	4	5	4
Taux d'intérêt (1)	32	41	58	29	42	31
Risque de crédit spécifique (2)	6	5	6	4	7	8
Effet de diversification (3)	(37)	(31)	0	0	(34)	(30)
VAR liée à la gestion du risque de marché (5)	27 \$	46 \$	65 \$	27 \$	62 \$	51 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché (5)	35 \$	116 \$	205 \$	31 \$	150 \$	84 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification des facteurs de risque.

(4) La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché et de la VAR en période de tensions du trimestre clos le 31 juillet 2023 tient compte de montants de 9 millions de dollars et de 24 millions, respectivement (22 millions et 96 millions au 30 avril 2023; 7 millions et 32 millions au 31 juillet 2022) en lien avec les engagements de souscription de prêts.

(5) La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché et de la VAR en période de tensions de la période de neuf mois close le 31 juillet 2023 tient compte de montants de 17 millions de dollars et de 79 millions, respectivement (6 millions et 21 millions au 31 juillet 2022) en lien avec les engagements de souscription de prêts.

n.s. non significatif

Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 36 millions de dollars, en baisse de 14 millions, et la moyenne de la VAR en période de tensions, à 63 millions, en baisse de 39 millions sur un an, du fait surtout de variations du risque lié à notre portefeuille de dérivés sur titres de participation.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 36 millions de dollars, en baisse de 11 millions, et la moyenne de la VAR en période de tensions, à 63 millions, en baisse de 45 millions par rapport au trimestre précédent. Ces diminutions s'expliquent principalement par des variations du risque lié à nos engagements de souscription de prêts et à notre portefeuille de dérivés sur titres de participation.

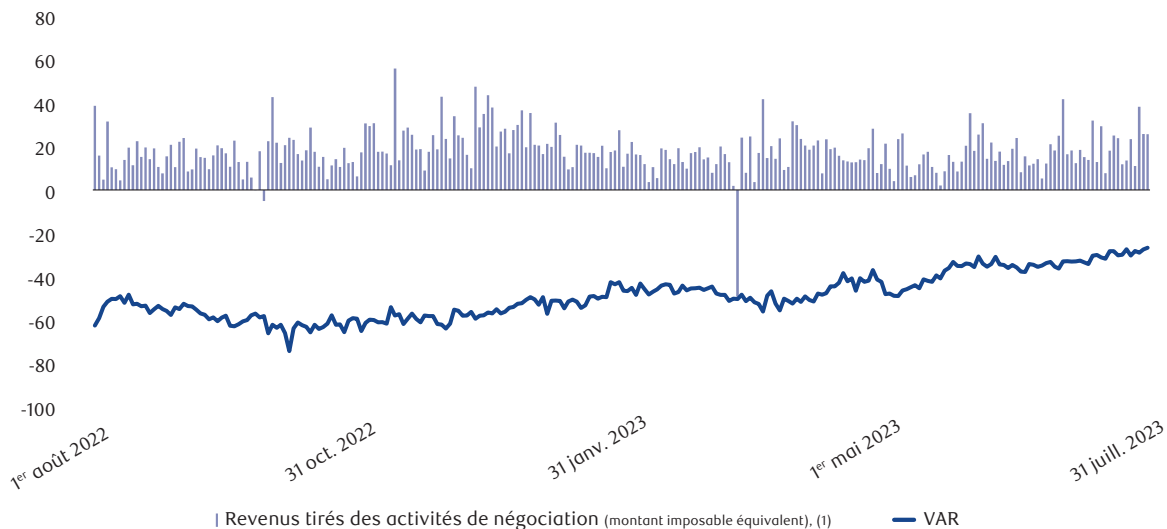
Troisième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2022 (résultats de la période de neuf mois)

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 46 millions de dollars, en baisse de 5 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique par les niveaux élevés de la VAR à l'exercice précédent en raison de l'incidence de la forte volatilité des marchés au deuxième trimestre de 2020 dans l'historique de la VAR sur deux exercices, ce qui a été partiellement contrebalancé par l'incidence des conditions de marché défavorables dans la première moitié de l'exercice, qui se sont répercutées sur les engagements de souscription de prêts.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 116 millions de dollars, en hausse de 32 millions, en raison de l'incidence des conditions de marché défavorables, qui ont eu une incidence sur les engagements de souscription de prêts, comme il est indiqué précédemment.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous n'avons subi aucune perte de négociation nette pour le trimestre clos le 31 juillet 2023 et nous avons subi une journée de pertes de négociation nettes au cours du trimestre clos le 30 avril 2023, principalement liée aux tensions dans le secteur des services bancaires régionaux aux États-Unis, qui n'a pas dépassé la VAR.

Revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent), (1) et VAR (en millions de dollars canadiens)



(1) Les revenus tirés des activités de négociation (majoration au montant imposable équivalent) dans le graphique ci-dessus excluent l'incidence des engagements de souscription de prêts.

Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Au 31 juillet 2023, nous détenons des actifs à l'appui de passifs d'assurance de 13 milliards de dollars (12 milliards au 30 avril 2023).

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les positions du bilan et hors bilan actuelles, lesquelles peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2023						30 avril 2023		31 juillet 2022	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total				
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(1 480)\$	(519)\$	(1 999)\$	441 \$	139 \$	580 \$	(1 726)\$	824 \$	(1 411)\$	1 091 \$
diminution des taux de 100 p.b.	1 455	334	1 789	(475)	(173)	(648)	1 507	(894)	914	(1 189)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Au 31 juillet 2023, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 648 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, contre 894 millions au trimestre précédent. Au 31 juillet 2023, un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 1 999 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, comparativement à 1 726 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, la sensibilité du revenu net d'intérêt a diminué et la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres a augmenté en raison d'une augmentation négligeable des actifs à taux fixes détenus dans les comptes bancaires. Au cours du troisième trimestre de 2023, les risques liés au revenu net d'intérêt et à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

	Au 31 juillet 2023			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
(en millions de dollars canadiens)				
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	80 358 \$	– \$	80 358 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	87 650	81 356	6 294	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	176 603	164 175	12 428	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	196 022	–	196 022	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	347 151	296 430	50 721	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	561 212	6 807	554 405	Taux d'intérêt
Prêts de gros	278 997	7 193	271 804	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(4 495)	–	(4 495)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 921	–	2 921	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	115 914	111 315	4 599	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	100 510	7 776	92 734	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	14 891			
Total de l'actif	1 957 734 \$	675 052 \$	1 267 791 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 215 671 \$	127 401 \$	1 088 270 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 921	–	2 921	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 653	36 653	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	334 465	300 901	33 564	Taux d'intérêt
Dérivés	117 244	105 064	12 180	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	106 791	11 799	94 992	Taux d'intérêt
Débiteures subordonnées	11 202	–	11 202	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	20 358			
Total du passif	1 845 305 \$	581 818 \$	1 243 129 \$	
Total des capitaux propres	112 429			
Total du passif et des capitaux propres	1 957 734 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions, aux exigences supplémentaires liées au risque et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

Au 30 avril 2023				
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
(en millions de dollars canadiens)				
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	99 199 \$	– \$	99 199 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	81 880	77 609	4 271	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	136 207	123 967	12 240	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	183 621	–	183 621	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	335 239	284 637	50 602	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	554 139	6 837	547 302	Taux d'intérêt
Prêts de gros	281 380	7 162	274 218	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(4 332)	–	(4 332)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 883	–	2 883	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	124 149	119 757	4 392	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	130 639	8 421	122 218	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	15 298			
Total de l'actif	1 940 302 \$	628 390 \$	1 296 614 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 210 053 \$	135 014 \$	1 075 039 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 883	–	2 883	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 048	36 048	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	291 558	262 165	29 393	Taux d'intérêt
Dérivés	123 898	113 531	10 367	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	132 427	12 102	120 325	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	11 565	–	11 565	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	20 516			
Total du passif	1 828 948 \$	558 860 \$	1 249 572 \$	
Total des capitaux propres	111 354			
Total du passif et des capitaux propres	1 940 302 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions, aux exigences supplémentaires liées au risque et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est structuré de manière à nous procurer les liquidités suffisantes pour satisfaire aux engagements courants et éventuels en temps normal et en période de crise. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité décrit dans notre rapport annuel 2022.

Nous maintenons toujours une position de liquidité et de financement que nous jugeons appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre appétit pour le risque.

Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles. Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités. De même, sont également exclus du calcul de la réserve de liquidités les facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder sous réserve de certaines conditions préalables établies par les diverses banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre et la Banque de France), ainsi que les montants admissibles à titre de garanties auprès de la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY) et d'une Federal Home Loan Bank (FHLB).

	Au 31 juillet 2023				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et dépôts auprès de banques (1)	170 468 \$	– \$	170 468 \$	3 343 \$	167 125 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2)	291 972	359 408	651 380	428 372	223 008
Autres titres	125 284	123 650	248 934	151 850	97 084
Autres actifs liquides (3)	28 484	–	28 484	26 127	2 357
Total des actifs liquides	616 208 \$	483 058 \$	1 099 266 \$	609 692 \$	489 574 \$

	Au 30 avril 2023				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et dépôts auprès de banques (1)	202 692 \$	– \$	202 692 \$	3 936 \$	198 756 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2)	248 352	339 071	587 423	386 613	200 810
Autres titres	115 107	128 447	243 554	145 627	97 927
Autres actifs liquides (3)	33 619	–	33 619	30 816	2 803
Total des actifs liquides	599 770 \$	467 518 \$	1 067 288 \$	566 992 \$	500 296 \$

	Aux	
	31 juillet 2023	30 avril 2023
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	205 432 \$	205 189 \$
Succursales à l'étranger	101 799	97 977
Filiales	182 343	197 130
Total des actifs liquides non grevés	489 574 \$	500 296 \$

- (1) Inclut les soldes qui sont classés comme détenus en vue de la vente et présentés dans les autres actifs. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.
- (2) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités américaines et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (3) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients de détail et commerciaux, alors que les portefeuilles d'actifs liquides reflètent les variations des soldes des dépôts et des prêts, ainsi que les stratégies commerciales et les opérations des clients liés aux activités du secteur Marchés des Capitaux. La réserve de liquidités est également tributaire des activités de la Trésorerie générale et du secteur Marchés des Capitaux puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023

Le total des actifs liquides non grevés a fléchi de 11 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent sous l'effet principalement d'une diminution de la trésorerie et des dépôts auprès de banques, qui a été pour l'essentiel causée par la vente partielle des activités de RBC Investor Services.

Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés, ceux qui sont disponibles à la vente et ceux qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 31 juillet 2023, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 24 % du total de l'actif (25 % au 30 avril 2023).

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 juillet 2023					30 avril 2023				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total
Trésorerie et dépôts auprès de banques (4)	– \$	3 343 \$	167 125 \$	– \$	170 468 \$	– \$	3 936 \$	198 756 \$	– \$	202 692 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction	93 240	–	92 971	2 317	188 528	64 544	–	78 517	2 411	145 472
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	7 853	–	188 169	–	196 022	11 096	–	173 213	–	184 309
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (5)	498 928	24 687	3 910	2 123	529 648	476 663	22 843	13 707	3 248	516 461
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	27 418	–	27 012	–	54 430	27 952	–	27 406	–	55 358
Prêts hypothécaires	72 983	–	31 411	270 599	374 993	73 961	–	28 736	265 855	368 552
Prêts autres qu'hypothécaires	7 190	–	–	124 599	131 789	7 385	–	–	122 844	130 229
Prêts de gros	–	–	9 050	270 150	279 200	–	–	9 445	272 429	281 874
Correction de valeur pour pertes sur prêts	–	–	–	(4 495)	(4 495)	–	–	–	(4 332)	(4 332)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	2 921	2 921	–	–	–	2 883	2 883
Autres										
Dérivés	–	–	–	115 914	115 914	–	–	–	124 317	124 317
Autres (6)	26 127	–	2 357	84 254	112 738	30 816	–	2 803	85 837	119 456
Total de l'actif	733 739 \$	28 030 \$	522 005 \$	868 382 \$	2 152 156 \$	692 417 \$	26 779 \$	532 583 \$	875 492 \$	2 127 271 \$

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Représente les actifs qui peuvent être facilement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès de l'FHLB, ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons et que nous avons déposés en garantie auprès de la FRBNY.

(3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme facilement disponibles.

(4) Inclut les soldes qui sont classés comme détenus en vue de la vente et présentés dans les autres actifs. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.

(5) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 25 milliards de dollars (23 milliards au 30 avril 2023) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.

(6) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

Profil des dépôts et du financement

Au 31 juillet 2023, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts commerciaux, s'établissaient à 822 milliards de dollars, ou 51 % du total du financement (826 milliards, ou 53 %, au 30 avril 2023). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 31 juillet 2023, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à une conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 107 milliards de dollars (101 milliards au 30 avril 2023).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-après.

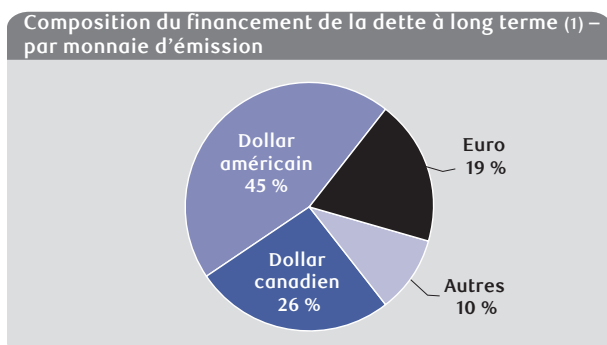
Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

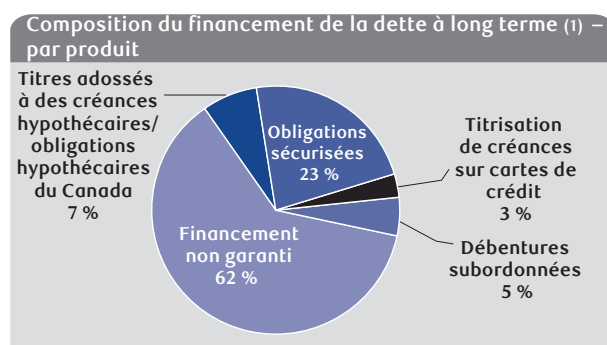
Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base aux États-Unis – 50 milliards de dollars US 	<ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 75 milliards de dollars US Programme mondial d'obligations sécurisées – 75 milliards d'euros Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires aux termes du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada), d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débetures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débetures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2023							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	5 807 \$	– \$	586 \$	484 \$	6 877 \$	– \$	– \$	6 877 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	9 595	16 391	16 345	20 296	62 627	–	–	62 627
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	4 110	4 852	4 757	1 259	14 978	–	–	14 978
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	232	9 333	6 205	13 672	29 442	22 520	54 101	106 063
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	2 256	1 616	2 244	2 967	9 083	5 291	12 018	26 392
Titrisation de prêts hypothécaires	–	1 992	532	1 448	3 972	2 667	9 381	16 020
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	791	–	3 173	–	3 964	9 114	45 711	58 789
Passif subordonné	–	–	–	1 490	1 490	2 722	7 669	11 881
Autres ⁽⁷⁾	6 883	6 448	7 823	3 635	24 789	11 094	68	35 951
Total	29 674	\$40 632	\$41 665	\$45 251	\$ 157 222	\$53 408	\$ 128 948	\$ 339 578
Comprend :								
– Financement garanti	9 838	\$12 299	\$12 592	\$ 2 707	\$ 37 436	\$11 781	\$ 55 092	\$ 104 309
– Financement non garanti	19 836	28 333	29 073	42 544	119 786	41 627	73 856	235 269

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2023							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	5 060 \$	1 216 \$	553 \$	902 \$	7 731 \$	– \$	– \$	7 731 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	10 098	15 149	25 783	17 523	68 553	–	–	68 553
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	3 606	2 663	6 098	952	13 319	–	227	13 546
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	2 935	2 258	9 739	6 428	21 360	28 489	52 585	102 434
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	983	1 854	2 792	3 055	8 684	5 053	11 468	25 205
Titrisation de prêts hypothécaires	–	613	1 994	912	3 519	3 327	9 308	16 154
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	–	2 239	813	3 265	6 317	5 323	47 740	59 380
Passif subordonné	–	110	–	–	110	2 963	8 978	12 051
Autres ⁽⁷⁾	6 498	6 060	10 284	5 777	28 619	10 063	39	38 721
Total	29 180	\$ 32 162	\$ 58 056	\$ 38 814	\$ 158 212	\$ 55 218	\$ 130 345	\$ 343 775
Comprend :								
– Financement garanti	8 984	\$10 239	\$16 533	\$ 5 129	\$ 40 885	\$ 8 650	\$ 57 275	\$ 106 810
– Financement non garanti	20 196	21 923	41 523	33 685	117 327	46 568	73 070	236 965

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 5 288 millions de dollars (5 740 millions au 30 avril 2023), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 5 160 millions (4 908 millions au 30 avril 2023), des billets à taux variable (non garantis) de 1 675 millions (1 675 millions au 30 avril 2023), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 14 385 millions (14 207 millions au 30 avril 2023), et des avances d'une FHLB (garanties) de 9 233 millions (11 991 millions au 30 avril 2023) et des certificats de placement garanti de gros de 210 millions (200 millions au 30 avril 2023).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Hormis ce qui est indiqué ci-après, il n'y a eu aucun changement touchant nos principales notations, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2022.

Notations (1)

	Au 23 août 2023			
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang existante (2)	Dettes à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's (4)	P-1	Aa1	A1	stable
Standard & Poor's (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings (6)	F1+	AA	AA-	stable
DBRS (7)	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) En décembre 2022, Moody's a confirmé nos notations et nos évaluations avec une perspective stable après l'annonce de l'acquisition de HSBC Canada.
- (5) Le 25 mai 2023, Standard & Poor's a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (6) Le 20 juin 2023, Fitch Ratings a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (7) Le 12 mai 2023, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 juillet 2023			30 avril 2023		
	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	149 \$	63 \$	175 \$	137 \$	56 \$	136 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	34	50	26	42	35	24

(1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 %.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos	
	le 31 juillet 2023	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité		382 789 \$
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :		
<i>Dépôts stables</i> (3)	357 948 \$	33 722 \$
<i>Dépôts moins stables</i>	122 742	3 682
Financement de gros non garanti, dont :		
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives</i> (4)	235 206	30 040
<i>Dépôts non opérationnels</i>	409 457	198 361
<i>Dettes non garanties</i>	158 415	37 558
Financement de gros garanti		
Exigences supplémentaires, dont :		
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	219 541	129 302
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	31 501	31 501
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>		36 983
Autres obligations de financement contractuelles (5)	340 393	75 693
Autres obligations de financement conditionnelles (6)	67 577	18 297
	10 674	10 674
	262 142	46 722
	24 871	24 871
	763 194	12 312
Total des sorties de trésorerie		381 942 \$
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	300 753 \$	52 017 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	17 816	10 793
Autres entrées de trésorerie	33 605	33 605
Total des entrées de trésorerie		96 415 \$
		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		382 789 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		285 527
Ratio de liquidité à court terme		134 %

le 30 avril 2023

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité	390 546 \$
Total des sorties de trésorerie nettes	288 446
Ratio de liquidité à court terme	135 %

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 juillet 2023 correspond à une moyenne de 64 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 88 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 juillet 2023 s'est établie à 134 %, ce qui représente un excédent de quelque 97 milliards de dollars, comparativement à 135 % et à un excédent d'environ 102 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à court terme a diminué par rapport au trimestre précédent en raison surtout de la vente partielle des activités de RBC Investor Services et de la croissance des prêts, ce qui a été en partie contrebalancé par un accroissement des dépôts.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme, à savoir un an. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des actifs détenus par la banque et de celles de ses positions hors bilan.

Le BSIF exige que les banques d'importance systémique intérieure présentent leur ratio de liquidité à long terme à l'aide du modèle de déclaration du Comité de Bâle. Les montants indiqués dans ce modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

Modèle de déclaration courant du ratio de liquidité à long terme (1)

	Au 31 juillet 2023				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle (2)				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Élément de financement stable disponible					
Fonds propres :	112 315 \$	– \$	– \$	10 879 \$	123 194 \$
Fonds propres réglementaires	112 315	–	–	10 879	123 194
Autres instruments de fonds propres	–	–	–	–	–
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises :	301 943	99 784	46 522	49 424	460 947
Dépôts stables (3)	98 898	42 403	23 907	22 372	179 319
Dépôts moins stables	203 045	57 381	22 615	27 052	281 628
Financement de gros :	277 942	526 214	52 808	146 153	342 371
Dépôts opérationnels (4)	157 652	–	–	–	78 826
Autres financements de gros	120 290	526 214	52 808	146 153	263 545
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5)	90	4 780	2 885	20 528	–
Autres passifs :	42 139		217 885		12 358
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme			26 233		
Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	42 139	179 084	420	12 148	12 358
Total du financement stable disponible					938 870 \$
Élément de financement stable exigé					
Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme					39 817 \$
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	1 404	–	–	702
Prêts et titres productifs :	209 271	319 512	108 201	524 112	689 988
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	–	143 841	14 202	660	15 227
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs non garantis à des institutions financières	4 310	87 968	36 368	26 203	58 123
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :	131 074	59 841	29 706	165 638	295 911
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	–	815	738	2 180	2 194
Prêts hypothécaires résidentiels productifs, dont :	37 131	24 641	25 877	312 617	270 705
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	37 131	24 621	25 861	311 645	269 861
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en Bourse	36 756	3 221	2 048	18 994	50 022
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants (5)	90	4 780	2 885	20 528	–
Autres actifs :	2 232		287 719		75 831
Produits de base physiques, y compris l'or	2 232				1 897
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale			18 268		15 528
Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme			19 515		–
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée			61 192		3 060
Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	–	135 450	169	53 125	55 346
Éléments hors bilan			757 602		28 444
Total du financement stable exigé					834 782 \$
Ratio de liquidité à long terme (%)					112 %

Au 30 avril 2023

	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	
Total du financement stable disponible	939 683 \$
Total du financement stable exigé	829 777
Ratio de liquidité à long terme (%)	113 %

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contreparties centrales, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme, Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée et Éléments hors bilan.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la Loi nationale sur l'habitation, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts de détail et de dépôts d'entreprises, de fonds propres, ainsi que de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières garantis et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible pour la banque.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023

Au 31 juillet 2023, le ratio de liquidité à long terme s'établissait à 112 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 104 milliards de dollars, comparativement à 113 % et à un excédent d'environ 110 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme a diminué par rapport au trimestre précédent en raison principalement de la croissance des prêts et de la vente partielle des activités de RBC Investor Services, ce qui a été en partie contrebalancé par un accroissement des dépôts et du financement stable.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur), à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation du risque qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2022.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2023									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	165 753 \$	17 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 238 \$	168 008 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	105 650	88	102	23	20	129	171	10 139	60 281	176 603
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	6 607	6 660	4 540	3 313	7 404	35 464	51 662	79 454	918	196 022
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	165 182	80 855	34 719	27 584	16 647	934	–	–	21 230	347 151
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	26 514	24 184	31 631	31 641	38 463	192 089	329 148	74 050	87 994	835 714
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	12 174	7 230	2	–	–	–	–	–	(41)	19 365
Dérivés	7 000	9 852	8 907	6 006	4 842	16 093	26 939	36 273	2	115 914
Autres actifs financiers	38 084	1 704	2 022	468	590	177	248	2 407	3 565	49 265
Total des actifs financiers	526 964	130 590	81 923	69 035	67 966	244 886	408 168	202 323	176 187	1 908 042
Autres actifs non financiers	5 482	1 689	250	(336)	137	5 612	2 694	5 061	29 103	49 692
Total de l'actif	532 446 \$	132 279 \$	82 173 \$	68 699 \$	68 103 \$	250 498 \$	410 862 \$	207 384 \$	205 290 \$	1 957 734 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	105 383 \$	68 197 \$	70 277 \$	56 195 \$	75 349 \$	53 805 \$	76 279 \$	28 143 \$	579 441 \$	1 113 069 \$
Emprunts garantis	5 040	9 726	6 559	1 908	2 273	5 928	14 659	8 305	–	54 398
Obligations sécurisées	–	–	2 490	–	–	8 933	30 593	6 188	–	48 204
Autres										
Acceptations	12 175	7 230	2	–	–	–	–	–	–	19 407
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 653	–	–	–	–	–	–	–	–	36 653
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	197 507	106 321	5 672	974	–	938	–	–	23 053	334 465
Dérivés	7 419	12 466	9 177	6 377	4 929	15 145	26 811	34 920	–	117 244
Autres passifs financiers	40 208	7 422	6 289	1 470	1 638	857	2 248	12 258	4 016	76 406
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	–	–	1 841	9 361	–	11 202
Total des passifs financiers	404 385	211 362	100 466	66 924	84 189	85 606	152 431	99 175	606 510	1 811 048
Autres passifs non financiers	952	1 025	5 192	316	152	1 056	1 945	13 834	9 785	34 257
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	112 429	112 429
Total du passif et des capitaux propres	405 337 \$	212 387 \$	105 658 \$	67 240 \$	84 341 \$	86 662 \$	154 376 \$	113 009 \$	728 724 \$	1 957 734 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	512 \$	3 015 \$	2 660 \$	3 367 \$	4 090 \$	1 262 \$	5 901 \$	1 123 \$	22 \$	21 952 \$
Engagements de crédit	4 620	8 011	15 917	15 702	18 433	58 048	199 303	22 194	5 196	347 424
Autres engagements liés au crédit	12 628	966	1 667	1 614	1 823	189	389	47	86 102	105 425
Autres engagements	7	9	15	15	15	56	128	177	897	1 319
Total des éléments hors bilan	17 767 \$	12 001 \$	20 259 \$	20 698 \$	24 361 \$	59 555 \$	205 721 \$	23 541 \$	92 217 \$	476 120 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.

(3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

Au 30 avril 2023										
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	178 490 \$	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 584 \$	181 079 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	70 150	1 115	24	76	23	141	130	10 015	54 533	136 207
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	4 797	6 216	3 823	4 599	3 823	21 330	54 591	83 486	956	183 621
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	135 148	67 541	66 718	18 388	23 429	–	–	–	24 015	335 239
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	29 831	29 719	31 452	31 034	30 733	183 187	329 594	76 651	88 986	831 187
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 944	8 275	5	2	–	–	–	–	(41)	20 185
Dérivés	6 370	10 713	6 923	7 989	5 898	17 236	27 446	41 573	1	124 149
Autres actifs financiers	63 216	6 662	1 792	114	675	165	241	2 385	3 512	78 762
Total des actifs financiers	499 946	130 246	110 737	62 202	64 581	222 059	412 002	214 110	174 546	1 890 429
Autres actifs non financiers	5 805	1 661	239	(389)	193	4 319	1 620	5 451	30 974	49 873
Total de l'actif	505 751 \$	131 907 \$	110 976 \$	61 813 \$	64 774 \$	226 378 \$	413 622 \$	219 561 \$	205 520 \$	1 940 302 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	112 270 \$	59 775 \$	79 544 \$	66 729 \$	54 570 \$	57 916 \$	72 665 \$	28 859 \$	575 209 \$	1 107 537 \$
Emprunts garantis	4 486	4 974	10 366	2 478	860	7 002	15 369	8 282	–	53 817
Obligations sécurisées	–	2 229	–	2 543	–	5 233	32 297	6 397	–	48 699
Autres										
Acceptations	11 945	8 275	5	2	–	–	–	–	1	20 228
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 048	–	–	–	–	–	–	–	–	36 048
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	233 535	33 718	1 026	717	907	1	–	–	21 654	291 558
Dérivés	6 923	13 269	6 399	8 161	5 788	16 078	27 525	39 755	–	123 898
Autres passifs financiers	44 611	6 622	9 511	1 356	1 530	916	2 329	12 849	22 805	102 529
Débiteures subordonnées	–	110	–	–	–	–	1 919	9 536	–	11 565
Total des passifs financiers	449 818	128 972	106 851	81 986	63 655	87 146	152 104	105 678	619 669	1 795 879
Autres passifs non financiers	973	1 083	182	4 453	322	968	1 844	13 347	9 897	33 069
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	111 354	111 354
Total du passif et des capitaux propres	450 791 \$	130 055 \$	107 033 \$	86 439 \$	63 977 \$	88 114 \$	153 948 \$	119 025 \$	740 920 \$	1 940 302 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	880 \$	2 147 \$	3 400 \$	2 907 \$	3 458 \$	1 098 \$	5 968 \$	1 070 \$	25 \$	20 953 \$
Engagements de crédit	5 644	11 750	12 600	16 202	17 862	57 647	204 060	21 147	11 911	358 823
Autres engagements liés au crédit	8 951	995	1 505	1 703	1 532	570	411	48	88 944	104 659
Autres engagements	7	11	16	16	15	55	127	188	851	1 286
Total des éléments hors bilan	15 482 \$	14 903 \$	17 521 \$	20 828 \$	22 867 \$	59 370 \$	210 566 \$	22 453 \$	101 731 \$	485 721 \$

- (1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.
- (3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2022. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices du BSIF liées aux réformes de Bâle III du CBCB, afin d'assurer le respect de ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2022, mise à jour ci-après.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %, conformément à l'exigence applicable aux banques d'importance systémique intérieure.

Les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF établissent deux normes minimales, à savoir le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres, et le ratio de levier TLAC, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. L'exigence TLAC vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique intérieure de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » ou « TLAC » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la directive.

Au cours du deuxième trimestre de 2023, sont entrées en vigueur les lignes directrices révisées du BSIF en matière de fonds propres, de levier et de communication de l'information qui intègrent et servent à mettre en œuvre la première phase de l'adoption des réformes définitives de Bâle III du CBCB du BSIF. La deuxième phase de la mise en œuvre des réformes définitives de Bâle III du CBCB du BSIF liées aux révisions des lignes directrices sur les normes de fonds propres portant sur le rajustement de la valeur du crédit et le risque de marché sera effective pour nous au premier trimestre de 2024. Les lignes directrices révisées sur les normes de fonds propres et les exigences de levier, qui sont entrées en vigueur au début du deuxième trimestre de 2023, comprennent les changements importants suivants :

- Pour les portefeuilles calculés selon l'approche fondée sur les notations internes, élimination d'un facteur scalaire réglementaire de 6 % appliqué à l'actif pondéré en fonction des risques généré par des modèles internes et instauration de paramètres de surveillance prescrits applicables à certaines catégories d'actifs de notre portefeuille de gros.
- Adoption d'un nouveau cadre d'approche standard en matière de gestion du risque opérationnel fondé sur les revenus moyens sur trois ans et les pertes historiques sur dix ans.
- Adoption d'un nouveau cadre d'approche standard pour accroître la sensibilité au risque.
- Révisions prescrites du plancher de fonds propres réglementaire existant de 70 % à 65 % exigeant la transition, d'ici 2026, à un nouveau plancher de fonds propre réglementaire de 72,5 % de l'actif pondéré en fonction des risques calculé selon l'approche standard. La transition à ce nouveau plancher durera trois ans. Le plancher de fonds propres réglementaire exigé sera de 67,5 % pour l'exercice 2024, de 70 % pour l'exercice 2025 et de 72,5 % pour l'exercice 2026.
- Application d'une réserve de 50 p.b. au titre du ratio de levier à toutes les banques d'importance systémique intérieure.

Le 20 juin 2023, le BSIF a annoncé qu'il fera passer, avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2023, le niveau de la réserve pour stabilité intérieure de 3 % à 3,5 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques.

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique portant sur la gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2022. Au besoin, nous avons tenu compte des ajustements et directives en vigueur dans nos résultats et nos activités continues de planification des fonds propres.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres, de levier et de capacité totale d'absorption des pertes que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres, de levier et TLAC au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III				Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique mondiale (1), (2)	Ratios de fonds propres, de levier et TLAC de RBC au 31 juillet 2023	Réserve pour stabilité intérieure (3)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure au 31 juillet 2023
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (2)				
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,6 %	7,1 %	1,0 %	8,1 %	14,1 %	3,0 %	11,1 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,6 %	8,6 %	1,0 %	9,6 %	15,4 %	3,0 %	12,6 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,6 %	10,6 %	1,0 %	11,6 %	17,3 %	3,0 %	14,6 %
Ratio de levier	3,5 %	s.o.	3,5 %	s.o.	3,5 %	4,2 %	s.o.	3,5 %
Ratio TLAC	21,6 %	s.o.	21,6 %	s.o.	21,6 %	30,9 %	3,0 %	24,6 %
Ratio de levier TLAC	7,25 %	s.o.	7,25 %	s.o.	7,25 %	8,5 %	s.o.	7,25 %

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres de 2,5 % et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit. La réserve de fonds propres anticyclique, calculée conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF, était de 0,06 % au 31 juillet 2023 (0,04 % au 30 avril 2023 et 0,01 % au 31 octobre 2022).

(2) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques.

(3) La réserve pour stabilité intérieure peut varier entre 0 % et 4 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques et, au 31 juillet 2023, elle était établie à 3 % par le BSIF. À compter du 1^{er} novembre 2023, la réserve pour stabilité intérieure augmentera de 50 p.b.

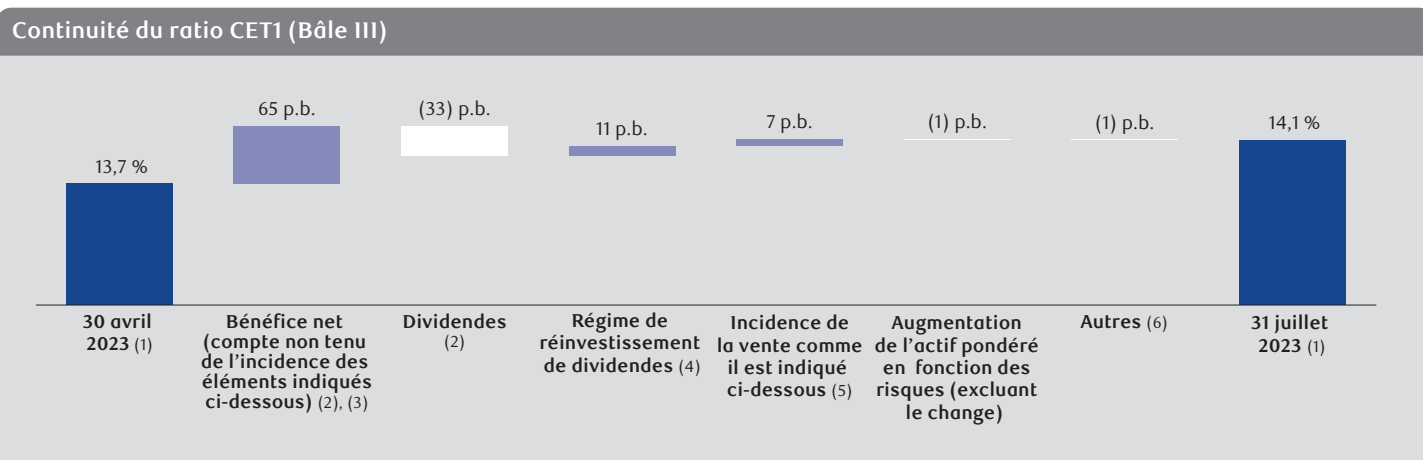
s.o. sans objet

Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, la TLAC disponible, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux		
	31 juillet 2023	30 avril 2023	31 octobre 2022
Fonds propres (1)			
Fonds propres CET1	82 892 \$	81 103 \$	76 945 \$
Fonds propres de première catégorie	90 193	88 400	84 242
Total des fonds propres	101 072	99 540	93 850
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)			
Risque de crédit	470 732 \$	479 953 \$	496 898 \$
Risque de marché	37 426	37 685	35 342
Risque opérationnel	77 741	75 895	77 639
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	585 899 \$	593 533 \$	609 879 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)			
Ratio CET1	14,1 %	13,7 %	12,6 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	15,4 %	14,9 %	13,8 %
Ratio du total des fonds propres	17,3 %	16,8 %	15,4 %
Ratio de levier	4,2 %	4,2 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	2 142 \$	2 116 \$	1 898 \$
TLAC disponible et ratios (2)			
TLAC disponible	181 035 \$	183 978 \$	160 961 \$
Ratio TLAC	30,9 %	31,0 %	26,4 %
Ratio de levier TLAC	8,5 %	8,7 %	8,5 %

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Les résultats des périodes closes le 31 juillet 2023 et le 30 avril 2023 reflètent notre adoption des lignes directrices révisées sur les normes de fonds propres et le ratio de levier qui sont entrées en vigueur au deuxième trimestre de 2023 dans le cadre de la mise en œuvre des réformes de Bâle III par le BSIF.
- (2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Troisième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2023



- (1) Représente des chiffres arrondis.
- (2) Représente des capitaux autogénérés d'un montant net de 1,9 milliard de dollars, ou 32 p.b., se composant du bénéfice net disponible pour les actionnaires, compte non tenu de l'incidence de l'élément spécifié et de la vente partielle des activités de RBC Investor Services, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.
- (3) Compte non tenu de l'élément spécifié pour la transaction et les coûts d'intégration liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada et de l'incidence de la vente partielle des activités de RBC Investor Services.
- (4) Pour plus de détails sur le régime de réinvestissement de dividendes, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.
- (5) Le 3 juillet 2023, nous avons conclu la vente partielle des activités de RBC Investor Services. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.
- (6) Comprend l'incidence de l'élément spécifié pour la transaction et les coûts d'intégration liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada.

Notre ratio CET1 s'est établi à 14,1 %, en hausse de 40 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du montant net des capitaux autogénérés, des émissions d'actions dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et de l'incidence de la vente partielle des activités de RBC Investor Services.

L'actif pondéré en fonction des risques total a diminué de 8 milliards de dollars, du fait principalement de l'incidence du change, de l'actualisation favorable des modèles et méthodes, ainsi que de l'incidence de la vente partielle des activités de RBC Investor Services. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'incidence nette de l'expansion des activités, y compris la croissance des prêts commerciaux et personnels au Canada, compensée partiellement par une réduction des activités de négociation. Pour ce qui est de notre ratio CET1, l'incidence du change sur l'actif pondéré en fonction des risques a été largement compensée par les couvertures économiques.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 15,4 %, a augmenté de 50 p.b., et notre ratio du total des fonds propres s'est chiffré à 17,3 %, en hausse de 50 p.b., et ce, en raison surtout des facteurs relatifs au ratio CET1 mentionnés précédemment.

Notre ratio de levier de 4,2 % est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, le montant net des capitaux autogénérés, l'incidence de la vente, comme il est indiqué ci-dessus, et les émissions d'actions dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes ayant été contrebalancés par la progression des positions de levier attribuable à l'expansion des activités.

Les positions de levier ont augmenté de 26 milliards de dollars en raison surtout de l'expansion des activités, principalement les transactions liées aux titres et les transactions de mise en pension de titres, ce qui a été atténué par l'incidence du change et l'incidence de la vente partielle des activités de RBC Investor Services.

Notre ratio TLAC s'est établi à 30,9 %, en baisse de 10 p.b., ce qui reflète les facteurs indiqués ci-dessus concernant le ratio du total des fonds propres, ainsi qu'une incidence défavorable d'une diminution nette des instruments de TLAC externe admissibles.

Notre ratio de levier TLAC s'est établi à 8,5 %, en baisse de 20 p.b., ce qui reflète les facteurs énoncés ci-dessus en ce qui a trait au ratio de levier, ainsi que l'incidence défavorable d'une diminution nette des instruments de TLAC externe admissibles.

Les instruments de TLAC externe englobent les titres d'emprunt à long terme assujettis à une conversion aux termes du régime de recapitalisation interne. Pour plus de détails, se reporter au profil des dépôts et du financement à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2023			Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023	
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Fonds propres de première catégorie					
Activités liées aux actions ordinaires					
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)		174	16 \$	678	61 \$
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes (2)		5 355	670	9 959	1 291
Fonds propres de deuxième catégorie					
Émission de débetures subordonnées échéant le 1 ^{er} février 2033 (3), (4)	31 janvier 2023		– \$		1 500 \$

- (1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (2) Au cours des trimestres clos le 31 juillet 2023 et le 30 avril 2023, les exigences du régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen de l'émission d'actions propres.
- (3) Pour plus de détails, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.
- (4) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

Au 31 juillet 2023, nous n'avions aucune offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur.

Le 31 janvier 2023, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Ces débetures portent intérêt au taux fixe de 5,01 % par année jusqu'au 1^{er} février 2028, puis au taux des opérations de pension à un jour (Canadian Overnight Repo Rate Average) composé quotidiennement majoré de 2,12 % par la suite, jusqu'à leur échéance, le 1^{er} février 2033.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 juillet 2023		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 396 228	18 670 \$	1,35 \$
Actions propres – actions ordinaires (2)	(1 231)	(158)	
Actions ordinaires en circulation	1 394 997	18 512 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	7 922		
Exercibles	3 891		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500 \$	0,23 \$
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,20
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,19
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,30
À dividende non cumulatif, série BT (3), (4), (5)	750	750	4,20 %
À dividende non cumulatif, série C-2 (6)	15	23	16,88 \$ US
Autres instruments de capitaux propres émis			
Billets de capital à recours limité de série 1 (3), (4), (7), (8)	1 750	1 750	4,50 %
Billets de capital à recours limité de série 2 (3), (4), (7), (8)	1 250	1 250	4,00 %
Billets de capital à recours limité de série 3 (3), (4), (7), (8)	1 000	1 000	3,65 %
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	106 765	7 323	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (2)	6	7	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	106 771	7 330 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		1 885 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (9)		58	

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.
- (2) Les montants positifs représentent une position vendeur, et les montants négatifs représentent une position acheteur.
- (3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.
- (4) Instruments relatifs aux FPUNV.
- (5) Les dividendes déclarés par action correspondent au taux de dividende annuel s'appliquant aux actions émises à la date de clôture.
- (6) Représente 615 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-2. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-2.
- (7) En ce qui concerne les séries de billets de capital à recours limité (LRCN), le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.
- (8) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 1, le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BQ (série BQ). En lien avec l'émission des billets LRCN de série 2, le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BR (série BR). Aux termes de l'émission des billets LRCN de série 3, le 8 juin 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BS (série BS). Les actions privilégiées des séries BQ, BR et BS ont été émises au prix de 1 000 \$ chacune et en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec la structure des billets LRCN. Pour plus de détails, se reporter à la note 20 de nos états financiers consolidés annuels de 2022.
- (9) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Au 18 août 2023, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 395 266 075, déduction faite des 969 114 actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 7 916 225.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BO et BT, les billets LRCN de séries 1, 2 et 3 et les débentures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, le 25 juillet 2029, le 23 décembre 2029, le 30 juin 2030, le 28 janvier 2033, le 3 novembre 2031, le 3 mai 2032 et le 1^{er} février 2033, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, au 31 juillet 2023, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum de 4 982 millions d'actions ordinaires, d'où un effet dilutif de 78,13 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 juillet 2023.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022.

Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir qui, en ce qui nous concerne, ne sont pas encore en vigueur, sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022 et les mises à jour sont présentées ci-dessous.

IFRS 17 *Contrats d'assurance* (IFRS 17)

En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17 afin d'établir une norme complète fournissant des indications quant à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des contrats d'assurance émis et des contrats de réassurance détenus. Cette norme remplacera IFRS 4 *Contrats d'assurance* (IFRS 4). En juin 2020, l'IASB a publié des modifications à IFRS 17, visant notamment à reporter la date d'entrée en vigueur de deux ans. En ce qui nous concerne, la nouvelle norme entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2023 et devra être appliquée rétrospectivement.

Aux termes d'IFRS 17, les contrats d'assurance sont définis comme des contrats en vertu desquels nous prenons en charge un risque d'assurance important pour un titulaire en convenant d'indemniser le titulaire de la police si un événement futur incertain spécifié porte préjudice au titulaire. Les dérivés incorporés, les composants investissements et les promesses de fournir des services autres que des services prévus au contrat d'assurance, à condition que certains critères soient respectés, sont séparés de l'évaluation des contrats d'assurance et de réassurance. Les contrats d'assurance et de réassurance sont regroupés dans des portefeuilles qui comportent des risques similaires et sont gérés ensemble, puis ils sont subdivisés en groupes en fonction de la période à laquelle ils ont été émis et de la rentabilité. Les groupes sont présentés et évalués séparément au moyen d'un des trois modèles d'évaluation, selon les caractéristiques des contrats :

- La méthode des honoraires variables est utilisée pour évaluer les contrats d'assurance avec participation directe.
- La méthode de la répartition des primes peut être utilisée pour évaluer les contrats d'assurance et les contrats de réassurance détenus pour une courte durée d'un an ou moins.
- La méthode d'évaluation générale est utilisée pour tous les autres contrats.

Selon la méthode d'évaluation générale et la méthode des honoraires variables, les passifs au titre de la couverture restante et les passifs au titre des sinistres survenus relativement aux groupes de contrats sont évalués en fonction de la somme des flux de trésorerie d'exécution et de la marge sur services contractuels, qui sont recalculés à la clôture de chaque période de présentation de l'information. Les flux de trésorerie d'exécution correspondent à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs et à un ajustement au titre du risque non financier. En ce qui a trait aux contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis pour la couverture d'assurance fournie. Pour ce qui est des contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net à l'achat de contrat de réassurance. Selon la méthode de la répartition des primes, le passif au titre de la couverture restante pour chaque groupe est calculé comme les primes reçues, moins le produit des activités d'assurance comptabilisé pour les services fournis, alors que le passif au titre des sinistres survenus est calculé comme les flux de trésorerie d'exécution au titre des sinistres survenus, plus tout ajustement apporté à un composant financement. Les pertes sur le groupe de contrats d'assurance déficitaires sont immédiatement comptabilisées dans les états consolidés du résultat net, et ce, sans égard au modèle d'évaluation utilisé.

Les principales différences entre IFRS 17 et IFRS 4 sont les suivantes :

- Les nouveaux profits sont différés et évalués en fonction de la composante de la marge sur services contractuels au titre des passifs liés aux contrats d'assurance, et amortis dans le bénéfice au fur et à mesure que les services prévus au contrat d'assurance sont fournis; alors que les pertes sont immédiatement comptabilisées dans le bénéfice. Aux termes d'IFRS 4, les profits et les pertes sont immédiatement comptabilisés dans le bénéfice. Le 18 juillet 2023, le BSIF a publié des lignes directrices réglementaires pour autoriser l'inclusion de la marge sur services contractuels dans le calcul des fonds propres CET1 et des ratios connexes; par conséquent, nous ne prévoyons aucune incidence sur les mesures des fonds propres du fait d'une telle diminution des bénéfices non distribués découlant de la marge sur services contractuels.
- Les taux d'actualisation utilisés pour calculer la valeur actualisée des passifs au titre des contrats d'assurance sont établis selon les caractéristiques des contrats d'assurance, contrairement à IFRS 4 dont les taux sont fondés sur les actifs à l'appui des passifs.
- La présentation et les informations à fournir devraient changer du fait des nouvelles exigences.

L'incidence globale de l'application de la marge sur services contractuels, ainsi que l'incidence d'autres mesures d'évaluation sur nos actifs et nos passifs, devrait se traduire par une diminution des bénéfices non distribués à l'adoption d'IFRS 17. Même si IFRS 17 a une incidence sur le moment de la comptabilisation des profits sur les contrats d'assurance, il n'y en aura aucune sur le profit total comptabilisé sur la durée de vie de ces contrats.

Gouvernance

Nous en sommes actuellement à une date avancée de la mise en œuvre d'IFRS 17. Dans le cadre du processus de mise en œuvre, sous la gouverne des équipes Finances et Assurances, nous avons mis en place une structure de gouvernance et un programme exhaustifs qui se concentrent sur l'évaluation de l'incidence de la norme ainsi que sur la mise en place des politiques, systèmes et processus nécessaires à son adoption. Des mises à jour sont régulièrement fournies à la haute direction, au Comité d'audit et au Conseil d'administration pour que les enjeux principaux et les risques leur soient communiqués. Nous avons renforcé nos contrôles existants et nous avons conçu et mis en œuvre de nouveaux contrôles et procédures de gouvernance afin de permettre l'application d'IFRS 17, y compris des contrôles à l'égard des données et des systèmes, des hypothèses clés et des approches d'évaluation.

Transition

À l'adoption d'IFRS 17, nous appliquerons la norme de façon rétrospective en ajustant nos bilans consolidés au 1^{er} novembre 2022, et nous retraiterons les données comparatives au 31 octobre 2023 et pour l'exercice clos à cette date. L'approche rétrospective intégrale sera appliquée à tous les contrats d'assurance et de réassurance, à moins que cela ne s'avère impossible. Si cette approche ne peut être mise en œuvre, nous utiliserons plutôt l'approche axée sur la juste valeur, qui calcule la marge sur services contractuels ou l'élément de perte du passif au titre de la couverture restante comme la différence entre la juste valeur d'un groupe de contrats et les flux de trésorerie d'exécution évalués à la date de transition.

Comme le permet IFRS 17, nous prévoyons également modifier le classement et l'évaluation de certains actifs financiers admissibles détenus relativement à une activité liée aux contrats d'assurance à l'adoption d'IFRS 17. Nous appliquerons ces modifications de manière rétrospective en ajustant nos bilans consolidés au 1^{er} novembre 2023, date de l'application initiale d'IFRS 17, sans retraitement des données comparatives.

La quantification de l'incidence de la transition est en cours, et nous prévoyons fournir une estimation dans notre rapport annuel 2023.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 juillet 2023, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 31 juillet 2023.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2023, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 26 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022.

Glossaire

Acceptations

Lettre de change ou instrument négociable tiré sur une banque par un emprunteur qui s'engage à effectuer le paiement à l'échéance.

L'acceptation représente une garantie de paiement par la Banque et est négociable sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la Banque reçoit une commission d'acceptation.

Correction de valeur pour pertes de crédit (CVPC)

Montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes de crédit attendues à la date de clôture. La correction de valeur est déterminée pour tous les actifs financiers soumis à des tests de dépréciation, y compris certains prêts, titres de créance, engagements de clients en contrepartie d'acceptations, garanties financières et engagements inutilisés. La correction de valeur est modifiée du montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée, laquelle est imputée au résultat et réduite en fonction du montant des radiations, après déduction des recouvrements au cours de la période.

Ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts

Le ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts correspond à la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage du total des prêts et des acceptations.

Titres adossés à des actifs

Titres créés au moyen de la titrisation d'un groupe d'actifs, par exemple des prêts automobiles ou des prêts sur cartes de crédit.

Biens administrés

Biens que nous administrons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens administrés sont de nature administrative et comprennent notamment les services de garde, le recouvrement des revenus de placement, le règlement des opérations de vente et d'achat et la tenue de registres.

Biens sous gestion

Biens que nous gérons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens sous gestion comprennent le choix des placements et les services-conseils en matière d'investissement. Nous détenons des biens sous gestion que nous administrons également et qui sont inclus dans les biens administrés.

Capital attribué

Le capital attribué repose sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires et de capital économique de Bâle III.

Titres à enchères

Titres d'emprunt dont les taux d'intérêt sont régulièrement réévalués à la suite d'un processus d'enchères.

Moyenne des actifs productifs, montant net

La moyenne des actifs productifs tient compte des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, des titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, des actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et des prêts, déduction faite de la correction de valeur, des garanties en espèces et des dépôts de garantie en espèces. Les actifs liés aux assurances et tous les autres actifs non spécifiés sont exclus. Les moyennes sont fondées sur les soldes quotidiens pour la période.

Point de base (p.b.)

Un centième pour cent (0,01 %).

Sûretés

Sûretés pour un prêt ou toute autre obligation. Les sûretés peuvent être des espèces, des titres assortis de notations élevées, des propriétés, des stocks, du matériel et des créances.

Titres garantis par des créances (TGC)

Titres comportant plusieurs tranches qui sont émis par des entités structurées et garantis par des créances, y compris des obligations et des prêts. Chaque tranche offre un degré différent de risque et de rendement pouvant répondre à la demande des investisseurs.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

Titres créés au moyen de la titrisation de créances hypothécaires commerciales.

Engagements de crédit

Montants inutilisés de facilités de crédit offertes aux clients, sous la forme de prêts, d'acceptations bancaires ou d'autres types de financement au bilan, ou encore d'instruments hors bilan tels que les garanties et les lettres de crédit.

Fonds propres CETI

Mesure de fonds propres prévue par l'accord de Bâle III se composant principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions et ajustements réglementaires pour le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs des régimes de retraite à prestations définies, le déficit au titre des provisions et d'autres éléments définis.

Ratio CETI

Mesure de fonds propres basée sur le risque correspondant aux fonds propres CETI divisés par l'actif pondéré en fonction des risques.

Obligations sécurisées

Obligations avec plein recours figurant au bilan émises par les banques et les établissements de crédit qui sont également entièrement garanties par des actifs sur lesquels les investisseurs ont priorité en cas d'insolvabilité de l'émetteur.

Swaps sur défaillance

Contrat dérivé qui offre à l'acquéreur un paiement non récurrent en cas de défaillance de l'entité ou des entités (ou si un événement déclencheur semblable survient).

Dérivé

Contrat conclu entre deux parties qui ne nécessite que peu ou pas d'investissements initiaux et en vertu duquel les paiements faits de part et d'autre sont tributaires de la variation du prix d'un instrument, d'un indice boursier ou d'un taux financier sous-jacent. Les dérivés comprennent notamment les swaps, les options, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les contrats à terme standardisés. Le capital nominal du dérivé est le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués entre les parties sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement.

Ratio de distribution

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

Bénéfice par action – de base

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation.

Bénéfice par action – dilué

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet de dilution des options sur actions et des autres titres convertibles.

Ratio d'efficience

Frais autres que d'intérêt exprimés en pourcentage du total des revenus.

Pertes de crédit attendues

Différence entre les flux de trésorerie contractuels qui nous sont dus conformément aux conditions du contrat et les flux de trésorerie que nous nous attendons à recevoir, actualisée à la date de clôture.

Juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Ajustement de l'évaluation lié au financement

Les ajustements de l'évaluation liés au financement sont calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés négociés hors cote sous-garantis ou non garantis. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

Garanties et lettres de crédit

Représentent principalement des garanties de paiement irrévocables par une banque dans le cas où un client serait incapable d'honorer ses obligations financières envers des tiers. Certaines autres garanties (comme les cautionnements de soumission et les garanties de bonne exécution) sont de nature non financière.

Couverture

Technique de gestion du risque visant à réduire l'exposition aux risques de marché, de taux d'intérêt ou de change liés aux transactions bancaires courantes. L'élimination ou la réduction du risque est obtenue au moyen de la prise de positions compensatoires. Par exemple, des actifs libellés dans une devise peuvent être couverts au moyen de passifs libellés dans cette même devise ou au moyen de divers instruments de couverture de change (comme les contrats à terme standardisés, les options sur devises et les contrats de change à terme).

Fonds de couverture

Fonds d'investissement offert aux investisseurs accrédités disposant d'un avoir net élevé, qui est assujéti à une réglementation et à des restrictions limitées à l'égard de ses placements comparativement aux fonds communs de placement de détail et qui a souvent recours à des stratégies audacieuses comme la vente à découvert, l'endettement, la négociation informatisée, les swaps, l'arbitrage et les dérivés.

Actifs liquides de haute qualité

Trésorerie ou actifs qui peuvent être convertis en espèces rapidement en étant vendus (ou donnés en garantie), sans perte de valeur importante.

Prêts douteux

Un prêt est classé comme prêt douteux si la qualité de crédit s'est détériorée de telle sorte que la direction juge que le plein recouvrement des intérêts et du capital aux dates prévues conformément aux modalités du contrat de prêt n'est plus raisonnablement assuré. Les soldes de cartes de crédit ne sont pas classés comme douteux étant donné qu'ils sont directement sortis du bilan après 180 jours de retard.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les IFRS comprennent les normes, les interprétations et le cadre fondés sur des principes adoptés par l'International Accounting Standards Board.

Ratio de levier

Mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III consistant à diviser les fonds propres de première catégorie par la somme du total de l'actif et d'éléments hors bilan particuliers.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III conçue pour veiller à ce que les banques prévoient une réserve suffisante d'actifs liquides de haute qualité leur permettant d'assurer le service sur une période de 30 jours civils advenant une sévère crise touchant les liquidités.

Ratio prêt-valeur

Calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

Convention-cadre de compensation

Accord conclu entre la Banque et une contrepartie et conçu afin de réduire le risque de crédit lié à de multiples transactions sur dérivés au moyen de la création d'un droit juridique de contrebalancer l'exposition au risque dans le cas d'une défaillance.

Revenu net d'intérêt

Écart entre le montant gagné sur les actifs (tels que les prêts et les titres) et le montant versé au titre des passifs (tels que les dépôts et les débiteures subordonnées).

Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net

Représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs, montant net.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III définie comme le montant du financement stable disponible par rapport au montant du financement stable exigé. Le ratio devrait en permanence être au moins égal à 100 %.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Programme visant le rachat de nos propres actions aux fins d'annulation, par l'intermédiaire d'une Bourse, assujéti à divers règlements de la Bourse et de la commission des valeurs mobilières pertinentes.

Capital nominal

Montant contractuel de référence utilisé pour calculer les paiements relatifs aux dérivés.

Instruments financiers hors bilan

Divers types d'ententes offertes aux clients, qui comprennent les dérivés de crédit, les ventes d'options de vente, les facilités de garantie de liquidités, les produits à valeur stable, les lettres de garantie financière, les garanties de bonne fin, les rehaussements de crédit, les prêts hypothécaires vendus avec recours, les engagements de crédit, les prêts de titres, les lettres de crédit documentaire et commerciales, les garanties des membres parrainés, les garanties pour prêt de titres et les indemnités.

Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF)

Principale autorité de réglementation des institutions financières constituées sous le régime d'une loi fédérale canadienne et des régimes de retraite administrés par le gouvernement fédéral canadien. Le BSIF a pour mission de protéger les titulaires de police, les déposants et les participants aux régimes de retraite contre les pertes indues.

Levier d'exploitation

Écart entre le taux de croissance de nos revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

Options

Contrat ou disposition d'un contrat qui donne à une partie (le porteur de l'option) le droit, et non l'obligation, d'effectuer une opération déterminée avec une autre partie (l'émetteur ou le vendeur de l'option) selon des conditions établies.

Dotations à la provision pour pertes de crédit (DPPC)

Montant imputé au résultat en vue de porter la correction de valeur pour pertes de crédit au niveau jugé approprié par la direction. Elle se compose des dotations liées aux actifs financiers productifs et dépréciés.

Ratio de la DPPC liée aux prêts

Le ratio de la DPPC liée aux prêts représente la DPPC liée aux prêts exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Produits de la gamme Marge Proprio RBC

Comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers garantis aux termes desquels l'emprunteur fournit des biens immobiliers en garantie.

Convention de rachat

Prévoit à la fois la vente de titres contre espèces et le rachat de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Convention de revente

Prévoit à la fois l'achat de titres contre espèces et la vente de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Actif pondéré en fonction des risques

Actif ajusté en fonction d'un facteur de pondération du risque prévu par règlement afin de refléter le degré de risque lié aux éléments présentés au bilan et aux éléments hors bilan. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais déduits des fonds propres. Le calcul est défini dans les lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Prêt de titres

Opération dans le cadre de laquelle le propriétaire de titres accepte le prêt en contrepartie d'une commission en termes d'un contrat négocié au préalable avec l'emprunteur. La garantie pour le prêt est constituée soit de titres de grande qualité, soit de trésorerie, et la valeur de la garantie doit être au moins égale à la valeur de marché des titres prêtés. Lorsque les prêts sont garantis par des titres, l'emprunteur paie une commission négociée. Inversement, lorsque les prêts sont garantis en espèces, le prêteur verse des intérêts à l'emprunteur à un taux négocié et réinvestit la garantie en espèces pour réaliser un rendement. Un intermédiaire, comme une banque, agit souvent à titre de mandataire d'opérations de prêt pour le compte du propriétaire des titres en échange d'une partie des revenus touchés par le propriétaire sur le prêt de titres. La plupart du temps, le mandataire indemnise le propriétaire relativement au risque lié à l'incapacité de l'emprunteur de remettre les titres prêtés, notamment au risque de contrepartie en cas de défaillance de l'emprunteur et au risque de marché si la valeur des garanties autres qu'en espèces diminue. Le mandataire n'indemnise pas le propriétaire des titres relativement au risque lié au réinvestissement de la garantie en espèces; ce risque est entièrement assumé par le propriétaire.

Titres vendus à découvert

Transaction dans le cadre de laquelle une partie vend des titres pour ensuite les emprunter afin de les céder à l'acheteur au moment du règlement. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés.

Titrisation

Opération dans le cadre de laquelle divers actifs financiers sont regroupés en titres nouvellement émis adossés à ces actifs.

Approche standard

La pondération de risques prescrite par le BSIF permet de calculer l'actif pondéré en fonction des risques pour déterminer l'exposition au risque de crédit. L'évaluation du crédit par les agences de notation externes reconnues par le BSIF, soit S&P, Moody's, Fitch et DBRS, sert à pondérer notre exposition au risque lié aux organismes souverains et aux banques en fonction des normes et des lignes directrices formulées par le BSIF. Quant au calcul de notre exposition au risque lié aux entreprises et au secteur du détail, nous avons recours à la pondération du risque standard prescrite par le BSIF.

Entités structurées

Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas les principaux facteurs permettant de déterminer qui contrôle l'entité, comme lorsque les activités qui ont une incidence importante sur le rendement de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Souvent, les entités structurées exercent des activités restreintes, ont des objectifs précis et bien définis, ont des capitaux propres insuffisants pour financer leurs activités et disposent de financement sous forme de multiples instruments liés entre eux par contrat.

Majoration au montant imposable équivalent

Augmentation du revenu provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes admissibles) à un niveau permettant de le rendre comparable aux revenus provenant de sources imposables. Il y a un ajustement correspondant de la charge d'impôt qui permet d'obtenir le même bénéfice net après impôt.

Fonds propres de première catégorie

Les fonds propres de première catégorie comprennent essentiellement les fonds propres CET1 et d'autres éléments additionnels de fonds propres de première catégorie, comme les actions privilégiées, les billets de capital à recours limité et les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de première catégorie de filiales.

Fonds propres de deuxième catégorie

Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent principalement des débetures subordonnées qui répondent à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de deuxième catégorie de filiales.

Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)

Ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permet la conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et qui satisfait à tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice.

Ratio TLAC

Le ratio TLAC fondé sur le risque correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le total de l'actif pondéré en fonction des risques.

Ratio de levier TLAC

Le ratio de levier TLAC correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le ratio de levier.

Total des fonds propres et ratio du total des fonds propres

Le total des fonds propres se définit comme le total des fonds propres de première et de deuxième catégorie. On obtient le ratio du total des fonds propres en divisant le total des fonds propres par l'actif pondéré en fonction des risques.

Tranche

Type de titre créé de façon à ce que les risques et le rendement liés à un groupe d'actifs soient regroupés en plusieurs catégories de titres assortis de niveaux de risque et de rendement différents de ceux du groupe d'actifs sous-jacent. Les tranches sont habituellement notées par des agences de notation et reflètent à la fois la qualité de crédit de la garantie sous-jacente et le niveau de protection en fonction de la subordination intrinsèque de la tranche.

Capital non attribué

Le capital non attribué représente l'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués à notre secteur d'exploitation et est présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

Valeur à risque (VAR)

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques fondés sur des informations historiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur de marché maximale que subiraient les portefeuilles de négociation de la Banque en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché au cours d'une séance.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2022, de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2023, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du CSF. L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2023.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	57	140	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		66-72, 138-139	-
	3	Risques connus et risques émergents		63-66	-
	4	Nouveaux ratios réglementaires	47-50	115-122	-
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		66-72	-
	6	Culture à l'égard du risque		67-72	-
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		125	-
	8	Simulation de crise		69-70, 83	-
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	48	115-122	-
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		-	*
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		-	19
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		115-122	-
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		-	20
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		72-75	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		-	*
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		-	20
	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		70, 73	31
Liquidités	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	38-39	91-92, 97-98	-
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	39, 42	92-93, 96	-
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	46-47	100-101	-
	21	Sources de financement et stratégie de financement	40-41	93-95	-
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	36-37	88-89	-
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	33-35	82-89	-
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		82-83	-
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		82-87	-
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	30-33	72-82, 193-200	21-31,*
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	78-84	132-137	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		74-77, 127-128, 159-163	-
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		-	23, 28
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		77	32
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		76	*
Autres	31	Autres types de risque		103-114	-
	32	Événements publics comportant des risques		107-109, 244-246	-

* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 31 juillet 2023 et l'exercice clos le 31 octobre 2022.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2023	31 octobre 2022
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	80 358 \$	72 397 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	87 650	108 011
Titres		
Titres détenus à des fins de transaction	176 603	148 205
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	196 022	170 018
	372 625	318 223
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	347 151	317 845
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	561 212	549 751
Prêts de gros	278 997	273 967
	840 209	823 718
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(4 495)	(3 753)
	835 714	819 965
Actif net des fonds distincts	2 921	2 638
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	19 365	17 827
Dérivés	115 914	154 439
Locaux et matériel	6 793	7 214
Goodwill	12 299	12 277
Autres immobilisations incorporelles	5 892	6 083
Autres actifs (note 6)	71 052	80 300
	231 315	278 140
Total de l'actif	1 957 734 \$	1 917 219 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 7)		
Particuliers	434 047 \$	404 932 \$
Entreprises et gouvernements	736 730	759 870
Banques	44 894	44 012
	1 215 671	1 208 814
Passif net des fonds distincts	2 921	2 638
Autres		
Acceptations	19 407	17 872
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 653	35 511
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	334 465	273 947
Dérivés	117 244	153 491
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	12 700	11 511
Autres passifs (note 6)	95 042	95 235
	615 511	587 567
Débiteures subordonnées (note 10)	11 202	10 025
Total du passif	1 845 305	1 809 044
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	7 330	7 318
Actions ordinaires (note 10)	18 512	16 984
Bénéfices non distribués	82 011	78 037
Autres composantes des capitaux propres	4 481	5 725
	112 334	108 064
Participations ne donnant pas le contrôle	95	111
Total des capitaux propres	112 429	108 175
Total du passif et des capitaux propres	1 957 734 \$	1 917 219 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)				
Revenu d'intérêt et de dividende (note 3)				
Prêts	11 219 \$	6 761 \$	31 600 \$	18 025 \$
Titres	3 751	1 822	9 932	4 597
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	6 063	1 601	15 736	2 506
Dépôts et autres	1 801	553	5 221	745
	22 834	10 737	62 489	25 873
Charge d'intérêt (note 3)				
Dépôts et autres	9 775	2 786	26 203	5 554
Autres passifs	6 599	1 984	17 218	3 707
Débiteures subordonnées	174	77	481	177
	16 548	4 847	43 902	9 438
Revenu net d'intérêt	6 286	5 890	18 587	16 435
Revenus autres que d'intérêt				
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 848	1 233	5 086	2 866
Revenus tirés des activités de négociation	485	(128)	1 984	475
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 099	1 857	6 238	5 710
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 034	1 028	3 049	3 279
Commissions de courtage en valeurs mobilières	362	344	1 100	1 132
Frais bancaires	529	499	1 551	1 464
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	472	369	1 442	1 577
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	289	250	1 044	772
Revenus sur cartes	334	314	938	893
Commissions de crédit	342	301	1 078	1 175
Profits nets sur les titres de placement	27	28	191	66
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	(37)	33	4	86
Autres	419	114	811	488
	8 203	6 242	24 516	19 983
Total des revenus	14 489	12 132	43 103	36 418
Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5)	616	340	1 748	103
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 379	850	3 930	1 667
Frais autres que d'intérêt				
Ressources humaines (note 8)	4 794	3 858	14 270	12 145
Matériel	611	514	1 769	1 528
Frais d'occupation	411	381	1 230	1 153
Communications	324	277	923	763
Honoraires	592	373	1 517	1 039
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	369	342	1 118	1 015
Autres	760	641	2 203	1 757
	7 861	6 386	23 030	19 400
Bénéfice avant impôt	4 633	4 556	14 395	15 248
Impôt sur le résultat (note 9)	761	979	3 660	3 323
Bénéfice net	3 872 \$	3 577 \$	10 735 \$	11 925 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires	3 870 \$	3 575 \$	10 730 \$	11 918 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2	2	5	7
	3 872 \$	3 577 \$	10 735 \$	11 925 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	2,74 \$	2,52 \$	7,61 \$	8,33 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	2,73	2,51	7,60	8,31
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,35	1,28	3,99	3,68

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022
Bénéfice net	3 872 \$	3 577 \$	10 735 \$	11 925 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(85)	(247)	527	(1 392)
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(3)	(2)	(3)	(13)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(21)	(5)	(134)	(34)
	(109)	(254)	390	(1 439)
Écarts de change				
Profits (pertes) de change latents	(1 878)	(459)	(1 296)	1 213
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	722	213	175	(157)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	(160)	-	(160)	(18)
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	146	-	146	17
	(1 170)	(246)	(1 135)	1 055
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie				
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	10	(296)	(581)	671
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(7)	46	79	194
	3	(250)	(502)	865
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :				
Réévaluations des profits (pertes) des régimes d'avantages du personnel (1), (note 8)	147	(319)	(212)	729
Profits nets (pertes nettes) résultant des variations de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(388)	324	(875)	1 357
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	10	18	53
	(241)	15	(1 069)	2 139
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	(1 517)	(735)	(2 316)	2 620
Total du résultat global	2 355 \$	2 842 \$	8 419 \$	14 545 \$
Total du résultat global attribuable aux :				
Actionnaires	2 356 \$	2 841 \$	8 417 \$	14 536 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	1	2	9
	2 355 \$	2 842 \$	8 419 \$	14 545 \$

(1) Comprend un montant de (9) millions de dollars qui a été reclassé des autres éléments du résultat global aux bénéfices non distribués.

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022
Impôt sur les autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(71)\$	(20)\$	120 \$	(388)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(1)	-	-	(2)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(8)	(3)	(38)	(7)
Profits (pertes) de change latents	(1)	-	-	-
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	267	75	203	(43)
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	45	-	45	6
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	10	(112)	(130)	251
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(2)	17	32	70
Profits (pertes) de réévaluations des régimes d'avantages du personnel	55	(115)	(17)	252
Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(150)	114	(337)	480
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(1)	(7)	14	(8)
Total de la charge (l'économie) d'impôt	143 \$	(51)\$	(108)\$	611 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2023									
	Autres composantes des capitaux propres									
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composants des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	7 323 \$	17 984 \$	(4) \$	(1 858) \$	5 723 \$	1 889 \$	5 754 \$	111 256 \$	98 \$	111 354 \$
Solde au début de la période										
Variation des capitaux propres										
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	686	–	–	–	–	–	686	–	686
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	72	–	–	–	–	955	–	955
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(61)	–	–	–	–	(975)	–	(975)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	–	–	–	(1 885)	–	(1 885)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	(58)	(2)	(60)
Autres	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–	(1)
Bénéfice net	–	–	–	–	–	–	–	3 870	2	3 872
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	(109)	(1 167)	3	(1 273)	(1 514)	(3)	(1 517)
Solde à la fin de la période	7 323 \$	18 670 \$	7 \$	(1 967) \$	4 556 \$	1 892 \$	4 481 \$	112 334 \$	95 \$	112 429 \$

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022

	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composants des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	7 323 \$	17 488 \$	(25) \$	(174) \$	75 931 \$	(1 273) \$	3 353 \$	1 681 \$	3 761 \$	104 304 \$	101 \$	104 405 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	-	8	-	-	-	-	-	-	-	8	-	8
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(129)	-	-	(1 209)	-	-	-	-	(1 338)	-	(1 338)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	-	-	194	1 181	-	-	-	-	-	1 375	-	1 375
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	-	-	(164)	(1 282)	-	-	-	-	-	(1 446)	-	(1 446)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 784)	-	-	-	-	(1 784)	-	(1 784)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	(58)	-	-	-	-	(58)	(2)	(60)
Autres	-	-	-	-	(4)	-	-	-	-	(4)	-	(4)
Bénéfice net	-	-	-	-	3 575	-	-	-	-	3 575	2	3 577
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	15	(254)	(245)	(250)	(749)	(734)	(1)	(735)
Solde à la fin de la période	7 323 \$	17 367 \$	5 \$	(275) \$	76 466 \$	(1 527) \$	3 108 \$	1 431 \$	3 012 \$	103 898 \$	100 \$	103 998 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023												
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composants des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)												
Solde au début de la période	7 323 \$	17 318 \$	(5) \$	(334) \$	78 037 \$	(2 357) \$	5 688 \$	2 394 \$	5 725 \$	108 064 \$	111 \$	108 175 \$
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	1 352	–	–	1	–	–	–	–	1 353	–	1 353
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	4	–	–	–	–	4	–	4
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(5 550)	–	–	–	–	(5 550)	–	(5 550)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(169)	–	–	–	–	(169)	(18)	(187)
Autres	–	–	–	–	27	–	–	–	–	27	–	27
Bénéfice net	–	–	–	–	10 730	–	–	–	–	10 730	5	10 735
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(1 069)	390	(1 132)	(502)	(1 244)	(2 313)	(3)	(2 316)
Solde à la fin de la période	7 323 \$	18 670 \$	7 \$	(158) \$	82 011 \$	(1 967) \$	4 556 \$	1 892 \$	4 481 \$	112 334 \$	95 \$	112 429 \$

	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022											
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composants des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	6 723 \$	17 728 \$	(39)\$	(73)\$	71 795 \$	(88)\$	2 055 \$	566 \$	2 533 \$	98 667 \$	95 \$	98 762 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	750	50	-	-	(1)	-	-	-	-	799	-	799
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(411)	-	-	(4 033)	-	-	-	-	(4 444)	-	(4 444)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(150)	-	-	-	(5)	-	-	-	-	(155)	-	(155)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	-	-	502	3 888	-	-	-	-	-	4 390	-	4 390
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	-	-	(458)	(4 090)	-	-	-	-	-	(4 548)	-	(4 548)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	2	-	-	-	-	2	-	2
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(5 172)	-	-	-	-	(5 172)	-	(5 172)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	(180)	-	-	-	-	(180)	(4)	(184)
Autres	-	-	-	-	3	-	-	-	-	3	-	3
Bénéfice net	-	-	-	-	11 918	-	-	-	-	11 918	7	11 925
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	2 139	(1 439)	1 053	865	479	2 618	2	2 620
Solde à la fin de la période	7 323 \$	17 367 \$	5 \$	(275)\$	76 466 \$	(1 527)\$	3 108 \$	1 431 \$	3 012 \$	103 898 \$	100 \$	103 998 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	3 872 \$	3 577 \$	10 735 \$	11 925 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres				
Dotation à la provision pour pertes de crédit	616	340	1 748	103
Amortissement	324	314	952	941
Impôt différé	168	(237)	(183)	408
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	383	343	1 155	1 022
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	37	(33)	(3)	(85)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(27)	(28)	(191)	(66)
Pertes (profits) à la cession d'activités	(92)	(11)	(92)	(100)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation				
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	457	(40)	1 189	(783)
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(168)	(167)	1 784	(246)
Impôt exigible	(749)	29	(158)	(3 061)
Actifs dérivés	8 235	34 146	38 362	(26 517)
Passifs dérivés	(6 654)	(31 673)	(35 837)	28 429
Titres détenus à des fins de transaction	(40 396)	1 810	(28 398)	(2 716)
Prêts, déduction faite de la titrisation	(4 690)	(21 959)	(17 120)	(78 916)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(11 912)	(1 867)	(29 306)	(10 662)
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	42 907	1 811	60 518	18 948
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	605	(960)	1 142	663
Dépôts, déduction faite de la titrisation	5 618	26 954	27 974	78 323
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	1 290	3 032	(1 879)	4 131
Autres	9 212	(2 261)	4 810	550
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	9 036	13 120	37 202	22 291
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(5 770)	(29 316)	2 179	(18 507)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	39 464	25 257	116 661	72 752
Achat de titres de placement	(56 943)	(30 653)	(145 776)	(86 876)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(557)	(586)	(1 962)	(1 729)
Produit net reçu (trésorerie transférée) de cessions	1 712	(408)	1 712	(313)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(22 094)	(35 706)	(27 186)	(34 673)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Emission de débentures subordonnées	–	–	1 500	1 000
Remboursement de débentures subordonnées	(110)	–	(170)	–
Emission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	16	8	58	46
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(1 338)	–	(4 444)
Emission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	–	–	–	749
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	(155)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	955	1 375	3 421	4 390
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(975)	(1 446)	(3 233)	(4 548)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(1 234)	(1 754)	(4 327)	(5 118)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(2)	(18)	(4)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(2 758)	128	(376)	129
Remboursement d'obligations locatives	(167)	(166)	(496)	(483)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(4 275)	(3 195)	(3 641)	(8 438)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(1 508)	(1 038)	1 586	(3 916)
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(18 841)	(26 819)	7 961	(24 736)
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	99 199	115 929	72 397	113 846
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	80 358 \$	89 110 \$	80 358 \$	89 110 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :				
Intérêts versés	16 018 \$	3 705 \$	39 040 \$	7 233 \$
Intérêts reçus	21 696	9 223	58 252	22 824
Dividendes reçus	921	746	2 541	2 291
Impôt sur le résultat payé	1 470	1 130	3 878	6 466

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes en raison d'exigences réglementaires ou de restrictions contractuelles imposées par les banques centrales, d'autres organismes de réglementation et d'autres contreparties. Le total des soldes était de 2 milliards de dollars au 31 juillet 2023 (3 milliards au 30 avril 2023; 2 milliards au 31 octobre 2022; 2 milliards au 31 juillet 2022; 2 milliards au 31 octobre 2021).

Note 1 Informations générales

La Banque Royale du Canada et ses filiales (la Banque) offrent, à l'échelle mondiale, des services financiers diversifiés, dont des produits et services des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux. Se reporter à la note 13 pour en savoir davantage sur nos secteurs d'exploitation.

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2022 et les notes annexes présentés aux pages 150 à 256 de notre rapport annuel 2022. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf indication contraire. Le 23 août 2023, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2022. Nos principales méthodes comptables et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022 et des mises à jour sont fournies ci-dessous.

Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

IFRS 17 Contrats d'assurance (IFRS 17)

En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17 afin d'établir une norme complète fournissant des indications quant à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des contrats d'assurance émis et des contrats de réassurance détenus. Cette norme remplacera IFRS 4 *Contrats d'assurance* (IFRS 4). En juin 2020, l'IASB a publié des modifications à IFRS 17, visant notamment à reporter la date d'entrée en vigueur de deux ans. En ce qui nous concerne, la nouvelle norme entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2023 et devra être appliquée rétrospectivement.

Aux termes d'IFRS 17, les contrats d'assurance sont définis comme des contrats en vertu desquels nous prenons en charge un risque d'assurance important pour un titulaire en convenant d'indemniser le titulaire de la police si un événement futur incertain spécifié porte préjudice au titulaire. Les dérivés incorporés, les composants investissements et les promesses de fournir des services autres que des services prévus au contrat d'assurance, à condition que certains critères soient respectés, sont séparés de l'évaluation des contrats d'assurance et de réassurance. Les contrats d'assurance et de réassurance sont regroupés dans des portefeuilles qui comportent des risques similaires et sont gérés ensemble, puis ils sont subdivisés en groupes en fonction de la période à laquelle ils ont été émis et de la rentabilité. Les groupes sont présentés et évalués séparément au moyen d'un des trois modèles d'évaluation, selon les caractéristiques des contrats :

- La méthode des honoraires variables est utilisée pour évaluer les contrats d'assurance avec participation directe.
- La méthode de la répartition des primes peut être utilisée pour évaluer les contrats d'assurance et les contrats de réassurance détenus pour une courte durée d'un an ou moins.
- La méthode d'évaluation générale est utilisée pour tous les autres contrats.

Selon la méthode d'évaluation générale et la méthode des honoraires variables, les passifs au titre de la couverture restante et les passifs au titre des sinistres survenus relativement aux groupes de contrats sont évalués en fonction de la somme des flux de trésorerie d'exécution et de la marge sur services contractuels, qui sont recalculés à la clôture de chaque période de présentation de l'information. Les flux de trésorerie d'exécution correspondent à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs et à un ajustement au titre du risque non financier. En ce qui a trait aux contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis pour la couverture d'assurance fournie. Pour ce qui est des contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net à l'achat de contrat de réassurance. Selon la méthode de la répartition des primes, le passif au titre de la couverture restante pour chaque groupe est calculé comme les primes reçues, moins le produit des activités d'assurance comptabilisé pour les services fournis, alors que le passif au titre des sinistres survenus est calculé comme les flux de trésorerie d'exécution au titre des sinistres survenus, plus tout ajustement apporté à un composant financement. Les pertes sur le groupe de contrats d'assurance déficitaires sont immédiatement comptabilisées dans les états consolidés du résultat net, et ce, sans égard au modèle d'évaluation utilisé.

Les principales différences entre IFRS 17 et IFRS 4 sont les suivantes :

- Les nouveaux profits sont différés et évalués en fonction de la composante de la marge sur services contractuels au titre des passifs liés aux contrats d'assurance, et amortis dans le bénéfice au fur et à mesure que les services prévus au contrat d'assurance sont fournis; alors que les pertes sont immédiatement comptabilisées dans le bénéfice. Aux termes d'IFRS 4, les profits et les pertes sont immédiatement comptabilisés dans le bénéfice. Le 18 juillet 2023, le BSIF a publié des lignes directrices réglementaires pour autoriser l'inclusion de la marge sur services contractuels dans le calcul des fonds propres CET1 et des ratios connexes; par conséquent, nous ne prévoyons aucune incidence sur les mesures des fonds propres du fait d'une telle diminution des bénéfices non distribués découlant de la marge sur services contractuels.
- Les taux d'actualisation utilisés pour calculer la valeur actualisée des passifs au titre des contrats d'assurance sont établis selon les caractéristiques des contrats d'assurance, contrairement à IFRS 4 dont les taux sont fondés sur les actifs à l'appui des passifs.
- La présentation et les informations à fournir devraient changer du fait des nouvelles exigences.

L'incidence globale de l'application de la marge sur services contractuels, ainsi que l'incidence d'autres mesures d'évaluation sur nos actifs et nos passifs, devrait se traduire par une diminution des bénéfices non distribués à l'adoption d'IFRS 17. Même si IFRS 17 a une incidence sur le moment de la comptabilisation des profits sur les contrats d'assurance, il n'y en aura aucune sur le profit total comptabilisé sur la durée de vie de ces contrats.

Transition

À l'adoption d'IFRS 17, nous appliquerons la norme de façon rétrospective en ajustant nos bilans consolidés au 1^{er} novembre 2022, et nous retraiterons les données comparatives au 31 octobre 2023 et pour l'exercice clos à cette date. L'approche rétrospective intégrale sera appliquée à tous les contrats d'assurance et de réassurance, à moins que cela ne s'avère impossible. Si cette approche ne peut être mise en œuvre, nous utiliserons plutôt l'approche axée sur la juste valeur, qui calcule la marge sur services contractuels ou l'élément de perte du passif au titre de la couverture restante comme la différence entre la juste valeur d'un groupe de contrats et les flux de trésorerie d'exécution évalués à la date de transition.

Comme le permet IFRS 17, nous prévoyons également modifier le classement et l'évaluation de certains actifs financiers admissibles détenus relativement à une activité liée aux contrats d'assurance à l'adoption d'IFRS 17. Nous appliquerons ces modifications de manière rétrospective en ajustant nos bilans consolidés au 1^{er} novembre 2023, date de l'application initiale d'IFRS 17, sans retraitement des données comparatives.

La quantification de l'incidence de la transition est en cours, et nous prévoyons fournir une estimation dans notre rapport annuel 2023.

Réforme des taux d'intérêt de référence

Dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence, la publication du taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) dans toutes les monnaies, y compris le dollar américain, a cessé le 30 juin 2023. Au 31 juillet 2023, et conformément à notre plan de transition, notre exposition aux instruments financiers indexés aux taux LIBOR libellés en dollar américain ne revêt plus d'importance dans le cadre de nos états financiers résumés.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 juillet 2023							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	81 356 \$	- \$	- \$	6 294 \$	6 294 \$	87 650 \$	87 650 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	165 913	10 690	-	-	-	-	176 603	176 603
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	-	-	116 382	942	78 698	72 692	196 022	190 016
	165 913	10 690	116 382	942	78 698	72 692	372 625	366 619
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	296 430	-	-	-	50 721	50 721	347 151	347 151
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	94	378	277	-	557 876	534 243	558 625	534 992
Prêts de gros	5 851	3 069	571	-	267 598	261 382	277 089	270 873
	5 945	3 447	848	-	825 474	795 625	835 714	805 865
Autres								
Dérivés	115 914	-	-	-	-	-	115 914	115 914
Autres actifs (1)	4 365	5	-	-	61 594	61 594	65 964	65 964
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	309 \$	26 452 \$			407 286 \$	405 156 \$	434 047 \$	431 917 \$
Entreprises et gouvernements (2)	201	139 696			596 833	595 211	736 730	735 108
Banques (3)	-	10 517			34 377	34 323	44 894	44 840
	510	176 665			1 038 496	1 034 690	1 215 671	1 211 865
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 653	-			-	-	36 653	36 653
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	301 752			32 713	32 713	334 465	334 465
Dérivés	117 244	-			-	-	117 244	117 244
Autres passifs (4)	(877)	19			89 225	89 193	88 367	88 335
Déventures subordonnées	-	-			11 202	11 072	11 202	11 072

	Au 31 octobre 2022							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	84 468 \$	- \$	- \$	23 543 \$	23 543 \$	108 011 \$	108 011 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	138 507	9 698	-	-	-	-	148 205	148 205
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	-	-	92 063	828	77 127	70 073	170 018	162 964
	138 507	9 698	92 063	828	77 127	70 073	318 223	311 169
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	264 665	-	-	-	53 180	53 180	317 845	317 845
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	73	375	218	-	546 767	521 428	547 433	522 094
Prêts de gros	6 914	3 222	563	-	261 833	253 816	272 532	264 515
	6 987	3 597	781	-	808 600	775 244	819 965	786 609
Autres								
Dérivés	154 439	-	-	-	-	-	154 439	154 439
Autres actifs (1)	3 377	-	-	-	73 084	73 084	76 461	76 461
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	298 \$	21 959 \$			382 675 \$	380 396 \$	404 932 \$	402 653 \$
Entreprises et gouvernements (2)	447	152 119			607 304	605 102	759 870	757 668
Banques (3)	-	7 196			36 816	36 758	44 012	43 954
	745	181 274			1 026 795	1 022 256	1 208 814	1 204 275
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 511	-			-	-	35 511	35 511
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	248 835			25 112	25 112	273 947	273 947
Dérivés	153 491	-			-	-	153 491	153 491
Autres passifs (4)	(360)	69			90 348	90 160	90 057	89 869
Débitures subordonnées	-	-			10 025	9 668	10 025	9 668

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 juillet 2023					31 octobre 2022				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	81 356 \$	– \$		\$ 81 356 \$	– \$	84 468 \$	– \$		\$ 84 468 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	18 595	2 067	–		20 662	15 024	3 779	–		18 803
Provinces et municipalités	–	14 148	–		14 148	–	13 257	–		13 257
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1), (2)	3 507	48 288	–		51 795	1 254	35 570	4		36 828
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	2 919	2 790	–		5 709	1 325	3 452	–		4 777
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2	–		2	–	2	–		2
Titres adossés à des actifs										
Titres non garantis par des créances	–	1 239	–		1 239	–	1 308	2		1 310
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	22 767	–		22 767	–	21 162	7		21 169
Titres de participation	55 847	2 255	2 179		60 281	46 592	3 593	1 874		52 059
	80 868	93 556	2 179		176 603	64 195	82 123	1 887		148 205
Titres de placement										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	1 175	3 659	–		4 834	1 226	2 555	–		3 781
Provinces et municipalités	–	2 582	–		2 582	–	2 124	–		2 124
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	102	62 377	–		62 479	440	43 918	–		44 358
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	6 417	–		6 417	–	5 144	–		5 144
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 521	30		2 551	–	2 860	28		2 888
Titres adossés à des actifs										
TGC (4)	–	7 618	–		7 618	–	7 524	–		7 524
Titres non garantis par des créances	–	432	–		432	–	524	–		524
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	29 328	141		29 469	–	25 569	151		25 720
Titres de participation	37	474	431		942	36	395	397		828
	1 314	115 408	602		117 324	1 702	90 613	576		92 891
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	296 430	–		296 430	–	264 665	–		264 665
Prêts	–	7 929	2 311		10 240	–	9 673	1 692		11 365
Autres										
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	35 685	237		35 922	–	39 804	263		40 067
Contrats de change	–	65 792	7		65 799	–	99 424	13		99 437
Dérivés de crédit	–	298	–		298	–	388	–		388
Autres contrats	2 811	13 327	98		16 236	3 939	14 786	62		18 787
Ajustements d'évaluation	–	(1 484)	3		(1 481)	–	(2 100)	45		(2 055)
Total des dérivés, montant brut	2 811	113 618	345		116 774	3 939	152 302	383		156 624
Ajustements de compensation					(860)					(2 185)
Total des dérivés					115 914					154 439
Autres actifs	1 453	2 906	11		4 370	1 221	2 141	15		3 377
	86 446 \$	711 203 \$	5 448 \$		(860) \$	802 237 \$	71 057 \$	685 985 \$	4 553 \$	(2 185) \$
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	– \$	26 480 \$	281 \$		\$ 26 761 \$	– \$	22 016 \$	241 \$		\$ 22 257 \$
Entreprises et gouvernements	–	139 897	–		139 897	–	152 566	–		152 566
Banques	–	10 517	–		10 517	–	7 196	–		7 196
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	15 005	21 648	–		36 653	16 383	19 128	–		35 511
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	301 752	–		301 752	–	248 835	–		248 835
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	36 323	869		37 192	–	39 592	1 122		40 714
Contrats de change	–	58 164	53		58 217	–	94 310	145		94 455
Dérivés de crédit	–	109	–		109	–	125	–		125
Autres contrats	3 408	19 256	539		23 203	3 847	16 663	847		21 357
Ajustements d'évaluation	–	(609)	(8)		(617)	–	(967)	(8)		(975)
Total des dérivés, montant brut	3 408	113 243	1 453		118 104	3 847	149 723	2 106		155 676
Ajustements de compensation					(860)					(2 185)
Total des dérivés					117 244					153 491
Autres passifs	400	(1 258)	–		(858)	341	(632)	–		(291)
	18 813 \$	612 279 \$	1 734 \$		(860) \$	631 966 \$	20 571 \$	598 832 \$	2 347 \$	(2 185) \$

(1) Au 31 juillet 2023, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 13 037 millions de dollars et à néant (12 273 millions et néant au 31 octobre 2022), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 21 641 millions et à 2 462 millions (23 362 millions et 2 755 millions au 31 octobre 2022).

(2) États-Unis.

(3) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

(4) Titres garantis par des créances (TGC).

Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2023, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 31 juillet 2023, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2022.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2023								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	19	–	–	–	(16)	–	(3)	–	–
Titres de participation	2 177	(37)	(28)	70	(9)	6	–	2 179	(13)
	2 196	(37)	(28)	70	(25)	6	(3)	2 179	(13)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	–	3	–	–	–	–	30	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	150	–	(9)	–	–	–	–	141	s.o.
Titres de participation	436	–	(6)	1	–	–	–	431	s.o.
	613	–	(12)	1	–	–	–	602	s.o.
Prêts	2 410	(28)	(58)	61	(71)	2	(5)	2 311	(13)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(638)	(14)	1	1	19	7	(8)	(632)	(8)
Contrats de change	(56)	3	(1)	(9)	11	–	6	(46)	2
Autres contrats	(413)	(43)	11	(23)	17	(37)	47	(441)	(45)
Ajustements d'évaluation	16	–	–	–	(5)	–	–	11	–
Autres actifs	13	–	–	–	(2)	–	–	11	–
	4 141 \$	(119)\$	(87)\$	101 \$	(56)\$	(22)\$	37 \$	3 995 \$	(77)\$
Passif									
Dépôts	(250)\$	1 \$	1 \$	(80)\$	13 \$	(16)\$	50 \$	(281)\$	5 \$
Autres									
Autres passifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(250)\$	1 \$	1 \$	(80)\$	13 \$	(16)\$	50 \$	(281)\$	5 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	16 \$	– \$	– \$	– \$	(6)\$	– \$	– \$	10 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	5	–	–	–	(2)	9	–	12	–
Titres de participation	1 759	(4)	(4)	84	(16)	–	–	1 819	(5)
	1 782	(4)	(4)	84	(24)	9	–	1 843	(5)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	21	–	1	–	–	–	–	22	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	–	3	–	–	–	–	152	s.o.
Titres de participation	349	–	(2)	2	–	–	–	349	s.o.
	519	–	2	2	–	–	–	523	s.o.
Prêts	782	4	(1)	136	(3)	9	(33)	894	7
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(663)	6	–	(7)	(8)	15	2	(655)	–
Contrats de change	24	(13)	(2)	1	(2)	9	10	27	(1)
Autres contrats	(436)	10	2	(23)	–	10	42	(395)	16
Ajustements d'évaluation	28	–	–	(7)	–	–	–	21	–
Autres actifs	15	–	–	–	–	–	–	15	–
	2 051 \$	3 \$	(3)\$	186 \$	(37)\$	52 \$	21 \$	2 273 \$	17 \$
Passif									
Dépôts	(157)\$	3 \$	– \$	(7)\$	6 \$	(39)\$	13 \$	(181)\$	5 \$
Autres									
Autres passifs	(3)	–	–	–	–	–	–	(3)	–
	(160)\$	3 \$	– \$	(7)\$	6 \$	(39)\$	13 \$	(184)\$	5 \$

	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	4 \$	– \$	– \$	– \$	(4)\$	– \$	– \$	– \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	(2)	–	–	–	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	7	–	–	2	(16)	17	(10)	–	–
Titres de participation	1 874	(159)	(34)	491	(41)	48	–	2 179	(130)
	1 887	(159)	(34)	493	(63)	65	(10)	2 179	(130)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	–	1	1	–	–	–	30	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	151	–	(2)	–	(8)	–	–	141	s.o.
Titres de participation	397	–	34	1	(1)	–	–	431	s.o.
	576	–	33	2	(9)	–	–	602	s.o.
Prêts	1 692	(54)	(35)	1 300	(452)	30	(170)	2 311	–
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(859)	(10)	6	(7)	194	30	14	(632)	(9)
Contrats de change	(132)	4	10	(8)	48	–	32	(46)	(2)
Autres contrats	(785)	(6)	21	(61)	83	(96)	403	(441)	(35)
Ajustements d'évaluation	53	–	–	–	(42)	–	–	11	–
Autres actifs	15	–	–	–	(4)	–	–	11	–
	2 447 \$	(225)\$	1 \$	1 719 \$	(245)\$	29 \$	269 \$	3 995 \$	(176)\$
Passif									
Dépôts	(241)\$	(26)\$	1 \$	(157)\$	19 \$	(67)\$	190 \$	(281)\$	(8)\$
Autres									
Autres passifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(241)\$	(26)\$	1 \$	(157)\$	19 \$	(67)\$	190 \$	(281)\$	(8)\$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) des autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	25 \$	– \$	1 \$	– \$	(16)\$	– \$	– \$	10 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	25	(2)	–	–	(7)	9	(13)	12	–
Titres de participation	1 530	74	30	245	(61)	1	–	1 819	75
	1 582	72	31	245	(84)	10	(13)	1 843	75
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	20	–	2	–	–	–	–	22	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	152	–	–	–	–	–	–	152	s.o.
Titres de participation	334	–	41	10	(1)	–	(35)	349	s.o.
	506	–	43	10	(1)	–	(35)	523	s.o.
Prêts	1 077	(9)	(33)	353	(465)	25	(54)	894	(54)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(635)	(151)	(2)	93	58	15	(33)	(655)	38
Contrats de change	47	(60)	(1)	22	10	9	–	27	(49)
Autres contrats	(393)	194	(9)	(138)	48	(183)	86	(395)	218
Ajustements d'évaluation	20	–	–	(7)	(11)	19	–	21	–
Autres actifs	–	–	–	15	–	–	–	15	–
	2 204 \$	46 \$	29 \$	593 \$	(445)\$	(105)\$	(49)\$	2 273 \$	228 \$
Passif									
Dépôts	(151)\$	(6)\$	(1)\$	(86)\$	23 \$	(75)\$	115 \$	(181)\$	10 \$
Autres									
Autres passifs	(7)	–	–	–	4	–	–	(3)	–
	(158)\$	(6)\$	(1)\$	(86)\$	27 \$	(75)\$	115 \$	(184)\$	10 \$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres de placement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ont été de 3 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2023 (profits de 9 millions au 31 juillet 2022) et profits de 33 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023 (profits de 53 millions au 31 juillet 2022), exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 juillet 2023 comprenait des actifs dérivés de 345 millions de dollars (571 millions au 31 juillet 2022) et des passifs dérivés de 1 453 millions (1 573 millions au 31 juillet 2022).

s.o. sans objet

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2023, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 151 millions de dollars détenues à des fins de négociation. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 1 vers le niveau 2.

Au cours des trimestres clos les 31 juillet 2023 et 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2023, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 435 millions de dollars détenues à titre de placements, des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 151 millions et des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 112 millions de dollars détenues à des fins de négociation. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 1 vers le niveau 2.

Au cours des périodes de neuf mois closes les 31 juillet 2023 et 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours des trimestres clos les 31 juillet 2023 et 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3 ni depuis le niveau 3 vers le niveau 2.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2023, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2022, les transferts importants depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient d'autres contrats en raison de changements dans l'observabilité des données sur le marché.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2023, les transferts importants depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient d'autres contrats et prêts en raison de changements dans l'observabilité des données sur le marché. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 3 vers le niveau 2.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022
Revenu d'intérêt et de dividende (1), (2)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	8 546 \$	2 879 \$	22 203 \$	5 873 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 383	312	3 439	513
Instruments financiers évalués au coût amorti	12 905	7 546	36 847	19 487
	22 834	10 737	62 489	25 873
Charge d'intérêt (1)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	7 531	2 346	20 046	4 292
Instruments financiers évalués au coût amorti	9 017	2 501	23 856	5 146
	16 548	4 847	43 902	9 438
Revenu net d'intérêt	6 286 \$	5 890 \$	18 587 \$	16 435 \$

(1) Exclut les montants suivants qui ont trait à nos activités d'assurance et qui sont inscrits au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires de l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net : pour le trimestre clos le 31 juillet 2023, revenu d'intérêt de 112 millions de dollars (143 millions au 31 juillet 2022) et charge d'intérêt de 13 millions (1 million au 31 juillet 2022); pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023, revenu d'intérêt de 344 millions (486 millions au 31 juillet 2022) et charge d'intérêt de 25 millions (4 millions au 31 juillet 2022).

(2) Inclut un revenu de dividende de 803 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2023 (730 millions au 31 juillet 2022) et de 2 396 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023 (2 170 millions au 31 juillet 2022), présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

Note 4 Titres

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ^{(1), (2)}

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2023				31 octobre 2022			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	5 144 \$	2 \$	(312)\$	4 834 \$	4 081 \$	1 \$	(301)\$	3 781 \$
Provinces et municipalités	3 117	5	(540)	2 582	2 685	6	(567)	2 124
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains	63 945	209	(1 675)	62 479	46 034	343	(2 019)	44 358
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	6 419	3	(5)	6 417	5 154	7	(17)	5 144
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 608	1	(58)	2 551	2 985	1	(98)	2 888
Titres adossés à des actifs								
TGC	7 674	4	(60)	7 618	7 741	3	(220)	7 524
Titres non garantis par des créances	439	2	(9)	432	547	–	(23)	524
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	29 496	47	(74)	29 469	25 852	51	(183)	25 720
Titres de participation	627	321	(6)	942	551	284	(7)	828
	119 469 \$	594 \$	(2 739)\$	117 324 \$	95 630 \$	696 \$	(3 435)\$	92 891 \$

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 78 698 millions de dollars au 31 juillet 2023 qui sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (77 127 millions au 31 octobre 2022).

(2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (23) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 juillet 2023 ((19) millions au 31 octobre 2022) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2023				le 31 juillet 2022			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	3 \$	2 \$	(25)\$	(20)\$	2 \$	2 \$	(17)\$	(13)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	1	(1)	–	–	1	(1)	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	1	–	–	1	1	–	–	1
Ventes et arrivées à échéance	–	(1)	–	(1)	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(2)	(1)	(2)	(5)	(2)	–	(2)	(4)
Écart de change et autres	–	1	1	2	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	3 \$	– \$	(26)\$	(23)\$	2 \$	1 \$	(19)\$	(16)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2023				le 31 juillet 2022			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	3 \$	1 \$	(23)\$	(19)\$	2 \$	1 \$	(12)\$	(9)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	1	(1)	–	–	1	(1)	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	4	–	–	4	2	–	–	2
Ventes et arrivées à échéance	(1)	(1)	–	(2)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(3)	1	(7)	(9)	(1)	–	(7)	(8)
Écart de change et autres	(1)	–	4	3	(1)	1	–	–
Solde à la fin de la période	3 \$	– \$	(26)\$	(23)\$	2 \$	1 \$	(19)\$	(16)\$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2023				le 31 juillet 2022			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	9 \$	13 \$	– \$	22 \$	9 \$	16 \$	– \$	25 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	3	–	–	3	1	–	–	1
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	2	–	1	(3)	(2)	–	(5)
Écart de change et autres	(1)	(1)	–	(2)	–	1	–	1
Solde à la fin de la période	10 \$	14 \$	– \$	24 \$	7 \$	15 \$	– \$	22 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2023				le 31 juillet 2022			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	8 \$	14 \$	– \$	22 \$	5 \$	18 \$	– \$	23 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	8	–	–	8	9	–	–	9
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(6)	1	–	(5)	(6)	(4)	–	(10)
Écart de change et autres	–	(1)	–	(1)	–	1	–	1
Solde à la fin de la période	10 \$	14 \$	– \$	24 \$	7 \$	15 \$	– \$	22 \$

Note 4 Titres (suite)**Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque**

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2022.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2023				31 octobre 2022			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	
Titres de placement								
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Qualité investissement	115 552 \$	1 \$	– \$	115 553 \$	91 177 \$	56 \$	– \$	91 233 \$
Qualité inférieure	688	–	–	688	680	–	–	680
Titres dépréciés	–	–	141	141	–	–	150	150
	116 240	1	141	116 382	91 857	56	150	92 063
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				942				828
				117 324 \$				92 891 \$
Titres au coût amorti								
Qualité investissement	77 572 \$	– \$	– \$	77 572 \$	76 035 \$	– \$	– \$	76 035 \$
Qualité inférieure	948	202	–	1 150	898	216	–	1 114
Titres dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
	78 520	202	–	78 722	76 933	216	–	77 149
Correction de valeur pour pertes de crédit	10	14	–	24	8	14	–	22
	78 510 \$	188 \$	– \$	78 698 \$	76 925 \$	202 \$	– \$	77 127 \$

(1) Rend compte des titres dépréciés acquis de 141 millions de dollars (150 millions au 31 octobre 2022).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit**Correction de valeur pour pertes de crédit**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 31 juillet 2023					le 31 juillet 2022				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	480 \$	(5)\$	(4)\$	(8)\$	463 \$	388 \$	51 \$	(7)\$	(3)\$	429 \$
Prêts aux particuliers	1 165	97	(106)	(4)	1 152	943	107	(60)	–	990
Prêts sur cartes de crédit	980	154	(117)	–	1 017	795	128	(89)	1	835
Prêts aux petites entreprises	225	23	(11)	(2)	235	179	10	(5)	3	187
Prêts de gros	1 886	349	(117)	(67)	2 051	1 541	63	(39)	(25)	1 540
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	41	1	–	(1)	41	41	(12)	–	1	30
	4 777 \$	619 \$	(355)\$	(82)\$	4 959 \$	3 887 \$	347 \$	(200)\$	(23)\$	4 011 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	4 332 \$				4 495 \$	3 566 \$				3 667 \$
Autres passifs – Dotations	397				416	275				309
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	41				41	41				30
Autres composantes des capitaux propres	7				7	5				5

Pour les périodes de neuf mois closes										
(en millions de dollars canadiens)	le 31 juillet 2023					le 31 juillet 2022				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	432 \$	57 \$	(13)\$	(13)\$	463 \$	416 \$	29 \$	(19)\$	3 \$	429 \$
Prêts aux particuliers	1 043	402	(287)	(6)	1 152	1 079	86	(172)	(3)	990
Prêts sur cartes de crédit	893	459	(334)	(1)	1 017	875	201	(243)	2	835
Prêts aux petites entreprises	194	70	(27)	(2)	235	177	18	(15)	7	187
Prêts de gros	1 574	779	(188)	(114)	2 051	1 797	(171)	(60)	(26)	1 540
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	45	(4)	–	–	41	75	(46)	–	1	30
	4 181 \$	1 763 \$	(849)\$	(136)\$	4 959 \$	4 419 \$	117 \$	(509)\$	(16)\$	4 011 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	3 753 \$				4 495 \$	4 089 \$				3 667 \$
Autres passifs – Dotations	378				416	241				309
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	45				41	75				30
Autres composantes des capitaux propres	5				7	14				5

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2023				le 31 juillet 2022			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	238 \$	103 \$	139 \$	480 \$	184 \$	71 \$	133 \$	388 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	38	(38)	–	–	22	(17)	(5)	–
Transferts vers le stade 2	(4)	6	(2)	–	(2)	3	(1)	–
Transferts vers le stade 3	–	(4)	4	–	–	(5)	5	–
Originations	22	–	–	22	55	–	–	55
Arrivées à échéance	(4)	(4)	–	(8)	(6)	(1)	–	(7)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(63)	29	15	(19)	(21)	21	3	3
Sorties du bilan	–	–	(7)	(7)	–	–	(9)	(9)
Recouvrements	–	–	3	3	–	–	2	2
Écart de change et autres	–	(2)	(6)	(8)	(2)	–	(1)	(3)
Solde à la fin de la période	227 \$	90 \$	146 \$	463 \$	230 \$	72 \$	127 \$	429 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	298 \$	747 \$	120 \$	1 165 \$	310 \$	550 \$	83 \$	943 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	177	(177)	–	–	132	(131)	(1)	–
Transferts vers le stade 2	(20)	21	(1)	–	(30)	30	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(13)	13	–	–	(12)	12	–
Originations	31	–	–	31	30	–	–	30
Arrivées à échéance	(10)	(32)	–	(42)	(16)	(24)	–	(40)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(182)	189	101	108	(133)	200	50	117
Sorties du bilan	–	–	(135)	(135)	–	–	(94)	(94)
Recouvrements	–	–	29	29	–	–	34	34
Écart de change et autres	(2)	1	(3)	(4)	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	292 \$	736 \$	124 \$	1 152 \$	293 \$	613 \$	84 \$	990 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	199 \$	781 \$	– \$	980 \$	169 \$	626 \$	– \$	795 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	120	(120)	–	–	99	(99)	–	–
Transferts vers le stade 2	(31)	31	–	–	(21)	21	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(103)	103	–	(1)	(87)	88	–
Originations	3	–	–	3	1	–	–	1
Arrivées à échéance	(3)	(9)	–	(12)	(1)	(8)	–	(9)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(92)	241	14	163	(71)	207	–	136
Sorties du bilan	–	–	(164)	(164)	–	–	(132)	(132)
Recouvrements	–	–	47	47	–	–	43	43
Écart de change et autres	–	–	–	–	–	–	1	1
Solde à la fin de la période	196 \$	821 \$	– \$	1 017 \$	175 \$	660 \$	– \$	835 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	76 \$	79 \$	70 \$	225 \$	77 \$	66 \$	36 \$	179 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	9	(9)	–	–	9	(9)	–	–
Transferts vers le stade 2	(4)	4	–	–	(4)	4	–	–
Transferts vers le stade 3	1	(3)	2	–	(1)	–	1	–
Originations	12	–	–	12	8	–	–	8
Arrivées à échéance	(4)	(4)	–	(8)	(6)	(7)	–	(13)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(13)	11	21	19	(8)	12	11	15
Sorties du bilan	–	–	(14)	(14)	–	–	(7)	(7)
Recouvrements	–	–	3	3	–	–	2	2
Écart de change et autres	1	–	(3)	(2)	3	3	(3)	3
Solde à la fin de la période	78 \$	78 \$	79 \$	235 \$	78 \$	69 \$	40 \$	187 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	668 \$	632 \$	586 \$	1 886 \$	483 \$	590 \$	468 \$	1 541 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	45	(44)	(1)	–	66	(66)	–	–
Transferts vers le stade 2	(28)	29	(1)	–	(14)	15	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(3)	(17)	20	–	–	(21)	21	–
Originations	169	–	–	169	165	–	–	165
Arrivées à échéance	(129)	(76)	–	(205)	(103)	(68)	–	(171)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(34)	208	211	385	(48)	130	(13)	69
Sorties du bilan	–	–	(126)	(126)	–	–	(48)	(48)
Recouvrements	–	–	9	9	–	–	9	9
Écart de change et autres	(10)	(10)	(47)	(67)	(5)	(5)	(15)	(25)
Solde à la fin de la période	678 \$	722 \$	651 \$	2 051 \$	544 \$	575 \$	421 \$	1 540 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2023				le 31 juillet 2022			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	235 \$	65 \$	132 \$	432 \$	186 \$	92 \$	138 \$	416 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	70	(70)	–	–	82	(67)	(15)	–
Transferts vers le stade 2	(23)	31	(8)	–	(8)	10	(2)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(9)	10	–	(1)	(20)	21	–
Originations	65	–	–	65	114	–	–	114
Arrivées à échéance	(12)	(6)	–	(18)	(18)	(5)	–	(23)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(107)	80	37	10	(125)	60	3	(62)
Sorties du bilan	–	–	(23)	(23)	–	–	(29)	(29)
Recouvrements	–	–	10	10	–	–	10	10
Écart de change et autres	–	(1)	(12)	(13)	–	2	1	3
Solde à la fin de la période	227 \$	90 \$	146 \$	463 \$	230 \$	72 \$	127 \$	429 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	285 \$	661 \$	97 \$	1 043 \$	422 \$	569 \$	88 \$	1 079 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	474	(473)	(1)	–	459	(457)	(2)	–
Transferts vers le stade 2	(63)	65	(2)	–	(91)	91	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(38)	39	–	(1)	(37)	38	–
Originations	79	–	–	79	78	–	–	78
Arrivées à échéance	(32)	(82)	–	(114)	(54)	(74)	–	(128)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(450)	604	283	437	(520)	521	135	136
Sorties du bilan	–	–	(371)	(371)	–	–	(269)	(269)
Recouvrements	–	–	84	84	–	–	97	97
Écart de change et autres	–	(1)	(5)	(6)	–	–	(3)	(3)
Solde à la fin de la période	292 \$	736 \$	124 \$	1 152 \$	293 \$	613 \$	84 \$	990 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	177 \$	716 \$	– \$	893 \$	233 \$	642 \$	– \$	875 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	409	(409)	–	–	374	(374)	–	–
Transferts vers le stade 2	(73)	73	–	–	(72)	72	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(295)	296	–	(2)	(238)	240	–
Originations	10	–	–	10	7	–	–	7
Arrivées à échéance	(5)	(24)	–	(29)	(4)	(22)	–	(26)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(320)	760	38	478	(362)	580	2	220
Sorties du bilan	–	–	(465)	(465)	–	–	(370)	(370)
Recouvrements	–	–	131	131	–	–	127	127
Écart de change et autres	(1)	–	–	(1)	1	–	1	2
Solde à la fin de la période	196 \$	821 \$	– \$	1 017 \$	175 \$	660 \$	– \$	835 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	73 \$	73 \$	48 \$	194 \$	88 \$	55 \$	34 \$	177 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	27	(27)	–	–	18	(18)	–	–
Transferts vers le stade 2	(11)	11	–	–	(12)	12	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(7)	7	–	(1)	(2)	3	–
Originations	28	–	–	28	25	–	–	25
Arrivées à échéance	(11)	(14)	–	(25)	(17)	(19)	–	(36)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(31)	39	59	67	(31)	36	24	29
Sorties du bilan	–	–	(35)	(35)	–	–	(22)	(22)
Recouvrements	–	–	8	8	–	–	7	7
Écart de change et autres	3	3	(8)	(2)	8	5	(6)	7
Solde à la fin de la période	78 \$	78 \$	79 \$	235 \$	78 \$	69 \$	40 \$	187 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	597 \$	585 \$	392 \$	1 574 \$	566 \$	794 \$	437 \$	1 797 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	145	(144)	(1)	–	334	(331)	(3)	–
Transferts vers le stade 2	(63)	65	(2)	–	(55)	56	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(7)	(44)	51	–	(2)	(48)	50	–
Originations	481	–	–	481	448	–	–	448
Arrivées à échéance	(345)	(205)	–	(550)	(301)	(259)	–	(560)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(120)	477	491	848	(444)	354	31	(59)
Sorties du bilan	–	–	(212)	(212)	–	–	(97)	(97)
Recouvrements	–	–	24	24	–	–	37	37
Écart de change et autres	(10)	(12)	(92)	(114)	(2)	9	(33)	(26)
Solde à la fin de la période	678 \$	722 \$	651 \$	2 051 \$	544 \$	575 \$	421 \$	1 540 \$

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)**Données et hypothèses clés**

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 2 et 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022.

Notre scénario de base tient compte de la hausse des taux de chômage, de l'inflation élevée, bien qu'en diminution, et de la hausse du taux directeur de la banque centrale, qui entraîneront de légères récessions au Canada et aux États-Unis au cours de l'année civile 2023. On s'attend à ce qu'il n'y ait aucune autre hausse des taux d'intérêt par les banques centrales au Canada et aux États-Unis. Notre scénario de base tient également compte de perspectives favorables quant au prix des maisons au Canada à court terme et de baisses à court terme des prix de l'immobilier commercial.

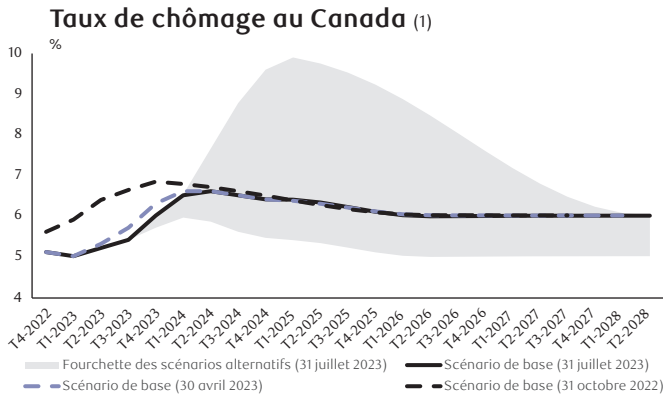
Les scénarios de fluctuation à la baisse, y compris deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour les secteurs de l'énergie et de l'immobilier, reflètent la possibilité d'un choc macroéconomique plus sévère à compter du quatrième trimestre civil de 2023 par rapport à notre scénario de base. Dans ces scénarios, les conditions devraient se détériorer par rapport à ce qu'elles étaient au troisième trimestre civil de 2023 pour une période d'au plus 18 mois, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision. La possibilité d'une récession plus sévère et d'une reprise plus longue par rapport à notre scénario de base, ce qui comprend l'éventualité que des mesures monétaires supplémentaires en réponse à la flambée d'inflation augmente le risque de crédit, est prise en compte dans notre scénario à la baisse général.

Le scénario de fluctuation à la hausse reflète une croissance économique légèrement supérieure à celle du scénario de base, et ce, sans autre intervention de la politique monétaire pour la freiner, comparativement à notre scénario de base, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

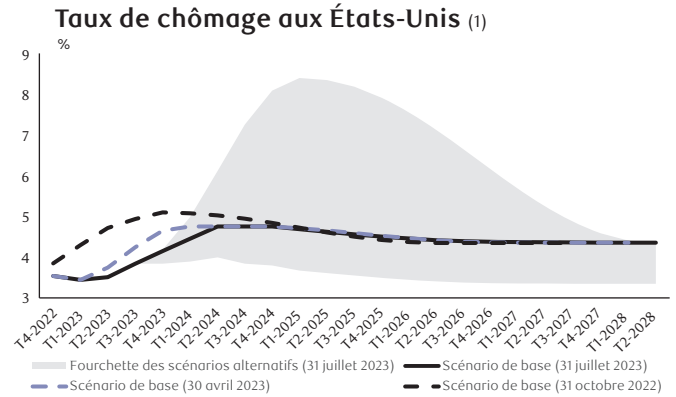
Nous avons augmenté la pondération de nos scénarios de fluctuation à la baisse par rapport au 30 avril 2023 afin de tenir compte d'un accroissement de l'incertitude à l'égard des taux d'intérêt et de la probabilité accrue de récessions plus graves, reflétées dans nos scénarios de fluctuation à la baisse, par rapport à la légère récession prévue dans notre scénario de base.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions pour les trimestres civils concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

- **Taux de chômage** – Selon notre scénario de base, les taux de chômage au troisième trimestre civil de 2023 devraient augmenter pour atteindre 5,4 % au Canada et 3,9 % aux États-Unis, culminer à 6,6 % au Canada et à 4,8 % aux États-Unis au deuxième trimestre de 2024, et revenir à l'équilibre à long terme vers la fin de notre horizon prévisionnel.

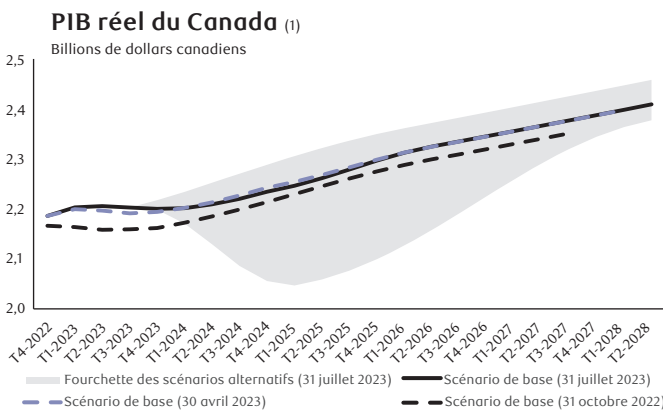


(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

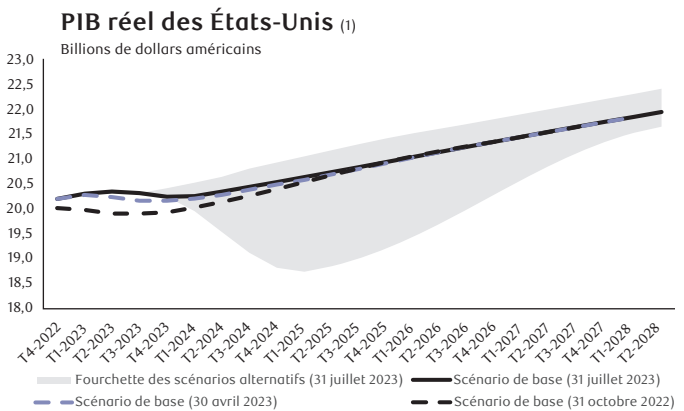


(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, la croissance du PIB au Canada et aux États-Unis devrait ralentir, et le Canada et les États-Unis devraient connaître de légères récessions au cours des troisième et quatrième trimestres civils de 2023. Le PIB au quatrième trimestre civil de 2023 devrait être de 0,7 % et de 0,2 % supérieur à celui du quatrième trimestre de 2022 au Canada et aux États-Unis, respectivement.



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2012 pour les trimestres civils présentés.



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2012 pour les trimestres civils présentés.

- **Prix du pétrole (West Texas Intermediate en \$ US)** – Selon notre scénario de base, les prix du pétrole devraient s'établir en moyenne à 75 \$ le baril pour les 12 prochains mois à partir du troisième trimestre civil de 2023 et à 68 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Les prix moyens figurant dans nos scénarios de fluctuation à la baisse et à la hausse varient de 27 \$ à 91 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 42 \$ à 72 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 30 avril 2023, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 82 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 70 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2022, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 88 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 72 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes.
- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient augmenter de 2,3 % au cours des 12 prochains mois à partir du troisième trimestre civil de 2023 et afficher un taux de croissance annuel composé de 4,2 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse du secteur de l'immobilier, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (30,0) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 9,6 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 30 avril 2023, notre scénario de base prévoyait une augmentation du prix des maisons de 1,8 % pour les 12 prochains mois et de 4,8 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2022, notre scénario de base prévoyait une contraction de (1,0) % des prix des maisons à partir du quatrième trimestre civil de 2022 pour les 12 prochains mois et une hausse de 5,2 % du prix des maisons pour les 2 à 5 années suivantes.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 *Instruments financiers* relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2022.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2023				31 octobre 2022			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts de détail								
Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels								
Risque faible	345 290 \$	3 861 \$	– \$	349 151 \$	340 716 \$	2 573 \$	– \$	343 289 \$
Risque moyen	18 059	1 734	–	19 793	15 035	1 932	–	16 967
Risque élevé	1 523	4 437	–	5 960	1 188	3 125	–	4 313
Non notés (1)	52 291	1 137	–	53 428	51 915	1 304	–	53 219
Dépréciés	–	–	619	619	–	–	560	560
Total	417 163	11 169	619	428 951	408 854	8 934	560	418 348
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				472				448
Total				429 423 \$				418 796 \$
Prêts en cours – Prêts aux particuliers								
Risque faible	73 973 \$	2 459 \$	– \$	76 432 \$	73 339 \$	2 575 \$	– \$	75 914 \$
Risque moyen	4 833	3 150	–	7 983	5 482	3 780	–	9 262
Risque élevé	450	1 988	–	2 438	836	1 660	–	2 496
Non notés (1)	9 008	131	–	9 139	9 733	104	–	9 837
Dépréciés	–	–	245	245	–	–	200	200
Total	88 264 \$	7 728 \$	245 \$	96 237 \$	89 390 \$	8 119 \$	200 \$	97 709 \$
Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit								
Risque faible	16 104 \$	122 \$	– \$	16 226 \$	15 088 \$	83 \$	– \$	15 171 \$
Risque moyen	1 683	1 991	–	3 674	1 418	1 911	–	3 329
Risque élevé	40	1 577	–	1 617	39	1 255	–	1 294
Non notés (1)	762	33	–	795	751	32	–	783
Total	18 589 \$	3 723 \$	– \$	22 312 \$	17 296 \$	3 281 \$	– \$	20 577 \$
Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises								
Risque faible	8 522 \$	924 \$	– \$	9 446 \$	8 571 \$	838 \$	– \$	9 409 \$
Risque moyen	1 949	988	–	2 937	1 512	1 130	–	2 642
Risque élevé	94	523	–	617	102	375	–	477
Non notés (1)	8	–	–	8	3	–	–	3
Dépréciés	–	–	232	232	–	–	138	138
Total	10 573 \$	2 435 \$	232 \$	13 240 \$	10 188 \$	2 343 \$	138 \$	12 669 \$
Engagements inutilisés – Prêts de détail								
Risque faible	261 434 \$	1 318 \$	– \$	262 752 \$	247 620 \$	1 041 \$	– \$	248 661 \$
Risque moyen	10 529	293	–	10 822	9 021	246	–	9 267
Risque élevé	886	401	–	1 287	876	367	–	1 243
Non notés (1)	6 408	129	–	6 537	5 668	118	–	5 786
Total	279 257 \$	2 141 \$	– \$	281 398 \$	263 185 \$	1 772 \$	– \$	264 957 \$
Prêts de gros – Prêts en cours								
Qualité investissement	88 108 \$	586 \$	– \$	88 694 \$	88 513 \$	202 \$	– \$	88 715 \$
Qualité inférieure	150 845	18 531	–	169 376	145 908	15 758	–	161 666
Non notés (1)	9 547	272	–	9 819	11 789	360	–	12 149
Dépréciés	–	–	2 188	2 188	–	–	1 301	1 301
Total	248 500	19 389	2 188	270 077	246 210	16 320	1 301	263 831
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				8 920				10 136
Total				278 997 \$				273 967 \$
Engagements inutilisés – Prêts de gros								
Qualité investissement	301 814 \$	225 \$	– \$	302 039 \$	284 481 \$	179 \$	– \$	284 660 \$
Qualité inférieure	124 422	12 251	–	136 673	126 225	10 657	–	136 882
Non notés (1)	4 190	–	–	4 190	3 692	1	–	3 693
Total	430 426 \$	12 476 \$	– \$	442 902 \$	414 398 \$	10 837 \$	– \$	425 235 \$

(1) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(2) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 juillet 2023			31 octobre 2022		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	1 643 \$	167 \$	1 810 \$	1 328 \$	168 \$	1 496 \$
Prêts de gros	1 062	63	1 125	1 279	2	1 281
Total	2 705 \$	230 \$	2 935 \$	2 607 \$	170 \$	2 777 \$

(1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

(2) Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement, qui peuvent fluctuer en fonction du volume des transactions. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Note 6 Acquisition et cession importantes

Acquisition

Banque HSBC Canada

Le 29 novembre 2022, nous avons conclu une entente visant l'acquisition de la totalité des actions ordinaires de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada) pour un prix d'achat entièrement au comptant de 13,5 milliards de dollars. De plus, nous achèterons toutes les actions privilégiées et les dettes subordonnées existantes de HSBC Canada détenues directement ou indirectement par HSBC Holdings plc à la valeur nominale (2,1 milliards de dollars en date du 30 juin 2023). HSBC Canada est une banque canadienne de premier plan au service de particuliers et d'entreprises qui se concentre sur les clients connectés à l'échelle mondiale.

La clôture de l'opération devrait avoir lieu au cours du premier trimestre civil de 2024 et est assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris les approbations réglementaires. Les résultats de l'entreprise acquise seront consolidés à compter de la date de clôture.

Cession

Gestion de patrimoine

Le 3 juillet 2023, nous avons finalisé la vente annoncée précédemment des activités européennes d'administration d'actifs de RBC Investor Services® et de son centre d'excellence associé situé en Malaisie à CACEIS, le groupe bancaire d'administration d'actifs de Crédit Agricole S.A. et de Banco Santander, S.A. Par suite de l'opération, nous avons constaté un profit à la cession, avant impôt, de 69 millions de dollars dans les revenus autres que d'intérêt du secteur Gestion de patrimoine (77 millions après impôt).

La conclusion de la vente des activités de l'antenne britannique de Fiducie RBC Services aux Investisseurs et de Services aux investisseurs RBC à Jersey demeure assujettie aux conditions de clôture d'usage, y compris les approbations réglementaires. Le groupe destiné à être cédé se compose d'actifs de 2,7 milliards de dollars, principalement composés de trésorerie et de montants à recevoir de banques, et de passifs de 2,7 milliards de dollars, principalement composés de dépôts, et demeure classé comme étant détenu en vue de la vente, et présenté dans les autres actifs et les autres passifs.

Note 7 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2023				31 octobre 2022			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	188 600 \$	56 910 \$	188 537 \$	434 047 \$	203 645 \$	64 743 \$	136 544 \$	404 932 \$
Entreprises et gouvernements	307 865	16 864	412 001	736 730	348 004	17 855	394 011	759 870
Banques	8 309	893	35 692	44 894	10 458	490	33 064	44 012
	504 774 \$	74 667 \$	636 230 \$	1 215 671 \$	562 107 \$	83 088 \$	563 619 \$	1 208 814 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	134 054 \$	6 535 \$	182 \$	140 771 \$	149 737 \$	7 797 \$	466 \$	158 000 \$
États-Unis	39 060	–	–	39 060	52 702	–	–	52 702
Europe (5)	131	–	–	131	620	–	–	620
Autres pays	7 177	–	–	7 177	7 840	–	–	7 840
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	298 923	15 090	478 242	792 255	305 779	17 982	409 586	733 347
États-Unis	14 751	52 593	85 048	152 392	11 410	57 055	85 111	153 576
Europe (5)	5 244	359	54 012	59 615	28 276	254	52 144	80 674
Autres pays	5 434	90	18 746	24 270	5 743	–	16 312	22 055
	504 774 \$	74 667 \$	636 230 \$	1 215 671 \$	562 107 \$	83 088 \$	563 619 \$	1 208 814 \$

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, dont les comptes d'épargne et les comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 juillet 2023, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 439 milliards de dollars, 36 milliards, 48 milliards et 31 milliards (465 milliards, 35 milliards, 50 milliards et 30 milliards au 31 octobre 2022, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, les îles Anglo-Normandes, la France et le Luxembourg.

Note 7 Dépôts (suite)**Échéances contractuelles des dépôts à terme**

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2023	31 octobre 2022
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	188 346 \$	159 602 \$
De 3 à 6 mois	79 326	61 996
De 6 à 12 mois	135 725	156 531
De 1 à 2 ans	68 666	49 225
De 2 à 3 ans	47 961	42 809
De 3 à 4 ans	35 921	27 609
De 4 à 5 ans	37 649	33 835
Plus de 5 ans	42 636	32 012
	636 230 \$	563 619 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	583 000 \$	521 000 \$

Note 8 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022
Coûts des services rendus au cours de la période	48 \$	77 \$	8 \$	11 \$
Coûts des services passés	–	–	–	–
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(40)	(21)	19	16
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	(1)	(10)
Frais administratifs	3	3	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	11	59	26	17
Charge au titre des régimes à cotisations définies	84	58	–	–
	95 \$	117 \$	26 \$	17 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022
Coûts des services rendus au cours de la période	146 \$	232 \$	24 \$	28 \$
Coûts des services passés	–	(1)	–	2
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(121)	(63)	58	47
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	2	(23)
Frais administratifs	9	10	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	34	178	84	54
Charge au titre des régimes à cotisations définies	245	188	–	–
	279 \$	366 \$	84 \$	54 \$

Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	(483)\$	81 \$	(45)\$	16 \$
Ajustements liés à l'expérience	1	-	-	(1)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	313	338	-	-
	(169)\$	419 \$	(45)\$	15 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	421 \$	(2 917)\$	45 \$	(241)\$
Ajustements liés à l'expérience	1	1	(2)	(4)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(248)	2 180	-	-
	174 \$	(736)\$	43 \$	(245)\$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

(2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

Note 9 Impôts sur le résultat

Le 15 décembre 2022, le projet de loi C-32 sur la *Loi d'exécution de l'Énoncé économique de l'automne 2022* (le projet de loi), déposé par le gouvernement du Canada, a reçu la sanction royale. Le projet de loi modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour mettre en œuvre un dividende pour la relance du Canada (DRC) et une augmentation permanente du taux d'imposition des sociétés au Canada applicable aux banques et aux groupes d'assureurs-vie.

Le DRC est un impôt ponctuel de 15 %, en 2022, déterminé en fonction du revenu imposable moyen de 2020 et de 2021 supérieur à 1 milliard de dollars et payable en versements égaux sur cinq ans. Le DRC a donné lieu à une augmentation de 1,2 milliard de dollars de l'impôt sur le résultat pour le trimestre clos le 31 janvier 2023, dont une tranche de 1 milliard a été comptabilisée dans le résultat net et une tranche de 0,2 milliard, dans les autres éléments du résultat global.

L'augmentation permanente du taux d'imposition des sociétés au Canada correspond à un taux de 1,5 % sur le revenu imposable supérieur à 100 millions de dollars qui s'appliquerait aux années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022, ce qui a donné lieu à une augmentation du taux d'imposition prévu par la loi au Canada, qui est passé de 26,2 % à 27,7 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2023.

Examens et évaluations fiscaux

Au troisième trimestre de 2023, nous avons reçu des lettres de proposition (les propositions) de l'Agence du revenu du Canada (ARC) relativement à l'année d'imposition 2018, lesquelles suggèrent que la Banque Royale du Canada doit un montant d'impôt additionnel d'environ 228 millions de dollars, car l'ARC a refusé la déductibilité de certains dividendes. Ce montant représente le montant d'impôt additionnel maximal exigible pour cet exercice. Les propositions sont conformes aux avis de nouvelle cotisation déjà reçus décrits à la note 22 de nos états financiers consolidés annuels de 2022. Il se peut que l'ARC établisse à notre égard une nouvelle cotisation augmentant sensiblement l'impôt sur le résultat pour les exercices à venir de la même façon. Dans tous les cas, nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Débentures subordonnées

Le 31 janvier 2023, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débentures subordonnées relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV). Ces débentures portent intérêt au taux fixe de 5,01 % par année jusqu'au 1^{er} février 2028, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour composé quotidiennement majoré de 2,12 % jusqu'à leur échéance, le 1^{er} février 2033.

Le 8 juin 2023, la totalité des débentures subordonnées à 9,30 % en circulation de 110 millions de dollars est venue à échéance. Le capital, majoré des intérêts courus, a été payé aux porteurs de billets à la date d'échéance.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement (suite)

Actions ordinaires émises

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour les trimestres clos			
	le 31 juillet 2023		le 31 juillet 2022	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)	174	16 \$	100	8 \$
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes (2)	5 355	670	–	–
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	–	–	(10 445)	(129)
	5 529	686 \$	(10 345)	(121)\$

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	le 31 juillet 2023		le 31 juillet 2022	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)	678	61 \$	612	50 \$
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes (2)	9 959	1 291	–	–
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	–	–	(33 016)	(411)
	10 637	1 352 \$	(32 404)	(361)\$

- (1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (2) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes (RRD) sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2023, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'actions propres. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2023, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre pendant le premier trimestre et au moyen d'actions propres pendant le dernier semestre. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
- (3) Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires aux fins d'annulation. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2022, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 1 338 millions de dollars (prix moyen de 128,20 \$ l'action) et une valeur comptable de 129 millions (valeur comptable de 12,47 \$ l'action). Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2022, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 4 444 millions de dollars (prix moyen de 134,60 \$ l'action) et une valeur comptable de 411 millions (valeur comptable de 12,46 \$ l'action).

Note 11 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2023	le 31 juillet 2022
Bénéfice de base par action				
Bénéfice net	3 872 \$	3 577 \$	10 735 \$	11 925 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(58)	(58)	(169)	(180)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(2)	(5)	(7)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 812 \$	3 517 \$	10 561 \$	11 738 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 393 515	1 396 381	1 388 217	1 409 292
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,74 \$	2,52 \$	7,61 \$	8,33 \$
Bénéfice dilué par action				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 812 \$	3 517 \$	10 561 \$	11 738 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 393 515	1 396 381	1 388 217	1 409 292
Options sur actions (1)	1 398	1 680	1 614	2 039
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	26	606	26	603
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 394 939	1 398 667	1 389 857	1 411 934
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,73 \$	2,51 \$	7,60 \$	8,31 \$

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2023, en moyenne 2 244 505 options en cours au prix d'exercice moyen de 130,78 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022, en moyenne 1 181 140 options en cours au prix d'exercice moyen de 129,99 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023, en moyenne 917 036 options en cours au prix d'exercice moyen de 131,64 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action.

Note 12 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale qui est assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Pour nombre de ces procédures, il est de par nature difficile de déterminer si des pertes sont probables ou d'estimer de manière fiable le montant des pertes. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des dotations courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022, rubrique mise à jour ci-dessous.

Recours collectif relatif aux indemnités de vacances

Le 29 décembre 2022, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a certifié un recours collectif contre RBC Dominion valeurs mobilières Limitée et RBC Dominion valeurs mobilières Inc. (collectivement, RBC DVM). L'action a été intentée en juillet 2020 et fait valoir des réclamations relatives aux indemnités de vacances légales et de jours fériés versées aux conseillers en placement, aux associés et aux adjoints de notre secteur Gestion de patrimoine – Canada, à l'exception de ceux qui travaillent en Alberta et en Colombie-Britannique. Le 13 janvier 2023, RBC DVM a signifié un avis de requête en autorisation d'interjeter appel de la décision de certification du tribunal. Selon les faits connus à ce jour, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de ces procédures ni le moment auquel elles seront réglées.

Affaires liées aux opérations de change

Le 29 mars 2023, les parties ont signé une entente de règlement réglant toutes les réclamations dans le cadre du recours des personnes qui se sont exclues aux États-Unis et du recours au Royaume-Uni et, en mai 2023, ces recours ont été rejetés.

Litiges relativement au taux interbancaire offert à Londres (LIBOR)

Le 21 juillet 2023, la Banque Royale du Canada et plusieurs autres parties défenderesses ont signé une entente de règlement réglant un des recours collectifs liés au LIBOR intentés pour le compte de certaines parties plaignantes ayant acheté des instruments fondés sur le LIBOR en dollars américains. Le règlement a été approuvé de manière provisoire le 1^{er} août 2023 et demeure assujetti à l'approbation définitive du tribunal.

Enquête de la Competition and Markets Authority et litige concernant les obligations d'État au Royaume-Uni

La Banque Royale du Canada et RBC Europe Limited travaillent en collaboration avec la Competition and Markets Authority du Royaume-Uni dans le cadre d'une enquête sur une conduite présumée anticoncurrentielle en lien avec des obligations d'État du Royaume-Uni et des dérivés connexes entre 2009 et 2013. En mai 2023, la Competition and Markets Authority a publié une déclaration d'opposition à la Banque Royale du Canada et à RBC Europe Limited, ainsi qu'à certaines autres institutions financières. La Banque Royale du Canada et RBC Europe Limited contestent l'affaire de la Competition and Markets Authority.

En juin 2023, RBC Europe Limited et RBC Capital Markets, LLC, entre autres institutions financières, ont été nommés parties défenderesses dans un recours collectif putatif intenté aux États-Unis par des parties plaignantes alléguant une conduite anticoncurrentielle dans le marché des obligations d'État du Royaume-Uni.

L'issue et les conséquences financières de ces affaires sont inconnues et ne peuvent être estimées de façon fiable.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

Composition des secteurs d'exploitation

Aux fins de la gestion, en fonction des produits et services offerts, nous sommes organisés en quatre secteurs d'exploitation : Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2023, nous avons simplifié notre structure de présentation de l'information financière en éliminant le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie et en transférant ses anciennes activités dans des secteurs existants. Nous avons transféré nos services aux investisseurs à notre secteur Gestion de patrimoine, et nos services de trésorerie et services bancaires transactionnels à notre secteur Marchés des Capitaux. Du point de vue de la présentation de l'information financière, aucun changement n'a été apporté à nos secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Assurances. Les résultats comparatifs ont été révisés afin de les rendre conformes à notre nouveau mode de présentation sectorielle.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2023					
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	4 062 \$	1 007 \$	– \$	891 \$	326 \$	6 286 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 501	3 411	1 848	1 772	(329)	8 203
Total des revenus	5 563	4 418	1 848	2 663	(3)	14 489
Dotation à la provision pour pertes de crédit	305	102	–	209	–	616
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 379	–	–	1 379
Frais autres que d'intérêt	2 319	3 498	165	1 620	259	7 861
Bénéfice (perte) avant impôt	2 939	818	304	834	(262)	4 633
Charge (économie) d'impôt	805	144	77	(104)	(161)	761
Bénéfice net	2 134 \$	674 \$	227 \$	938 \$	(101)\$	3 872 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	240 \$	312 \$	15 \$	126 \$	– \$	693 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022					
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (3)	Assurances	Marchés des Capitaux (1), (3)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	3 655 \$	1 051 \$	– \$	1 233 \$	(49)\$	5 890 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 527	2 971	1 233	631	(120)	6 242
Total des revenus	5 182	4 022	1 233	1 864	(169)	12 132
Dotation à la provision pour pertes de crédit	324	14	–	2	–	340
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	850	–	–	850
Frais autres que d'intérêt	2 130	2 929	139	1 186	2	6 386
Bénéfice (perte) avant impôt	2 728	1 079	244	676	(171)	4 556
Charge (économie) d'impôt	705	258	58	77	(119)	979
Bénéfice net	2 023 \$	821 \$	186 \$	599 \$	(52)\$	3 577 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	239 \$	271 \$	14 \$	129 \$	3 \$	656 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023					
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	11 886 \$	3 328 \$	– \$	2 579 \$	794 \$	18 587 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 516	10 099	5 086	5 837	(1 022)	24 516
Total des revenus	16 402	13 427	5 086	8 416	(228)	43 103
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 128	196	–	424	–	1 748
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	3 930	–	–	3 930
Frais autres que d'intérêt	6 805	10 379	480	4 831	535	23 030
Bénéfice (perte) avant impôt	8 469	2 852	676	3 161	(763)	14 395
Charge (économie) d'impôt	2 294	588	162	61	555	3 660
Bénéfice net	6 175 \$	2 264 \$	514 \$	3 100 \$	(1 318)\$	10 735 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	721 \$	925 \$	43 \$	381 \$	– \$	2 070 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022					
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (3)	Assurances	Marchés des Capitaux (1), (3)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	10 118 \$	2 782 \$	– \$	3 760 \$	(225)\$	16 435 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 606	9 259	2 866	3 599	(347)	19 983
Total des revenus	14 724	12 041	2 866	7 359	(572)	36 418
Dotation à la provision pour pertes de crédit	177	(29)	–	(46)	1	103
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 667	–	–	1 667
Frais autres que d'intérêt	6 167	8 844	431	4 136	(178)	19 400
Bénéfice (perte) avant impôt	8 380	3 226	768	3 269	(395)	15 248
Charge (économie) d'impôt	2 149	775	179	691	(471)	3 323
Bénéfice net	6 231 \$	2 451 \$	589 \$	2 578 \$	76 \$	11 925 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	704 \$	820 \$	43 \$	382 \$	7 \$	1 956 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle.

Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2023					
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	624 943 \$	180 674 \$	24 680 \$	1 065 952 \$	61 485 \$	1 957 734 \$
Total du passif	624 851	180 529	25 332	1 066 223	(51 630)	1 845 305

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2022					
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	602 824 \$	206 466 \$	21 918 \$	1 025 892 \$	60 119 \$	1 917 219 \$
Total du passif	602 741	206 415	22 588	1 025 603	(48 303)	1 809 044

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle.

Note 14 Gestion des fonds propres

Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des seuils précis en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques, les ratios de levier et les ratios TLAC applicables à l'intention des institutions de dépôt du Canada. Au troisième trimestre de 2023, nous nous sommes conformés à toutes les exigences applicables de fonds propres, de levier et de TLAC, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

	Aux	
	31 juillet 2023	31 octobre 2022
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
Fonds propres (1)		
Fonds propres CET1	82 892 \$	76 945 \$
Fonds propres de première catégorie	90 193	84 242
Total des fonds propres	101 072	93 850
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)		
Risque de crédit	470 732 \$	496 898 \$
Risque de marché	37 426	35 342
Risque opérationnel	77 741	77 639
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	585 899 \$	609 879 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)		
Ratio CET1	14,1 %	12,6 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	15,4 %	13,8 %
Ratio du total des fonds propres	17,3 %	15,4 %
Ratio de levier	4,2 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	2 142 \$	1 898 \$
TLAC disponible et ratios (2)		
TLAC disponible	181 035 \$	160 961 \$
Ratio TLAC	30,9 %	26,4 %
Ratio de levier TLAC	8,5 %	8,5 %

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Les résultats de la période close le 31 juillet 2023 reflètent l'adoption des lignes directrices révisées sur les normes de fonds propres et le ratio de levier entrées en vigueur au deuxième trimestre de 2023 dans le cadre de la mise en œuvre des réformes de Bâle III par le BSIF.
- (2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :

P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, boul. Robert-Bourassa
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis) ou
514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgewater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les
actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto
(TSX)
États-Unis – New York Stock
Exchange (NYSE)

Les actions privilégiées de
séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI et BO
sont inscrites à la TSX. Les
actions dépositaires connexes
aux actions privilégiées de
série C-2 sont inscrites à la NYSE.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu
au Canada, l'action ordinaire de
la Banque Royale du Canada
s'établissait à 29,52 \$ par action
au jour d'évaluation
(le 22 décembre 1971). Ce prix
correspond à 7,38 \$ par action,
après ajustement pour tenir
compte des deux divisions
d'actions à raison de deux actions
pour une de mars 1981 et de
février 1990. Le dividende en
actions de une action pour une,
versé en octobre 2000 et
en avril 2006, n'a eu aucune
incidence sur le prix du jour
d'évaluation de nos actions
ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs
aux dividendes, aux changements
au registre des actionnaires ou
aux changements d'adresse, à la
perte de certificats d'actions, aux
formulaires d'impôts, aux
transferts de succession et au
réinvestissement de dividendes,
les actionnaires sont priés de
communiquer avec : Société de
fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1 Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements
financiers, veuillez communiquer
avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Courriel : invesrel@rbc.com
ou visitez notre site Web
au rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert
électronique de fonds, les
actionnaires du Canada et des
États-Unis peuvent faire
déposer directement dans leur
compte bancaire les dividendes
sur leurs actions ordinaires, il
leur suffit d'en faire la demande
à notre agent des transferts et
agent comptable des registres,
la Société de fiducie
Computershare du Canada.

Les actionnaires internationaux
(autres que les porteurs des
États-Unis ou du Canada)
peuvent être en mesure de
recevoir leurs dividendes et/ou
leurs distributions dans la
monnaie de leur choix.
Computershare offre un service
de change international qui
permet aux actionnaires
internationaux de RBC de
recevoir leurs paiements de
dividendes et/ou de
distributions dans la devise de
leur choix. Veuillez consulter le
site investorcentre.com/rbc.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux
fins de la *Loi de l'impôt sur le
revenu* (Canada) et dans toute
légalisation fiscale provinciale
ou territoriale applicable, tous
les dividendes (ainsi que les
dividendes réputés) que verse
RBC à des résidents du Canada
sur ses actions ordinaires et
privilégiées sont désignés
comme des « dividendes
admissibles ».

Dates de paiement des dividendes pour 2023

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI et BO	26 janvier 25 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 24 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (\$ US)	27 janvier 28 avril 28 juillet 27 octobre	7 février 8 mai 8 août 7 novembre
Actions privilégiées de série BT	15 février 17 août	24 février 24 août

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de
RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en
matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les
entreprises nationales américaines en vertu des conditions
d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site
Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

Rachats d'actions ordinaires

Au 31 juillet 2023, nous
n'avions pas d'offre publique
de rachat dans le cours
normal des activités en
vigueur. Pour plus de détails,
reportez-vous à la rubrique
Gestion des fonds propres.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2023

Premier trimestre 1^{er} mars
Deuxième trimestre 25 mai
Troisième trimestre 24 août
Quatrième trimestre 30 novembre

Assemblée annuelle de 2024

L'assemblée annuelle des
actionnaires ordinaires se
tiendra le jeudi 11 avril 2024.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Tous les renvois à des sites Web sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

® Désignations commerciales déposées de la Banque Royale du Canada. ‡ Toutes les autres désignations commerciales sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.